



# Union Européenne

Revue de la Délégation de l'Union européenne en Algérie



Visite à Alger de Staffan Nilsson, Président du Comité Economique et Social européen

★ Concours «l'UE peut-elle être considérée comme référence pour l'intégration au Maghreb ?»

★ Prise d'otages de Tiguentourine : l'UE apporte son soutien à l'Algérie

★ Coopération UE-Algérie dans le secteur de l'emploi

## Etats membres de l'Union Européenne en Algérie



**Ambassade d'Allemagne**  
165, chemin Slindja - Alger  
Tél: 021.74.31.83 - 021.74.19.41 - 021.74.19.56  
Fax: 021.74.05.02/01



**Ambassade de Grèce**  
60, Bd Bougara - El Biar  
Tél.: 021.79.79.16 - 021.92.12.28 - 021.92.34.91  
Fax: 021.92.34.90



**Ambassade d'Autriche**  
Chemin Abdelkader Gadouche - Hydra  
Tél.: 021.69.10.34 - 021.69.10.91  
Fax: 021.69.12.31 - 021.69.12.32



**Ambassade de Hongrie**  
18, Avenue des Frères Oughlis - El Mouradia  
Tél.: 021.69.79.75 - 021.69.79.77 - 021.69.74.54  
Fax: 021.69.81.88



**Ambassade de Belgique**  
22, chemin Youcef Tayebi - El Biar  
Tél.: 021.92.26.20 - 021.92.43.20 - 021.92.24.46  
Fax: 021.92.50.36



**Ambassade d'Italie**  
18, Rue Ouidir Amellal - El Biar  
Tél.: 021.92.25.50 - 021.92.23.30  
Fax: 021.92.59.86



**Ambassade de Bulgarie**  
13, Boulevard Colonel Bougara - El Biar  
Tél.: 021.23.00.14 - 021.23.01.21  
Fax: 021.23.05.33



**Ambassade des Pays-Bas**  
Chemin Cheikh EL Ibrahim - El Biar  
Tél.: 021.92.28.28 à-30  
Fax: 021.92.29.35



**Ambassade d'Espagne**  
N°26, Chemin des Glycines - El Biar  
Tél.: 021.23.97.86  
Fax: 021.23.99.28



**Ambassade du Portugal**  
7 Rue Mohamed Khoudi - El Biar  
Tél.: 021.92.40.76 - 021.92.76 - 021.92.53.14  
Fax: 021.92.53.13



**Ambassade de France**  
Chemin Abdelkader Gadouche - Hydra  
Tél.: 021.69.24.88  
Fax: 021.69.13.69



**Ambassade de Pologne**  
104, Hai El Binaa - DelyBrahim  
Tél.: 021.91.77.82 - 021.91.77.83 - 021.91.77.83  
Fax: 021.91.78.04



**Ambassade de Finlande**  
10, Rue des Cèdres - El Mouradia  
Tél.: 021.69.29.25  
Fax: 021.69.16.37



**Ambassade de Roumanie**  
24, Rue Arezki Abri - Hydra  
Tél.: 021.60.08.71 - 021.69.34.89  
Fax: 021.69.36.42



**Ambassade de Grande-Bretagne**  
3, Chemin Capitaine Hocine Slimane  
(ex-Chemin des Glycines) - Hydra  
Tél.: 0770 085 000



**Ambassade de Suède**  
Rue Otof Palme - Hydra  
Tél.: 021.54.83.33  
Fax: 021.54.83.34



**Ambassade de la République Tchèque**  
03, Chemin du Ziriyab - Télémy  
Tél.: 021.23.00.56  
Fax: 021.23.01.03 - 021.23.01.33

Responsable de publication : M. Marek Skolil, Ambassadeur et Chef de Délégation

### Ont contribué à ce numéro

Stéphane Devaux, Silvia Favret, Mehdi Gueche, Sophie Huet-Gueriche,  
Abderrezak Khiar, Wahiba Labreche, Leatitia Rivagorda, Bernard Seggara

Crédit photo à  
Louisa Sid Ammi

### Délégation de l'Union européenne en Algérie

Domaine Ben Ouadah, Avenue du 11 Décembre 1960, Val d'Hydra El-Biar, Alger

Tél. : (213) (0) 21.92.36.40/41 Fax : (213) (0) 21.92.36.81

E-mail : [delegation-algeria@eeas.europa.eu](mailto:delegation-algeria@eeas.europa.eu) Site web : <http://eeas.europa.eu/delegations/algeria>

## Le mot du chef de délégation

### Coopération UE-Algérie

- Concours d'écriture : « L'Union européenne peut-elle être considérée comme référence pour l'intégration au Maghreb ? »
- 7<sup>ème</sup> Conseil d'Association UE-Algérie à Bruxelles : approfondir le dialogue et la concertation
- Prise d'otages d'In Amenas : M<sup>me</sup> Ashton apporte le soutien de l'UE à l'Algérie  
Le Commissaire Štefan Füle propose un renforcement de la coopération contre le terrorisme
- Visite à Alger de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme
- Visite à Alger de M. Staffan Nilsson, Président du Comité Economique et Social européen
- Appui à la valorisation des produits agricoles algériens
- L'UE contribue à la modernisation des services de l'Agence de l'emploi (ANEM)
- Coopération UE-Algérie dans le secteur de l'assainissement des eaux usées
- Jumelage pour le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture
- Coopération universitaire : Journées d'information Tempus et Erasmus Mundus

### Coopération régionale

- L'UE réaffirme son soutien à l'intégration des pays du Maghreb
- L'Algérie confirme son attachement au développement de l'Union pour la Méditerranée
- Nouvelle politique en faveur du patrimoine culturel de la Méditerranée
- **Dossier spécial Sahel** : Réponse de l'Union européenne à la crise au Sahel
- Euromed Police III : la corruption internationale à l'ordre du jour

### Union européenne

- Croissance et emploi : les deux priorités du programme d'action de la Commission européenne
- Journée internationale de la femme : déclaration M<sup>me</sup> Ashton

### Proche Orient

- L'UE débloque 25 millions d'euros pour créer de nouveaux emplois à Gaza et aider les familles palestiniennes défavorisées.
- L'UE soutient l'Autorité palestinienne
- Déclaration de l'UE sur la situation en Syrie
- Les droits des femmes en Israël : l'UE finance 3 projets

### Les échos

- 5<sup>e</sup> rencontre euro-algérienne des écrivains, sous le signe de l'évasion littéraire
- Conférence-débat à l'École Supérieure de Journalisme à l'occasion de la remise du prix Nobel de la paix 2012 à l'UE
- Un album de photos en hommage au patrimoine culturel de la Méditerranée



Le début de l'année 2013 a été marqué par la tragique prise d'otages au site gazier de Tiguentourine à In Amenas. L'Union européenne (UE) a immédiatement condamné cette action terroriste et a apporté son soutien à l'Algérie par la voix de Mme Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité. Pour sa part, le Commissaire Štefan Füle, chargé de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage, s'est entretenu au téléphone avec le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, pour lui faire part de la solidarité européenne. A cette occasion, le Commissaire a déclaré : « *J'ai réaffirmé mon engagement à renforcer la coopération avec l'Algérie sur les questions d'intérêt commun, notamment la sécurité dans la région du Sahel et du Sahara* ». En toile de fond de l'intervention internationale en vue de la restauration de l'ordre, la sécurité et l'intégrité territoriales du Mali, l'attaque de Tiguentourine est venue rappeler à tout le monde qu'outre les responsabilités et prérogatives nationales, la sécurité, dans notre monde globalisé, est plus que jamais un défi dépassant les frontières et un impératif de coopération internationale. Sur ce plan, M. De Kerkove, coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, a effectué une nouvelle visite à Alger en février dernier au cours de laquelle il a notamment réaffirmé la volonté de l'UE et de ses Etats membres d'approfondir le dialogue et la coopération avec l'Algérie dans ce domaine.

#### **Deux ans de bouleversements dans le monde arabe :**

Deux ans après l'éclosion en série des mouvements populaires secouant le monde arabe, l'UE poursuit son soutien aux populations et pays qui ont choisi, tant bien que mal, mais non sans espoirs partagés par des millions de citoyens, la voie du changement et de la réappropriation de leurs destins confisqués par des régimes qui ont failli à leur mission. Elle appuie les réformes politiques et économiques dans ces pays en transition, en encourageant la participation accrue de la société civile et le respect des principes démocratiques (l'état de droit, les droits de l'Homme...) sans lesquels, nous en sommes convaincus, il n'y aura pas de développement durable et inclusif espéré par ceux qui ont décidé de prendre le destin de leur pays en mains. C'est pour cela que le Conseil européen de février dernier a consacré une large place

aux développements récents dans les pays du Sud méditerranéen, en rappelant les nouvelles politiques de voisinage proposées aux partenaires dans cette région. Ce nouveau modèle du partenariat de l'UE avec ses voisins du Sud vise un rapprochement à la fois politique et économique de nos pays pour étendre et consolider progressivement la zone de stabilité, de prospérité et de démocratie partagée entre les deux rives de la Méditerranée.

#### **La coopération UE- Algérie :**

Depuis un certain temps déjà, la coopération UE-Algérie a atteint un bon rythme d'avancement, et la mise en œuvre des programmes d'accompagnement financés par l'UE se déroule bien et contribue à la modernisation du pays. Il est clair que dans un pays comme l'Algérie, doté d'une certaine aisance en ressources naturelles et financières, l'objectif principal de la coopération n'est pas de financer des projets de développement. Il s'agit avant tout de soutenir des réformes structurelles qui permettront, à la fois, de consolider la gouvernance du pays et de diversifier et de moderniser son appareil productif dans le sens de l'économie de marché. Car seule une économie ouverte et compétitive est à même d'offrir des perspectives de développement inclusif et un avenir pour des dizaines de millions de jeunes Algériennes et Algériens qui arrivent. Par ailleurs, nous nous félicitons des avancées de nos relations et de notre dialogue politique, confirmés lors des rencontres bilatérales récentes et par la décision de l'Algérie de s'engager dans la définition négociée d'un Plan d'action commun dans le cadre de la nouvelle Politique européenne de voisinage.

#### **Le soutien de l'UE à l'intégration des pays du Maghreb :**

En décembre dernier, l'UE a publié une communication, cosignée par la Haute Représentante et le Commissaire Füle, dans laquelle l'UE réaffirme son soutien à l'intégration régionale du Maghreb. Partant de sa propre expérience de plus d'un demi-siècle, elle considère que l'intégration régionale rapproche les populations et garantit la sécurité, la stabilité et la prospérité durables des pays impliqués. Le Maghreb reste une des régions les moins intégrées malgré son potentiel de développement élevé. Selon les économistes, l'intégration maghrébine permettrait d'accroître le PIB de chaque pays de 1 à 2% par an, en accélérant la croissance et en favorisant la création d'emplois. Dans sa stratégie, l'UE a fait des propositions concrètes pour soutenir le renforcement de la coopération maghrébine, approfondie en fonction des besoins et des souhaits des pays et des peuples de la région.

C'est d'ailleurs afin d'encourager une réflexion sur ce processus d'intégration maghrébine et de voir en quoi l'expérience de l'UE pourrait ou non servir d'inspiration que la Délégation de l'UE en Algérie a lancé un concours d'écriture sur ce thème à destination des jeunes étudiants algériens. De façon symbolique, les lauréats recevront leurs prix, le 9 mai, à l'occasion de la célébration de la Journée de l'Europe et la meilleure contribution sera publiée dans notre Newsletter. ●

Marek Skolil  
Ambassadeur/ Chef de Délégation

## Concours d'écriture :

### « L'Union européenne peut-elle être considérée comme référence pour l'intégration au Maghreb ? »

**A** l'occasion de l'attribution du prix Nobel de la paix 2012 à l'Union européenne, et afin d'encourager une réflexion sur l'intégration maghrébine, la Délégation de l'Union européenne en Algérie a organisé un concours pour les jeunes universitaires algériens, portant sur « L'Union européenne peut-elle être considérée comme référence pour l'intégration au Maghreb ? » les lauréats recevront leurs prix le 9 mai à l'occasion de la célébration de la Journée de l'Europe.

#### Règlement :

- 1-** Le concours est ouvert aux étudiants algériens des différentes universités algériennes, âgés entre 18 et 25 ans.
  - 2-** Les textes proposés doivent être présentés sous forme d'un essai, rédigé en langues française, arabe ou anglaise.
  - 3-** Les textes seront rédigés sur 5 feuilles, soit un maximum de 20 000 signes (Times New Roman, espace 1,5) espaces inclus.
  - 4-** Le texte doit être soumis en format Word afin de faciliter une bonne compréhension.
  - 5-** Les contributions doivent mentionner la bibliographie de tous les ouvrages, documents et autres sources utilisés et cités (directement ou indirectement) dans le texte. La bibliographie doit être en page Annexe.
  - 6-** Les contributions devront être envoyées, avant le 15 avril 2013, à l'adresse suivante : [delegation-algeria@eeas.europa.eu](mailto:delegation-algeria@eeas.europa.eu)
- 7- Critères d'évaluation :** respect du thème, originalité et cohérence des idées et de l'approche et la qualité de l'écriture.
- 8-** Un jury composé de 5 personnes évaluera les contributions reçues. Ce jury sera composé de deux professeurs d'université, deux représentants des ambassades des Etats membres de l'UE représentés en Algérie et un représentant de la Délégation de l'Union européenne.
- 9-** Les noms des lauréats seront rendus publics le 30 avril 2013 par voie de presse.
- 10-** Trois prix seront décernés aux gagnants, à l'occasion de la fête de l'Europe le 9 mai :
- 1<sup>er</sup> prix :** un voyage à Bruxelles de quatre jours pour connaître les institutions européennes, le texte sera publié dans le journal Liberté
- 2<sup>e</sup> prix :** 2 tablettes numériques pour deux lauréats
- 3<sup>e</sup> prix :** 3 lots de livres pour 3 lauréats
- 4-** Des prix d'encouragement seront réservés aux participants (T-shirt, casquettes, ballons)

Pour plus d'information, veuillez consulter le site de la délégation : <http://eeas.europa.eu/delegations/algeria/index.fr.eu>

## 7<sup>e</sup> Conseil d'association UE-Algérie à Bruxelles : approfondir le dialogue et la concertation



La Délégation algérienne conduite par SEM. Mourad Medelci, Ministre des Affaires étrangères

Le 7<sup>e</sup> Conseil d'association UE-Algérie s'est tenu le 6 décembre dernier à Bruxelles. A cette occasion, les deux parties se sont félicitées de la consolidation et de la nouvelle dynamique des relations bilatérales. L'UE a confirmé sa volonté de développer avec l'Algérie une relation bilatérale forte, fondée sur le respect réciproque et la solidarité car l'Algérie est un partenaire important pour l'UE qui joue un rôle-clé au sein de l'espace euro-méditerranéen et du partenariat Afrique-UE. Dans ce contexte, l'UE tient à intensifier et approfondir le dialogue politique à haut niveau avec l'Algérie sur les questions d'intérêt commun.

L'UE a félicité l'Algérie pour sa décision de participer à la Politique européenne de voisinage rénovée et souligné la nécessité de consulter, dans ce sens, la société civile et le secteur privé afin de garantir un processus inclusif. Elle a également encouragé le gouvernement et le Parlement à consolider le processus de réformes basé sur les principes démocratiques et le respect des droits de l'Homme et de la primauté du droit. L'UE souhaite que le processus de réformes entamé produise des résultats concrets afin de répondre aux demandes du peuple algérien, de garantir leurs droits fondamentaux et de relever les défis socio-économiques.

### Relations économiques, commerciales et sectorielles

En ce qui concerne la dimension commerciale, l'UE est satisfaite de la conclusion des consultations sur le démantèlement tarifaire concernant les produits industriels avec un accord

équilibré respectant les intérêts réciproques. Cependant, elle estime toujours nécessaire de progresser sur le climat des affaires et tout particulièrement en matière de conditions applicables aux investissements directs européens. L'assouplissement de la règle des 49% requise pour tous les investissements directs étrangers facilitera également les discussions bilatérales qui ont été reprises en mars 2012 à Bruxelles dans le cadre de l'accession de l'Algérie à l'OMC.

L'UE a mis également en exergue le progrès dans la coopération technique et financière et dans la promotion de la cohésion sociale. L'engagement de l'UE à accompagner l'Algérie dans le processus de réformes est symbolisé par la signature de nouveaux programmes dans les domaines de la culture, de l'emploi, de la jeunesse et des transports et par la conclusion prochaine d'un programme important dans le domaine de l'environnement. L'UE se félicite aussi de la participation active de l'Algérie dans les programmes euro-méditerranéens.

Le dialogue et la coopération en matière de migration est une priorité pour l'UE. Ainsi, elle a réitéré sa volonté d'approfondir le dialogue avec l'Algérie, en conformité avec l'approche globale de l'UE, tout en rappelant qu'un tel dialogue a vocation à couvrir la question de la migration et de la mobilité dans son ensemble. A cet égard, l'UE rappelle l'importance d'approfondir la coopération avec l'Algérie en matière de mobilité et de gestion des flux migratoires, y compris la lutte contre la migration clandestine ainsi que la réadmission.

Dans ce dynamisme partagé, l'Algérie relève avec satisfaction la tenue, en 2012, des réunions des différents organes institutionnels de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de l'Accord d'association. Elle relève, à ce propos, la tenue de la deuxième session du Comité d'association et des réunions des sous-comités sectoriels : « Dialogue politique, sécurité et droits de l'Homme », « Justice et affaires intérieures » et du Groupe de travail sur les Affaires sociales qui ont permis de faire une évaluation de l'état de la coopération et d'identifier les perspectives de sa relance. Elle exprime, par ailleurs, le souhait de la programmation, dès le début de cette année, des sous-comités « Industrie, commerce et service », « Agriculture et pêche », « Société de l'information, recherche, innovation, audiovisuel, éducation et culture », « Transport, énergie et environnement » et « Coopération douanière ».

L'Algérie souhaite, ainsi, consolider ses relations de coopération et de partenariat avec l'UE dans le cadre d'une vision solidaire qui tienne compte de l'équilibre des intérêts. ●

## Prise d'otage d'In Amenas :

### M<sup>me</sup> Ashton apporte le soutien de l'UE à Alger

M<sup>me</sup> la Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission a fait la déclaration suivante :

«Au nom des Vingt-sept, je présente mes condoléances aux familles des victimes de l'attaque terroriste sur le site gazier d'In Amenas, en Algérie.

J'exprime mon soutien aux autorités algériennes et aux gouvernements des personnes qui ont été tuées ou blessées. Ces

événements démontrent une fois de plus la menace posée par les groupes extrémistes violents en Afrique du Nord et à travers le monde. Nous continuerons de travailler étroitement avec nos partenaires internationaux pour combattre le terrorisme.» ●



### Le Commissaire Füle propose un renforcement de la coopération contre le terrorisme

Štefan Füle, le Commissaire européen en charge de l'Élargissement et de la Politique de voisinage, s'est entretenu avec Mourad Medelci, ministre algérien des Affaires étrangères, pour transmettre ses condoléances aux familles des victimes algériennes de l'attaque terroriste à In Amenas. Il a également exprimé son soutien aux autorités algériennes qui se sont engagées à lutter contre le terrorisme et à libérer les otages détenus par le groupe terroriste.

«J'ai réaffirmé mon engagement à renforcer la coopération avec l'Algérie sur les questions d'intérêt commun, notamment la sécurité dans la région du Sahel et du Sahara», a expliqué le Commissaire dans une déclaration. ●



## Visite à Alger de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme

Le Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, M. Gilles de Kerchove a effectué une visite de travail en Algérie du 26 au 28 février. Il était accompagné par le Chef de division Maghreb du (Service européen pour l'action extérieures), M. Manfredo Fanti, et par sa conseillère M<sup>me</sup> Christiane Hoehn.

M. De Kerchove a été reçu par le Conseiller antiterrorisme du président Bouteflika, M. Rezag Bara, par le Directeur général de la Police judiciaire, par l'Ambassadeur Madeira, Coordinateur antiterrorisme du CAERT (Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme) et par son Unité de fusion et de liaison.

La situation régionale et internationale a été au cœur des discussions de M. De Kerchove, aussi bien avec ses interlocuteurs algériens qu'africains. Les deux parties ont aussi discuté les possibilités de consolider leur coopération dans le domaine de la lutte antiterroriste. La partie algérienne a expliqué la stratégie et les actions des groupes terroristes au Sahel et l'a informé de l'aide humanitaire qu'elle met à la disposition des réfugiés. M. De Kerchove a fait part à ses interlocuteurs de la nouvelle stratégie du Sahel de l'UE, qui comprend un aspect important de lutte antiterroriste qu'il convient de mettre en place.

Lors de son entretien avec le Directeur général de la Police judiciaire, celui-ci lui a indiqué que l'Algérie avait considérablement amélioré ses capacités opérationnelles et avait établi un centre de recherches juridique et judiciaire. Ainsi, il a souligné toute l'importance de développer les capacités policières dans les pays africains. Il a rappelé que la police algérienne contribuait à la formation de policiers de certains pays du Sahel. Par ailleurs, le Directeur général a exprimé sa disponibilité à coopérer avec l'UE dans le domaine de la lutte de l'immigration illégale.

Lors de ses entretiens avec l'Ambassadeur Madeira, il a pris connaissance des missions d'évaluation du CAERT des mesures antiterroristes sur le terrain dans plusieurs pays africains. L'Unité de fusion et de liaison du CAERT a également présenté à M. De Kerchove une évaluation de la situation sécuritaire régionale dans les pays du Sahel.

Le 27 février dans la matinée, M. De Kerchove a fait une présentation au CAERT, dans le cadre du « Workshop sur la déradicalisation, dans le cadre du *Mémoire de Rome du Global Counter-Terrorism Forum*, sur les bonnes pratiques pour la réhabilitation et la réintégration d'extrémistes violents ». ●

## Visite à Alger de M. Staffan Nilsson, Président du Comité économique et social européen

Le Président Staffan Nilsson, président du Comité économique et social européen (CESE), en visite en Algérie, a eu des entretiens avec son homologue du Conseil national économique et social, M. Mohamed Seghir Babès, et a été reçu par le premier ministre, M. Abdelmalek Sellal. Il l'a assuré de sa convergence de vue concernant un engagement plus marqué de la société civile dans le développement des relations UE-Algérie. Il a également rencontré d'autres hauts responsables algériens dont le Ministre de l'Agriculture, M. Rachid Benaïssa.

Ces rencontres ont permis un échange, dans le cadre d'un dialogue conjoint, sur la manière de consolider la société civile en Algérie et renforcer son rôle dans la coopération entre l'UE et la région du Maghreb. En coopération avec le CNES, le Comité économique et social européen va explorer la manière d'accroître l'engagement de la société civile dans les relations entre l'Union européenne et l'Algérie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan d'action de la politique européenne de voisinage.

Les deux parties ont évoqué plusieurs pistes de coopération concrètes telle l'organisation de séminaires communs (CESE/CNES) notamment sur la question des législations en vigueur en Europe et en Algérie concernant les associations ou encore sur la place, le rôle, et les responsabilités de la société civile. Un autre séminaire pourrait être organisé sur le thème du chômage et de l'insertion des jeunes dans la société et leur accès au marché du travail en Europe et en Algérie. Enfin, la problématique de la sécurité alimentaire a été également retenue comme thème prioritaire de dialogue entre le CESE et le CNES.

Les discussions ont également porté sur le rôle des Conseils économiques et sociaux au sein de la coopération EUROMED



M. Staffan Nilsson Président du Comité économique et social européen  
et M. Mohamed Seghir Babès Président du Conseil National économique et social (CNES)



et de l'Union pour le partenariat méditerranéen, en préparation du prochain sommet des CES et institutions similaires.

A noter que le CESE entretient avec le CNES des relations de longue date tant au plan bilatéral qu'à travers différents forums régionaux tels que les Partenariats euro-méditerranéens (EUROMED), l'Union des Conseils économiques et sociaux d'Afrique (UCESA) ou le forum des milieux économiques et sociaux ACP-UE. ●

## Appui à la valorisation des produits agricoles algériens

La valorisation des produits agricoles algériens a été au centre des travaux d'un séminaire axé sur l'agriculture biologique et la valorisation des produits agricoles par les signes distinctifs de qualité qui s'est tenu les 10 et 11 décembre à Mostaganem.

Le séminaire organisé conjointement par le Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural et l'Union européenne, avec le soutien de la wilaya de Mostaganem, a été rehaussé par la présence de M. Rachid Benaïssa, Ministre de l'agriculture et du Développement Rural et du Directeur Général de l'Agriculture et

du développement rural de la Commission européenne M. Silva Rodriguez.

Cet évènement a marqué la volonté commune de développer les relations et les échanges entre l'Algérie et l'Union européenne dans le domaine agricole.



Il a permis, sur la base de cas concrets et au travers de l'échange des expériences des intervenants et des participants, d'aboutir à des recommandations visant à la définition d'un plan d'ac-

tion pour la valorisation des produits agricoles en Algérie. de conforter l'importance de cette thématique dans la coopération avec l'Union européenne. ●



## L'UE contribue à la modernisation des services de l'emploi de l'ANEM

*Le projet bilatéral d'Appui au Secteur de l'Emploi en Algérie a tenu le 21 janvier dernier son premier séminaire national, auquel ont participé une centaine de représentants du secteur du travail: Ministères, ANEM et agences pour l'entrepreneuriat, partenaires sociaux.*

L'emploi, priorité nationale est au cœur de la politique de développement de l'Algérie qui a inscrit en 2006 la modernisation de l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM). Cet instrument de régulation et de gestion du marché du travail par excellence, est un axe prioritaire de son programme. En accompagnement à cet effort, l'Union européenne (UE) et le gouvernement algérien ont signé en décembre 2010 la convention mettant en place le projet « Appui au Secteur de l'Emploi en Algérie » (PASEA). Mené en partenariat avec l'ANEM, avec un budget global de 15,34 millions d'euros dont 14,1 millions financés par l'UE, le projet PASEA a démarré en juin 2012.

L'objectif global du programme est d'appuyer l'ANEM dans son effort d'amélioration de son intervention sur le marché de l'emploi, afin de mieux gérer l'intermédiation entre l'offre et la demande.

Il s'articule autour de trois axes: outiller grâce à un système d'information national; professionnaliser grâce à un programme de développement des compétences pour les conseillers et les managers; et informer grâce à une offre de service informatisée et diffusée par des modes de communications modernes et performants, portail web notamment.



Le séminaire s'est concentré sur l'action menée par l'ANEM depuis 2006 pour la modernisation de son offre de service, avec un accent particulier sur le métier de l'intermédiation ainsi que sur l'importance du système d'information comme outil d'analyse du marché du travail. Ont été présentés les chantiers en cours sur ces deux aspects, les actions et les résultats prévus dans le cadre du projet UE-Algérie. Le séminaire a également permis d'aborder l'expérience des agences privées de l'emploi en Algérie, ainsi que celles de services publics de l'emploi dans des pays partenaires de l'Algérie. ●



## Coopération UE/ Algérie dans le secteur de l'assainissement des eaux usées

Dans le cadre du programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement EAU II, un séminaire sur l'assainissement des eaux usées urbaines s'est déroulé le 30 janvier 2013 à l'Hôtel Hilton d'Alger en présence de M. Hocine Necib, Ministre des Ressources en Eau et de M. Marek Skolli, Ambassadeur/Chef de Délégation de l'Union européenne en Algérie.

L'objectif du séminaire a été de présenter les réalisations du secteur de l'assainissement et les actions entreprises dans le cadre du programme EAU II ; le programme qui vise à soutenir la stratégie algérienne d'assainissement en matière de protection des ressources en eau et à contribuer à la réduction de la prévalence des maladies à transmission hydrique.

### Le Programme EAU II comprend cinq volets fondamentaux :

- l'amélioration du cadre stratégique, de planification et de coordination avec notamment la réalisation d'une étude sur la lutte contre les inondations et l'élaboration d'un Schéma National Directeur d'Assainissement (SNDA),

- le renforcement de la performance et la transparence dans la planification budgétaire,
- le renforcement des capacités techniques des acteurs locaux publics et privés prévoyant de nombreuses actions de formation et d'appui au Centre de Formation des Métiers de l'Assainissement et à l'Ecole de Management des Ressources en eau d'Oran,
- la modernisation de la gestion et de l'exploitation des systèmes d'assainissement par la mise en place de la télégestion et d'un Système d'Information Géographique (SIG),
- l'amélioration de la gestion de la collecte et du traitement des effluents avec le renforcement et la mise à niveau des équipements du laboratoire central de mesures et d'analyses de l'ONA (Office National de l'Assainissement) ainsi que son extension.

Le séminaire a accueilli plus de 100 participants venants des différents secteurs concernés et a bénéficié d'une large couverture médiatique (TV, Radio, Presse quotidienne). ●

### Un programme pilote

Le programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement s'inscrit dans le cadre de la coopération avec l'Union européenne. Programme pilote en Algérie, il utilise pour la première fois l'instrument de l'appui budgétaire sectoriel combiné à l'aide complémentaire destinée essentiellement à la mobilisation de l'Assistance Technique et à la passation des marchés d'études, de planification et de fourniture des équipements de laboratoire.



## Données clés du programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement EAU II

**Contribution de l'UE :** 30 millions d'euros (appui budgétaire 20 millions d'euros et aide complémentaire 10 millions d'euros).

**Contribution de l'Algérie :** 1 milliard de dinars (équivalent à 10 millions d'euros)

**Durée de mise en œuvre :** 48 mois

**Bénéficiaires :** Ministère des Ressources en Eau et plus particulièrement la Direction de l'Assainissement et de la Protection de l'Environnement ainsi que l'Office National de l'Assainissement.



## Jumelage pour le Développement du secteur de la Pêche et de l'Aquaculture

Dans le cadre du Programme de mise en œuvre de l'Accord d'association (P3A II) financé par l'Union européenne, un séminaire de lancement officiel du jumelage «Observatoire des filières agricoles et agroalimentaires» a été organisé le 4 février 2013.

Mis en œuvre par un consortium franco-italien pour une durée de 2 ans, ce jumelage vise à appuyer la politique algérienne du renouveau agricole et rural du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) au travers le renforcement du système d'information économique par la mise en place d'un observatoire des filières au sein de l'INRAA.

Cet observatoire devrait à terme permettre de :

✓ assurer une meilleure connaissance des secteurs agricoles et agro-

alimentaire grâce à l'observation et l'analyse des données collectées.

✓ assurer un meilleur suivi de la dynamique des différentes filières retenues comme prioritaires telles la pomme de terre et le lait.

✓ rendre le fonctionnement des marchés transparent notamment par diffusion d'informations sur les prix.

✓ aider et faciliter la décision publique en matière de régulation des marchés agricoles et agroalimentaire. ●

## Appui de l'UE au secteur de la Pêche

Dans le cadre de la deuxième phase du Programme de mise en œuvre de l'Accord d'Association (P3A), une quinzaine de jumelages vont être financés par l'UE. Un premier jumelage d'appui au centre de recherche du Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques, le CNRDPA, a démarré en juillet 2012 pour une durée de 2 ans et un montant de 1.140.000 €. Mis en œuvre par un consortium franco-italien en collaboration avec l'Algérie, ce jumelage est organisé autour de 4 résultats à atteindre :

✓ examen et recommandations du cadre juridique et institutionnel du CNRDPA.

✓ gestion adéquate des capacités humaines et matérielles du CNRDPA par rapport aux exigences d'une stratégie de recherche.

✓ amélioration de la pertinence de l'information scientifique et technique.

✓ renforcement de la collaboration scientifique avec les organisations régionales de gestion de la pêche, du déve-

veloppement durable et de la conservation de la nature en Méditerranée.

Les premières missions d'experts européens ont entre autres porté sur le diagnostic des moyens et structures du CNRDPA, ses relations avec les autres organismes nationaux et l'accompagnement dans la préparation et organisation des campagnes d'évaluation des stocks halieutiques. ●



## Nouveau soutien de l'UE pour la diversification de l'économie dans le secteur de la pêche en Algérie – Programme DIVECO II

L'adoption en décembre 2012 d'un programme de 15 millions d'euros en faveur du secteur de la pêche et de l'aquaculture vient confirmer l'importance que l'UE accorde à la diversification de l'économie algérienne.



Le programme DIVECO II, visant à soutenir le développement durable de la pêche et de l'aquaculture, vient compléter l'actuel programme d'appui à la diversification de

l'économie dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et du tourisme (DIVECO I).

DIVECO II accompagnera le Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques dans :

✓ le renforcement des capacités d'enca-drement et de gestion des institutions publiques.

✓ la promotion et la valorisation des filières par l'accompagnement de la gestion durable des ressources, l'amélioration de la qualité des produits, la distribution et la commercialisation.

✓ le renforcement des capacités des organisations professionnelles telles que les Chambres de Pêche et d'Aquaculture.

Ce programme fait partie du programme indicatif national pour l'Algérie pour la période 2011-2013, qui définit l'ensemble des interventions financées par l'UE en Algérie. Il s'inscrit pleinement dans le développement de la pêche et des ressources halieutiques du plan d'action du gouvernement algérien adopté le 1<sup>er</sup> octobre 2012. ●

## Coopération universitaire : Journée d'Information Tempus et Erasmus Mundus

Une journée d'information sur les appels à propositions des programmes Tempus et Erasmus Mundus (EM) a été organisée par le Bureau National Tempus Algérie (NTO) avec la collaboration de la Conférence Régionale des Universités du Centre (CRUC) à la Bibliothèque Universitaire de l'Université M'Hamed Bougara de Boumerdès le lundi, 17 Décembre 2012. S'inscrivant dans le cadre du renforcement de la coopération entre les universités des Pays du Voisinage Sud (PVS) avec leurs homologues des pays de l'Union Européenne (UE). Cette rencontre avait pour objectif d'informer les responsables universitaires algériens et les porteurs potentiels de projets des nouveautés du 6<sup>ème</sup> appel à propositions Tempus et des principales caractéristiques du programme Erasmus Mundus dont l'appel a été publié fin décembre 2012. Durant son inauguration, le Professeur Cherifi, Rectrice de l'université de Boumerdès et Présidente de la CRUC, a estimé que «cette journée est une opportunité pour valoriser la coopération entre les universités algériennes et leurs homologues de la région et de l'UE et pour développer davantage des relations fortes de partenariat».

M. Bernard Segarra, Gestionnaire de programmes à la Délégation de l'UE en Algérie, a présenté un état des lieux de la coopération entre l'Algérie et l'UE et a exposé les programmes mis en



œuvre dans le cadre de l'enseignement supérieur, notamment Tempus et Erasmus Mundus. Les résultats de deux projets Tempus en cours «Relations Université-Entreprise» et «Electronics and Optics E-learning for embedded Systems» ont été présentés par A. Tairi et A. Benachenhou des universités de Boumerdès et Mostaganem respectivement.

Le Coordinateur du National Tempus Office Maroc, M. Fouad Ammor, a évoqué le rôle important de Tempus dans la modernisation

des programmes d'enseignement et la formation des formateurs au Maroc, tout en encourageant la collaboration entre les universités algériennes et marocaines.

La représentante de l'Agence Exécutive Education, Audiovisuel et Culture (EACEA) en charge des projets Tempus mis en œuvre en Algérie, Mme Eva Valle Casanova, a présenté les résultats du 5<sup>ème</sup> appel à propositions Tempus et les spécificités du 6<sup>ème</sup> appel. Elle a insisté sur les nouveautés dont l'augmentation significative du budget qui sera attribué aux pays du Sud de la Méditerranée (41.7 millions d'Euro) et a fait un appel aux universitaires pour proposer davantage de projets.

Quarante sept projets ont été financés, durant ces dix dernières années en Algérie dans le cadre de Tempus a déclaré M. Philippe Ruffio, Chargé de la coordination du programme dans les pays du Sud de la Méditerranée à l'EACEA. Leur financement est assuré à hauteur de maximum 90% par l'UE et au moins 10% par les universités partenaires. Ce dernier a également décrit en détails les principales caractéristiques du programme Erasmus Mundus.

Deux ateliers parallèles sur la «Préparation des dossiers de candidatures au 6<sup>ème</sup> appel à propositions Tempus» avec les promoteurs de projets et les «Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets Tempus» avec les coordonnateurs nationaux de projets ont été animés par M<sup>me</sup> Valle Casanova – M. Daho Allab, National Tempus Office Algérie et MM. Ruffio et Benstaali (adjoint au NTO Algérie) respectivement. Ce dernier atelier a non seulement permis d'identifier les causes et les difficultés rencontrées pour la gestion financière des projets mais également de formuler des propositions concrètes pour son amélioration dans la perspective du nouveau programme Erasmus for All (E4A) à partir de 2014.

Cette manifestation a regroupé une centaine de participants : Représentants de l'UE et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Vice Recteurs des relations extérieures de 35 universités et un grand nombre de promoteurs de projets. ●

## Activités de Monitoring des Projets Tempus à l'Université de Blida



Visite du projet Tempus à Blida

Dans le cadre de ses activités régulières, le National Tempus Officer adjoint (NTO) s'est rendu l'an dernier à l'Université de Blida pour le monitoring du projet « Système d'Information et Gouvernance Numérique des Etablissements Supérieurs algériens dans le LMD (Licence Master Doctorat) » (SIGNES). Ce monitoring, qui coïncidait avec la tenue du séminaire « LMD, Gouvernance, Pilotage et Moyens », s'est tenu fin octobre 2012 et fut l'occasion pour tous les partenaires algériens et européens du consortium de se rencontrer?

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la «stratégie décennale de développement» arrêtée par le Ministère de l'Enseignement

supérieur algérien afin de contribuer à mieux asseoir la réforme LMD. Son objectif est le développement d'un système global d'information de la réforme LMD favorisant ainsi l'accès aux technologies de l'information et de la communication en tant qu'outils modernes de communication et d'échanges. Ce projet est conçu en quatre actions bien définies:

- ✓ mise en place d'un espace numérique de travail (permettant l'accès unique à l'ensemble des services numériques,
- ✓ déploiement d'une plate-forme de gestion intégrée du LMD composée de plusieurs modules
- ✓ développement d'une plate-forme prototype de cartes électroniques multiservices, en vue de stimuler une démarche globale de modernisation,
- ✓ formation des formateurs sur la gestion du système LMD, en particulier au niveau de l'utilisation de la plate-forme numérique développée.

La 1<sup>ère</sup> étape, dédiée aux échanges sur les principes de la réforme LMD s'est concrétisée par l'organisation d'ateliers et de séminaires. Des visites de prospection et d'études ont été effectuées dans les universités partenaires de Valenciennes, Cadix et de Northambria. Quant à la 2<sup>ème</sup> étape, celle ci consistait à la mise en place effective de l'Espace Numérique de Travail (ENT). ●

## **L'UE réaffirme son soutien à l'intégration des pays du Maghreb**

La Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité et la Commission européenne ont publié, le 19 décembre 2012, une communication conjointe présentant des propositions visant à soutenir les efforts consentis par les cinq pays du Maghreb pour approfondir la coopération au niveau du Maghreb et renforcer l'intégration régionale.

Même si le Maghreb est une région possédant un potentiel de développement très riche et des liens culturels et linguistiques communs, il reste toutefois l'une des régions les moins intégrées du monde. Plusieurs études ont montré qu'une plus forte intégration dans la région pourrait engendrer des bénéfices significatifs sur le plan économique et contribuer aux efforts communs pour combattre l'instabilité et relever un certain nombre de défis régionaux, notamment par la promotion du développement socio-économique, la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement et le développement d'énergies renouvelables.

La Communication conjointe répond aux appels à davantage de progrès lancés par des interlocuteurs publics et privés des pays partenaires. Elle présente dans un esprit de partenariat des suggestions pratiques de moyens par lesquels l'UE pourrait accompagner des initiatives visant une coopération renforcée entre les pays du Maghreb. L'UE a une vaste expérience en matière d'intégration et tirerait aussi profit d'une amélioration des performances économiques au Maghreb, d'une stabilité accrue et d'efforts conjoints pour répondre aux défis régionaux.

La communication conjointe expose un vaste éventail de propositions dans certains cas en se fondant sur des efforts existants et dans d'autres cas en introduisant de nouveaux éléments. Elle propose d'approfondir la coopération avec les organisations et structures régionales existantes telles l'Union du Maghreb Arabe et l'Union pour la Méditerranée. Elle encourage le dialogue politique, renforcé sur une base régionale dans les domaines de sécurité et défense, droits de l'homme et démocratisation. Elle en appelle aussi à l'intensification de la coopération sectorielle, principalement dans les secteurs du développement économique solidaire, de l'infrastructure et du développement de réseaux régionaux, du changement climatique, de la protection civile et de la mobilité. Elle met un accent particulier sur le secteur de l'énergie, un exemple clair où l'intégration du Maghreb pourrait bénéficier tant aux pays partenaires qu'à l'UE elle-même.

La communication conjointe s'inscrit dans le cadre de la réponse globale de l'UE aux développements récents intervenus dans les pays du sud de la Méditerranée. Lors du Sommet du Forum de la Méditerranée occidentale (dénommé 5+5), qui s'est tenu à Malte en octobre 2012, les cinq pays du Maghreb et les cinq Etats membres (Espagne, France, Italie, Malte et Portugal) présents ont accueilli favorablement l'intérêt porté par l'UE à l'intégration du Maghreb et sa détermination à soutenir la coopération en cours en Méditerranée occidentale.

La communication conjointe invite les partenaires à étudier les propositions qu'elle énonce et à s'engager avec l'UE là où ils considèrent que l'UE peut apporter une contribution utile. ●

## **L'Algérie confirme son attachement au développement des activités de l'Union pour la Méditerranée**

Les autorités algériennes ont réaffirmé leur ferme soutien au développement des activités de l'UPM aux niveaux régional et sous-régional, à la suite d'une visite de travail de deux jours du Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, Fathallah Sijilmassi, à Alger, à la fin du mois de décembre 2012.

Durant sa visite, le Secrétaire général de l'UPM s'est longuement entretenu avec le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et le ministre

des Affaires étrangères, Mourad Medelci, au sujet des perspectives de renforcement des relations entre l'Algérie et l'UpM.

Mourad Medelci et le Secrétaire général Fathallah Sijilmassi ont confirmé l'importance du développement des activités de l'UPM sur la base des principes de la mise en œuvre de projets concrets, du renforcement de la coopération régionale et sous-régionale ainsi que de la géométrie variable. Tous deux ont

salué la perspective de la mise en œuvre d'importants projets de l'UPM en 2013.

Le Secrétaire général a souligné le rôle de l'Algérie en tant qu'acteur majeur en Méditerranée et l'importance de sa participation active à l'UPM pour donner un nouvel élan à la coopération régionale et sous-régionale. Il a aussi insisté sur la nécessité d'accélérer l'intégration régionale au sud de la Méditerranée, en général, et dans le Maghreb, en particulier.

Les secteurs de l'énergie, du transport, de l'eau et de l'économie étaient au centre de leurs discussions. Le Secrétaire général de l'UpM a également eu des entretiens avec Hocine Necib, le ministre des Ressources en eau, et Amar Tou, le ministre des Transports.

Il a été décidé que des visites des délégations sectorielles de l'UpM succéderaient à ces réunions afin d'assurer la mise en œuvre rapide des prochaines étapes.

Un séminaire a été organisé au siège du ministère algérien des Affaires étrangères au cours duquel le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, le Directeur général pour l'Europe, Smail Allaoua, et la coordinatrice algérienne de l'UpM, M<sup>me</sup> Sabria Boukadoum, ont présenté à soixante hauts représentants de différentes administrations sectorielles les activités de l'UpM et, plus particulièrement, une évaluation des progrès des projets en cours ainsi que les perspectives d'amélioration de la coopération entre l'UpM et l'Algérie. ●

## Nouvelle politique en faveur du patrimoine culturel de la Méditerranée

**Comment le patrimoine peut-il être intégré dans les politiques de développement? Comment peut-il constituer une source d'emplois? Comment peut-il devenir un vecteur de citoyenneté?**

Voici quelques-unes des questions auxquelles les experts, qui ont participé à la conférence de clôture d'Euromed Héritage fin janvier à Fès au Maroc, se sont intéressés en vue de préparer le document final et leurs recommandations concernant l'avenir du patrimoine culturel dans la région euro-méditerranéenne.

Une analyse critique des acquis et les défis encourus ont fourni un certain nombre d'idées constructives sur lesquelles les actions futures devraient se baser, comme:

1. La sauvegarde du patrimoine est assurée par le biais de son appropriation par les citoyens.
2. Le patrimoine doit être exploité comme facteur déterminant pour le développement des communautés locales par le biais de compétences acquises (plus particulièrement traditionnelles), et par la création d'emplois.
3. Le patrimoine est un domaine multidisciplinaire ; aussi doit-il être abordé en regard des différentes voies de développement, plus particulièrement le tourisme, l'énergie et l'environnement.
4. Le patrimoine doit induire des partenariats bien organisés entre les secteurs public et privé (financement et ges-

tion), et des programmes axés sur l'autonomisation des PME, avec la participation effective des ONG, des habitants, et les médias.

5. La valorisation du patrimoine impose une approche territoriale globale, complétée d'une acuité particulière sur la dimension et (ou) les questions sociales ainsi que les problèmes de logement.

6. Les pays partenaires ont développé leurs capacités et c'est à eux maintenant de prendre l'initiative pour aller plus loin, tout en maintenant le soutien et la médiation de l'Union européenne dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen.

Un nouveau processus a été établi avec l'objectif d'intégrer le



(21-23 janvier 2013, Fès, Maroc)

patrimoine dans les politiques de développement en vue de l'amélioration de la qualité de vie des populations. Ce processus souligne la valeur d'une approche transversale, avec l'intervention de divers ministères et (ou) autorités (en amont et concomitante), en corrélation avec les universités, les écoles spécialisées (cf EPA), et l'éducation (formation et recherche), et en partenariat avec le secteur privé.

Le chef de la délégation de l'UE au Maroc, l'ambassadeur Eneko Landaburu, a déclaré dans son discours de bienvenue à la conférence: «Le patrimoine culturel a un énorme potentiel en termes de développement économique et humain. La crise

économique qui frappe l'Union européenne et le monde en général, limite les ressources disponibles pour soutenir les programmes de coopération, mais la cause du patrimoine culturel mérite encore d'être défendue, et le patrimoine culturel doit rester à l'ordre du jour tant pour l'Union européenne que pour les pays partenaires méditerranéens ».

Lors de la conférence, plus de 100 experts d'Euromed Héritage se sont répartis en six groupes de travail pour faire le point sur les questions principales qu'ils ont identifié. ●

## Dossier spécial : Réponse de l'Union européenne à la crise au Sahel

L'UE a adopté une approche globale face à la crise dans la région du Sahel. En mars 2011, le Conseil s'est félicité de la présentation d'une stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel, qui se fonde sur les hypothèses selon lesquelles développement et sécurité sont étroitement liés et peuvent se renforcer mutuellement et que la crise complexe qui frappe le Sahel passe par une réponse régionale. Le 23 juillet, le Conseil a adopté des conclusions visant à accélérer la mise en œuvre de cette stratégie.

L'UE est préoccupée par la détérioration de la situation politique, sécuritaire, humanitaire et des droits de l'Homme dans la région du Sahel depuis le début de l'année 2000. Cette situation, bien qu'antérieure à la crise libyenne, a été exacerbée par les conséquences de cette dernière.

A cet égard, la stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel, actuellement mise en œuvre en Mauritanie, au Niger et au Mali, s'est avérée utile pour renforcer la cohérence de l'approche adoptée par l'UE face à la crise. L'UE a affecté plus de 660 millions d'euros à la région au titre du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement (2007-2013). Dans le cadre de sa stratégie pour le Sahel, l'UE a, par ailleurs, mobilisé des ressources financières supplémentaires en faveur de projets liés au développement et à la sécurité. Dotés d'un budget de 167 millions d'euros, ces projets s'articulent autour des quatre axes de la stratégie :

I) Développement, bonne gouvernance et règlement des conflits internes.



II) Action politique et diplomatique.

III) Sécurité et Etat de droit.

IV) Lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation.

Depuis le déclenchement des combats au début de l'année 2012 dans le nord du Mali, des groupes de diverses mouvances – dont la plupart entretiennent des liens avérés avec Al Qaïda – étendent leur influence et créent des zones refuges pour des activités terroristes et criminelles. Les violences ont contraint 446 000 Maliens à fuir leur foyer et ont encore aggravé la crise alimentaire. La famine menace plus de 18 millions de personnes dans toute la région du Sahel. Dans ce contexte, la Commission européenne a engagé un montant de 172 millions d'euros au titre du budget qu'elle consacre à l'aide humanitaire et lancé un partenariat international pour la résilience au Sahel (Alliance globale pour l'initiative Résilience - AGIR).

En ce qui concerne la situation au Mali, le Conseil des affaires étrangères a indiqué dans ses dernières conclusions la détermination de l'UE à :



- reprendre graduellement sa coopération au développement suspendue de manière provisionnelle après le coup d'Etat du 21 mars 2012, et ce dès l'adoption d'une feuille de route crédible pour atteindre ces objectifs et en fonction des avancées concrètes réalisées.
- apporter un soutien financier à la mission internationale en soutien au Mali (MISMA) sous conduite africaine, à travers la Facilité de paix pour l'Afrique.
- déployer une mission de formation militaire, EUTM Mali, qui aura pour tâches précises de contribuer à la formation des capacités des forces armées maliennes, ainsi que de fournir formations et conseils en ce qui concerne le commandement et le contrôle, la chaîne logistique et les ressources humaines ainsi que dans le domaine du droit humanitaire international, la protection des civils et des droits de l'Homme. La mission ne participera pas à des opérations de combat. L'UE est résolue à contribuer activement à un processus de transition pacifique et crédible au Mali et à la recherche de solutions durables à la crise sécuritaire dans le nord du Mali et dans la région du Sahel en général, en étroite coordination avec d'autres acteurs régionaux et internationaux.

### **Efforts diplomatiques déployés en collaboration avec des acteurs nationaux, régionaux et internationaux**

L'UE poursuit les efforts diplomatiques déployés en collaboration avec des acteurs nationaux, régionaux et internationaux concernés par le règlement de la crise dans la région du Sahel et entretient un dialogue permanent, au plus haut niveau, avec les autorités chargées de la transition politique au Mali.

L'UE est favorable au renforcement de la coordination internationale et considère que l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, Romano Prodi, devrait jouer un rôle important à cette fin.

L'UE est un membre essentiel du groupe international de soutien et de suivi de la situation au Mali, coprésidé par l'Union africaine et les Nations unies. Elle entretient également de solides relations de travail avec la CEDEAO ainsi qu'avec l'Algérie et la Mauritanie.

### **Mission civile «EUCAP Sahel-Niger» s'inscrivant dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)**

En juillet 2012, l'UE a lancé au Niger une mission PSDC civile baptisée «EUCAP Sahel» dont l'objectif est de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Durant son mandat de deux ans, la mission visera à :

- a) fournir conseils et assistance pour la mise en œuvre du volet sécurité de la stratégie nigérienne pour la sécurité et le développement au niveau national, en collaboration avec d'autres intervenants.
- b) soutenir la coordination régionale et internationale dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.
- c) renforcer l'Etat de droit grâce au développement des capacités en matière d'enquête criminelle et à l'élaboration de programmes de formation adéquats.
- d) améliorer la capacité des forces de sécurité nigériennes (gendarmerie, Garde nationale et police nationale) à s'inscrire dans la durée ;
- e) aider à recenser, à programmer et à mettre en œuvre des projets dans le domaine de la sécurité.

Dotée d'un budget annuel de 8,7 millions d'euros, la mission s'appuiera, d'ici décembre 2012, sur cinquante experts internationaux, policiers et militaires, placés sous l'autorité du chef de la mission, le colonel Francisco Espinosa Navas. Un mécanisme de coordination entre la mission et les ministères compétents est déjà en place sous l'égide du Premier ministre. Une attention particulière sera accordée aux synergies avec d'autres projets bilatéraux ou de l'UE financés par le Fonds européen de développement, l'Instrument de stabilité de la Commission européenne ou par des Etats membres de l'UE.

Des officiers de liaison ont d'ores et déjà été détachés à Bamako et à Nouakchott pour favoriser la coopération régionale entre les forces de sécurité nigériennes, maliennes et mauritaniennes dans leur lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, ainsi que pour étudier la possibilité de proposer de nouvelles actions à la demande des autorités nationales compétentes.

### **Réponse à la crise alimentaire et à l'insécurité alimentaire à long terme dans la région du Sahel**

Le Sahel occidental souffre d'une insécurité alimentaire chronique, liée à la sous-production nationale, à la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux ou à une surproduction agricole locale, provoquant des fluctuations rapides des prix. Certaines zones souffrent en permanence d'insécurité alimentaire. Dans les pays du Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger), le taux de malnutrition aiguë globale est constamment au-dessus du seuil d'alerte reconnu au niveau international, à savoir 10%. Selon les estimations,

la malnutrition ou ses causes directes sont responsables de la mort de 226 000 enfants en moyenne par an, qu'il y ait ou non une crise.



Dans un grand nombre de pays du Sahel, y compris dans le nord de certains pays côtiers d'Afrique occidentale, la crise de 2012 a eu des conséquences plus lourdes que précédemment.

Les difficultés rencontrées pour garantir un approvisionnement alimentaire suffisant et des revenus décents dans la région du Sahel s'expliquent par les éléments suivants :

- **Le changement climatique et la dégradation des écosystèmes** rendent les précipitations d'autant plus imprévisibles.
- **La croissance démographique** est une des plus fortes au monde (en moyenne, la population du Sahel double tous les 25 ans), ce qui accentue la pression sur les ressources naturelles et l'approvisionnement alimentaire.
- **La pauvreté chronique**, les pays du Sahel se situant aux derniers rangs du classement, selon l'indice de développement humain 2011 des Nations unies (sur les 187 pays inscrits sur la liste, le Niger figure au 186<sup>e</sup> rang, le Burkina Faso au 181<sup>e</sup>, le Tchad au 183<sup>e</sup>, le Mali au 175<sup>e</sup> et la Mauritanie au 159<sup>e</sup>).
- **Les disparités économiques régionales** (entre les pays du Sahel et les pays côtiers) **et la faible résistance aux chocs économiques exogènes** (comme la crise des prix des denrées alimentaires en 2008) contribuent de manière significative à la fragilité du Sahel. **Il s'ensuit que l'insécurité**

**alimentaire au Sahel est avant tout un problème de revenus et non de production.** Ainsi, le Sénégal, qui importe près de la moitié des denrées alimentaires nécessaires à sa consommation, souffre moins d'insécurité alimentaire que le Niger. Autre exemple, le manque généralisé d'accès aux soins de santé de base pour des raisons économiques est en grande partie responsable de la malnutrition dont souffrent les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes ou allaitantes.

- **La faiblesse des finances publiques et des institutions nationales** dans certains pays empêche de trouver des solutions adéquates face aux crises de plus en plus fréquentes qui touchent la région. Toutefois, les montants considérables mobilisés par les bailleurs de fonds, notamment par la Commission européenne, ont contribué à améliorer quelque peu la situation ces dernières années.

L'urgence actuelle et le caractère récurrent de la crise qui frappe le Sahel appellent à la fois une réponse immédiate pour aider les populations dans le besoin et une stratégie à long terme pour réduire les risques chroniques d'insécurité alimentaire et améliorer la résilience des populations.

Aide humanitaire. La Commission a mobilisé une somme totale de 337 millions d'euros d'aide humanitaire en 2012 pour répondre à la crise qui sévit dans la région du Sahel.

Pour renforcer la capacité des pays de la région à faire face à la situation actuelle, l'UE a adopté une approche en trois phases fondée sur une coordination étroite entre les agences internationales d'aide humanitaire et d'aide au développement et les gouvernements nationaux. Ces trois grandes phases et leur calendrier, pour la crise de 2012, sont «l'atténuation et la préparation» (novembre 2011-février 2012), «l'intervention d'urgence» (mars-septembre 2012) et «le redressement/le renforcement de la résilience» (après septembre 2012).

Action à long terme de l'UE en faveur du développement.

Outre l'aide humanitaire, l'UE gère des programmes de développement, financés dans le cadre de son budget et du Fonds européen de développement. Des projets représentant un montant de plus de 200 millions d'euros sont en cours ou prévus au Burkina Faso, au Mali, au Niger, en Mauritanie et au Tchad. En raison de l'aggravation de la crise alimentaire, la Commission européenne a décidé de mobiliser 164,5 millions d'euros de fonds supplémentaires, qui seront répartis entre six pays d'Afrique occidentale (Mauritanie (13 millions d'euros), Burkina Faso (17 millions d'euros), Mali (15 millions d'euros),

Niger (42,5 millions d'euros), Tchad (35 millions d'euros) et Sénégal (5 millions d'euros) et d'autres initiatives en faveur de l'Afrique occidentale (38 millions d'euros).

L'UE poursuivra et intensifiera l'action qu'elle mène dans la région : renforcement de la résilience, lutte contre les causes profondes de la malnutrition, amélioration du fonctionnement des marchés régionaux et renforcement de la capacité, aux niveaux régional et national, à réduire les risques de catastrophes.

L'UE avance le déploiement de sa mission de formation ●



## ***Euromed Police III : La corruption internationale à l'ordre du jour***



Le projet financé par l'UE, Euromed Police III, a tenu son sixième séminaire de formation sur le thème de «La lutte contre la corruption internationale» en décembre dernier à Coventry, au Royaume Uni. 23 délégués venus de sept pays du sud de la Méditerranée, à savoir l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc et l'Autorité palestinienne ont participé.

Le séminaire a permis de traiter les points suivants :

- l'impact et le caractère nocif de la corruption ;

- la variété des niveaux et des aspects de la corruption dans le monde. Le niveau peut s'apprécier de différentes manières, l'une d'entre elles étant la réalisation d'enquêtes périodiques faites par des ONG auprès des citoyens de tel ou tel pays. Ces enquêtes, même si elles peuvent faire l'objet de critiques, ont toutefois le mérite d'indiquer des tendances et de permettre des comparaisons ;

- les différentes manières de détecter les actes de corruption et le contexte législatif international (conventions de l'ONU et de l'OCDE) ;

- l'importance de la coopération internationale afin de mener des enquêtes plus efficaces et la nécessité d'un contrôle plus strict du secteur bancaire.

L'objectif global du projet Euromed Police III est d'encourager la coopération policière entre les pays méridionaux partenaires de l'IEVP et les pays de l'UE, d'une part, et entre les pays méridionaux partenaires de l'IEVP (pays du Voisinage Européen) eux-mêmes, d'autre part. Il vise particulièrement à combattre les principaux aspects de la criminalité organisée tels que la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue, la criminalité financière, la traite des êtres humains, la cybercriminalité, le trafic d'armes, la contrebande et la contrefaçon, les risques liés aux grands rassemblements, etc. L'autre objectif à long terme est de créer un réseau de police professionnelle pour une meilleure coopération et un échange de bonnes pratiques et d'expériences. ●

## Croissance et emploi : Les deux priorités du Programme d'action de la Commission européenne



La Commission a présenté ses priorités pour 2013: faire renouer l'Union européenne (UE) avec la croissance et relancer l'emploi.

L'objectif primordial reste inchangé : il s'agit de sortir de la crise économique et de remettre l'UE sur le chemin de la croissance durable. Le programme de travail comprend un ensemble d'actions visant notamment à stimuler la compétitivité, à réformer le système financier et à renforcer l'Union.

Il poursuit les objectifs suivants :

- Accroître la stabilité, la transparence et la protection des consommateurs dans le secteur financier, sur la base d'un projet pour une **véritable union économique et monétaire** ;
- **Stimuler la compétitivité** grâce au marché unique et à la coordination de la politique industrielle : réduire les coûts supportés par les entreprises dans des domaines tels que la TVA et

la facturation et encourager les partenariats public-privé dans le domaine de la recherche ;

- **Interconnecter l'Europe** en libéralisant le secteur de l'énergie, en promouvant l'investissement dans le haut débit et en modernisant les transports et la logistique ;
- **Soutenir l'emploi** en renforçant les services publics de l'emploi et en favorisant l'inclusion sociale ;
- **Optimiser l'utilisation de l'énergie, des ressources et de l'environnement** grâce à des politiques de croissance durable qui permettront de répondre aux besoins en énergie, de faire face aux changements climatiques et d'améliorer la qualité de l'air et la gestion des déchets ;
- **Construire une Europe sûre**, en créant un parquet européen chargé de poursuivre les fraudes et abus portant sur les fonds européens, en luttant contre le trafic d'armes à feu et en renforçant les avantages que procure la citoyenneté européenne ;
- **Défendre les intérêts et valeurs européennes sur la scène mondiale** en concluant de nouveaux accords commerciaux, en menant une coopération ciblée avec les pays voisins de l'UE et en poursuivant le travail dans le domaine de l'aide au développement, où l'UE occupe la première place mondiale.

La Commission veillera aussi à la mise en œuvre effective des mesures déjà adoptées.

Elle va à présent travailler en étroite liaison avec le Parlement européen et le Conseil, ainsi qu'avec les parlements nationaux et les parties intéressées pour obtenir des résultats tangibles pour les citoyens de l'Union européenne. ●

## Journée internationale de la femme : Déclaration de M<sup>me</sup> Catherine Ashton

M<sup>me</sup> Catherine Ashton, haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission, a déclaré le 8 mars 2013 :

«Nous célébrons aujourd'hui la Journée internationale de la femme. De par le monde, les femmes s'efforcent de façonner l'avenir de leur pays, de la société et de leur famille et de lutter pour leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, sans crainte ni violence. Où que je me rende, je rencontre des femmes courageuses qui militent pour le droit de jouer un rôle égal à celui des hommes dans l'avenir démocratique de leur pays. Ces femmes sont pour moi, comme pour les femmes de l'Union européenne et du monde entier, une source d'inspiration. Je profite de l'occasion pour leur rendre hommage.

Aujourd'hui, plus de 5 000 personnes sont réunies à New York, en marge de la 57<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies, pour débattre de l'élimination et de la prévention de toutes les formes de violence à l'égard

des femmes et des filles. Les violences faites à celles-ci sont un phénomène mondial, qui ne connaît pas les frontières et n'épargne aucune génération, nationalité ou communauté. Il n'en reste pas moins qu'elles demeurent cachées; de nombreux cas ne sont pas signalés et trop peu font l'objet d'enquêtes et de poursuites... Il faut inverser la tendance. L'Union européenne œuvrera inlassablement pour parvenir à un large consensus concernant les conclusions relatives à toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Au cours de la décennie écoulée, elle a soutenu plus d'une centaine de projets portant directement sur les violences faites aux femmes et aux filles, pour un montant total de 80 millions €. Parmi ceux-ci, je citerai notamment le programme Daphne, qui soutient financièrement la société civile, les universités et les autorités locales dans leur travail quotidien de lutte contre la violence et d'aide aux victimes.

Le moment est venu d'accélérer la réalisation de l'égalité des sexes, en unissant nos forces en vue de construire l'avenir de tous les hommes et les femmes dans la paix et la prospérité.» ●

### Historique :

Chaque année, le 8 mars, nous célébrons la Journée internationale des droits des femmes. Quelle joie de constater qu'en un peu plus de cent ans, depuis la première célébration de la Journée de la femme, en 1909, d'importants progrès ont été accomplis dans l'amélioration de la condition des filles et des femmes. Pourtant, une journée comme celle-ci est l'occasion de rappeler les nombreuses injustices dont les femmes sont encore victimes dans nos sociétés.

La violence et les abus commis à l'encontre des femmes sont l'un des principaux défis de ce siècle: cela reste un phénomène mondial, qui traverse les frontières et les générations. C'est pourquoi, cette année, la Journée de la femme vise à dénoncer les violences à l'égard des femmes et des filles. Dans de nombreuses sociétés, le sexe d'un enfant peut avoir une influence décisive sur son intégrité physique, ses chances d'être scolarisé ou même son espérance de vie.

En Chine, des dizaines de milliers de bébés filles meurent encore chaque année, par manque de nourriture ou de soins mé-

dicaux. Souvent, leurs parents leur accordent moins d'attention et leur apportent moins de soins qu'aux garçons. En Inde, les chiffres montrent que la situation n'est guère différente: la mortalité des filles âgées d'un an à cinq ans est supérieure de 50 % à celle des garçons du même âge. Le «félicide» demeure une réalité dans de nombreuses régions du monde, où les parents considèrent qu'un bébé fille constitue un fardeau financier trop lourd à porter. D'autres pratiquent l'immolation des mariées par le feu, pour punir les femmes dont la dot est insuffisante ou pour faire place à une nouvelle épouse. Les mutilations génitales féminines touchent jusqu'à 140 millions de filles et de femmes sur la planète. Et chaque minute, une femme meurt en couches.

De par le monde, 50 des 72 millions d'enfants non scolarisés dans l'enseignement primaire sont des filles. Dans 47 pays africains sur 54, les filles ont moins de 50 % de chances de terminer leur scolarité, ce qui a pour corollaire que les femmes représentent les deux tiers de la population vivant sous le seuil de pauvreté. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime

qu'en permanence, 12,3 millions de personnes dans le monde sont utilisées comme main d'œuvre forcée, esclavage sexuel compris, dont une majorité sont des femmes.

L'un des moyens les plus efficaces pour mettre fin aux souffrances féminines, stimuler la croissance économique et favoriser le développement spécifique des femmes est d'investir dans l'éducation. De nombreuses organisations, de la Banque mondiale à Goldman Sachs, reconnaissent que l'autonomisation des femmes et des filles est l'arme la plus efficace pour lutter contre la pauvreté et l'extrémisme dans le monde. Selon Larry Summers, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, «l'investissement dans l'éducation des filles pourrait bien être la forme d'investissement la plus rentable dans les pays en développement».

Dans de nombreux pays pauvres de par le monde, ce sont les femmes, et non le pétrole ou les métaux précieux, qui constituent la principale ressource inexploitée. Les femmes fournissent 66 % de la production mondiale totale et 50 % de sa production alimentaire. Pourtant, elles ne gagnent que 10 % des revenus mondiaux et ne détiennent que 1 % des biens fonciers. Si les femmes avaient un accès équitable aux ressources agricoles, le nombre de personnes touchées par la faim diminuerait de 100 à 150 millions par an. Les femmes dépensent également avec plus de discernement: des études montrent en effet qu'elles investissent une plus grande part de leurs revenus dans l'éducation et dans l'achat de nourriture pour leur famille et leur communauté.

Toute personne doit pouvoir bénéficier de l'égalité d'accès à l'éducation et aux services de santé, et avoir les mêmes opportunités de participer pleinement à la vie politique et sociale. Mais l'égalité entre les sexes est aussi un facteur clé pour résoudre les conflits et surmonter les difficultés économiques. L'intégration pleine et entière des femmes dans la société et dans l'économie est un élément déterminant pour évaluer la réussite de la transition des sociétés à travers le monde, une composante essentielle de l'approfondissement de la démocratie.

Nous savons tous à quel point des talents sont gâchés et de la sagesse se perd lorsqu'une société refuse de rompre avec les inégalités. Toutes ces ingénieures, ces scientifiques, ces médecins et ces danseuses en puissance qui n'ont jamais pu vivre leur rêve représentent autant de tragédies personnelles que de pertes pour la société dans son ensemble.

L'éducation des filles et l'inclusion pleine et entière des femmes dans la vie politique, sociale et économique ont également un effet positif sur la stabilisation de nos sociétés. Voilà pourquoi l'égalité des sexes doit être au cœur des discussions menées

sur le cadre de développement pour l'après 2015. Les femmes dans le monde devraient bénéficier d'une approche de l'égalité des sexes et du développement qui soit fondée sur les droits. Comme le montrent les chiffres ci-dessus, tout le monde en profiterait.

La stabilité et le développement à long terme ne seront possibles que lorsqu'auront été réglées des questions comme les violences, les discriminations inhérentes au sexe et le manque d'accès aux services de santé et d'éducation. Les centaines de projets et d'initiatives que l'Union finance à travers le monde s'inscrivent dans notre approche globale du développement et de la prévention des conflits.

Nous nous efforçons d'augmenter le taux de participation des femmes à la vie politique et sociale, en procurant par exemple des cartes d'identité à 2 millions d'Égyptiennes. Les projets de microfinance en Afrique et en Asie ont fourni de nouveaux moyens de subsistance à des milliers de personnes, et ont également mis à mal les préjugés sociaux contre les femmes et les filles. Et grâce aux investissements de l'UE dans de nouvelles écoles et des centres d'éducation informelle au Pakistan, 60 % des étudiants inscrits dans ces établissements sont désormais des filles.

Au cours des dix dernières années, l'UE a soutenu 100 projets directement consacrés à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles, pour un total de 80 millions d'euros. Le programme européen Daphné, par exemple, apporte un soutien financier aux universités, à la société civile et aux autorités locales dans leur action quotidienne de lutte contre la violence et d'aide aux victimes.

Mais même dans les pays développés, le chemin à parcourir est encore long. Les femmes décrochent aujourd'hui plus de 50 % des diplômes universitaires et sont mieux classées dans leur promotion que leurs homologues masculins. Or, on ne retrouve que 21 % de femmes parmi les 500 plus grands dirigeants du dernier classement Fortune. Si les femmes participaient à la vie active dans les mêmes proportions aux États Unis, dans la zone euro ou au Japon, le PIB y connaîtrait une croissance à deux chiffres.

Il est dès lors évident que l'autonomisation des filles et des femmes ne constitue pas seulement un devoir moral, mais également une solution à bon nombre de défis cruciaux auxquels nous sommes confrontés pour favoriser le développement et la paix: qu'il s'agisse de doper la croissance économique ou de réduire les conflits et le terrorisme à l'échelle mondiale, tout le monde bénéficierait de l'émancipation des femmes. C'est la raison pour laquelle nous devons défendre la cause des femmes et des filles. Pas seulement aujourd'hui, mais tous les jours. ●

## L'UE débloque 25 millions d'euros pour créer de nouveaux emplois à Gaza et aider les familles palestiniennes défavorisées

L'Union européenne a annoncé une contribution de 14 millions d'euros au programme de création d'emplois (JCP, job creation programme) du Bureau de Gaza de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés (UNRWA). Cette contribution de l'UE permettra d'offrir un emploi à plus de 5 000 réfugiés palestiniens qui pourront ainsi aider l'UNRWA et ses partenaires à assurer la prestation de services de base au sein de cette communauté de réfugiés.

Les travailleurs du JCP appuieront les services de l'Agence dans des domaines vitaux comme l'éducation, la santé, l'enlèvement des déchets solides et les services de secours. En outre, plus de 6 000 emplois seront créés au cours des trois prochaines années afin de soutenir le secteur privé et de contribuer ainsi à la croissance économique à Gaza. Ces emplois permettront de diminuer la dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire tout en permettant aux bénéficiaires d'acquérir une précieuse expérience professionnelle.

Cette contribution est assurée par le biais d'un instrument stratégique de l'UE, l'instrument de stabilité (IS), conçu pour répondre aux crises à travers le monde. Ces fonds permettront d'offrir un emploi à 7 270 travailleurs non qualifiés et à 3 712 travailleurs qualifiés (y compris des titulaires d'une profession libérale et des diplômés).

John Gatt-Rutter, représentant de l'UE, a déclaré : «Par le biais de cette nouvelle contribution financière, nous entendons réagir au taux de chômage élevé à Gaza et à son terrible impact économique. En apportant un soutien financier au Programme de création d'emplois de l'UNRWA – avec lequel l'UE a noué un partenariat solide et durable –, nous pouvons venir directement en aide aux familles les plus vulnérables. Notre contribution tient compte des aspirations des hommes et des femmes de Gaza à mener une vie normale, à travailler et à subvenir aux besoins de leur famille. L'UE a clairement insisté sur la nécessité absolue d'ouvrir complètement les points de passage aux

marchandises et aux personnes afin de permettre la reconstruction et le redressement économique de Gaza.»

«Ces fonds contribueront à atténuer l'impact de la crise économique durable sur les ménages vulnérables de réfugiés palestiniens en offrant aux habitants des possibilités d'emploi à court terme et des revenus indispensables à plus de 10 000 personnes», a expliqué Robert Turner, directeur des opérations à Gaza pour l'UNRWA en recevant ce don. «A une plus grande échelle, l'injection de liquidités dans l'économie locale apportera également un soutien essentiel au secteur privé et contribuera ainsi à la croissance économique à Gaza.»

L'UE est le premier fournisseur multilatéral d'aide internationale pour les réfugiés palestiniens. Pour la période 2000 à 2012, l'UE (participations des Etats membres non comprises) a soutenu l'UNRWA à hauteur de plus de 2 milliards d'euros. Ce financement a contribué au développement humain des réfugiés palestiniens les plus démunis à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie.

L'UNRWA est une agence des Nations unies créée par l'Assemblée générale en 1949. Elle a été mandatée pour venir en aide et protéger quelque 5 millions de réfugiés palestiniens enregistrés. ●



## 11 millions d'euros pour aider les familles défavorisées

La dernière contribution de l'Union européenne pour le paiement des allocations sociales versées par l'Autorité palestinienne aux familles palestiniennes les plus démunies de Cisjordanie et de Gaza s'élève à près de 11 millions d'euros. Cette contribution, qui avait été annoncée fin 2012 et qui sera acheminée par le biais de PEGASE, bénéficiera à 54 900 familles palestiniennes dans le besoin. Plus de la moitié de la population concernée vit à Gaza.

Les familles éligibles, identifiées en coopération avec le ministère des Finances de l'AP, vivent dans une extrême pauvreté et bénéficient d'une assistance dans le cadre du programme national de prestations en espèces (Cash Transfer Programme, CTP), géré par le ministère palestinien des Affaires sociales. Lancé en 2010, le CTP vise à offrir une couverture sociale minimale aux Palestiniens les plus pauvres et les plus vulnérables de Cisjordanie et de Gaza, par le biais de prestations en espèces et en nature. Les paiements sont assurés par le biais d'un réseau de banques locales.

Le représentant de l'Union européenne, John Gatt-Rutter a déclaré : «C'est la dernière contribution de l'Union européenne, pour cette année, au programme de prestations en espèces du ministère des Affaires sociales de l'Autorité palestinienne destiné à soutenir les familles palestiniennes les plus vulnérables. Notre collaboration avec le ministère a donné de bons résultats



cette année, et pas des moindres, puisque nous avons terminé un travail commun de longue haleine destiné à développer un système de protection sociale équitable, global et efficace sur le Territoire palestinien occupé. Cet important travail de mise en place des institutions – qui se poursuivra – est assorti de contributions financières régulières pour le paiement des allocations sociales, telles que celle qui a lieu aujourd'hui. Je tiens également à remercier tous les donateurs – à savoir l'Autriche, la Belgique et la Suisse – qui ont apporté leur soutien à ce programme tout au long de l'année et accordé leur confiance au mécanisme PEGASE pour l'acheminement de leurs fonds.» ●

## L'UE soutient l'autorité palestinienne



L'Union européenne a décidé d'avancer la première partie de son plan d'assistance à la population palestinienne pour 2013 au début de l'année afin d'assurer un soutien ininterrompu à l'Autorité palestinienne (AP) et à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA), qui offrent des services essentiels au peuple palestinien.

La décision comporte deux volets : le premier volet consiste en une enveloppe de 60 millions d'euros allouée au mécanisme PEGASE, qui soutient le Plan de développement national palestinien en aidant l'AP à financer son déficit budgétaire et à mettre en œuvre son programme de réformes, à respecter ses obligations envers les fonctionnaires, les pensionnés et les citoyens les plus vulnérables ainsi qu'à assurer le fonctionnement de l'administration et la fourniture des services publics les plus importants pour la population. Ce



volet aidera l'Autorité palestinienne à payer les salaires et les pensions du premier trimestre de 2013.

Le second volet consiste à allouer un montant initial de 40 millions d'euros au budget ordinaire de l'UNWRA pour 2013 afin de soutenir les programmes d'éducation, de santé, d'aide humanitaire et de services sociaux, dont l'UNWRA est en charge pour les réfugiés palestiniens en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, en Syrie et au Liban.

Lors de l'annonce de l'adoption de ce train de mesures, le commissaire de l'UE chargé de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage, Štefan Füle, a déclaré :

*«L'Autorité palestinienne rencontre des problèmes, notamment, pour obtenir des fonds des donateurs en ce début d'année. L'UE en est consciente et, en tant que bailleur fiable, a pris des mesures pour y remédier. Ces fonds à destination de l'AP et de l'UNWRA pour le début 2013 sont indispensables pour assurer qu'il n'y ait pas d'interruption dans la fourniture de service de base en matière de santé et d'éducation dont ont besoin les Palestiniens.»*

En plus des deux volets financés au titre du budget 2013, une autre enveloppe de 2 millions d'euros provenant des fonds de 2012 est destinée à la reconstruction d'abris pour une centaine des familles palestiniennes les plus démunies du camp de réfugiés de Jerash, en Jordanie. ●

## Déclaration de l'UE sur la situation en Syrie

Le Conseil européen de février dernier a décidé de proroger de trois mois toutes les sanctions de l'UE contre le régime syrien. Simultanément, il a modifié l'embargo sur les armes de manière à permettre la fourniture d'équipements non létaux et d'une assistance technique pour la protection des civils.

Le Conseil poursuivra activement les travaux en cours pour évaluer et, s'il y a lieu, réviser le régime de sanctions à l'encontre de la Syrie afin de soutenir et d'aider l'opposition.

L'UE demeure vivement préoccupée par les violations généralisées et systématiques des droits de l'Homme et du droit humanitaire international, lesquelles, selon la commission d'enquête internationale indépendante, sont susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre au sens de la définition donnée par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. ●

### Rappel

L'Union européenne a réagi avec détermination aux actes de la violente répression contre les manifestations d'opposition au régime qui ont commencé en mars 2011. Elle a condamné avec la plus grande fermeté les multiples violations des droits de l'Homme et a demandé qu'il soit mis fin aux violences effroyables et inacceptables que l'armée syrienne se retire des villes assiégées, que de vraies réformes démocratiques soient mises en œuvre et qu'un véritable dialogue national, crédible et sans exclusive, soit lancé.

La violence et la répression n'ayant pas cessé, l'UE a décidé d'instaurer des mesures restrictives pour accentuer la pression exercée sur le gouvernement du président Bachar Al Assad. En tout, dix-neuf séries de mesures restrictives ont été instituées depuis le début de la crise (voir l'annexe pour une synthèse de ces mesures). L'UE a constamment demandé que le président Assad quitte le pouvoir afin de permettre une transition pacifique, conformément au plan d'action adopté par la Ligue des Etats arabes.

En mai 2011, l'UE a gelé le projet d'accord d'association qui avait été négocié avec la Syrie et a suspendu les programmes de coopération bilatérale entre l'UE et le gouvernement syrien prévus dans le cadre de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)/MEDA. La Commission européenne a interrompu la participation des autorités syriennes à ses programmes régionaux et la Banque européenne d'investissement a suspendu toutes ses opérations de prêt et son assistance technique à la Syrie.

Par ailleurs, l'UE coopère étroitement avec la communauté internationale pour accentuer la pression sur le gouvernement syrien afin qu'il mette un terme à l'oppression et à la violence.

L'UE soutient sans réserve les efforts déployés par le Représentant spécial conjoint des Nations unies et de la Ligue des Etats arabes, Lakhdar Brahimi, visant à faciliter la recherche d'une solution politique et pacifique à la crise. Elle insiste sur la nécessité de cibler l'action internationale et régionale en vue de résoudre la crise syrienne et continue à exhorter les membres du Conseil de sécurité des Nations unies à prendre leurs responsabilités et à s'accorder sur une position unie à l'appui de M. Brahimi. ●

## Les droits des femmes en Israël : l'UE finance 3 projets

*L'Union européenne soutient actuellement trois projets visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et le renforcement du pouvoir des femmes en Israël.*

Il s'agit des projets suivants :

### **Égaliser les salaires de la main-d'œuvre israélienne :**

ce projet d'une durée de trois ans vise à remédier aux inégalités salariales entre les hommes et les femmes en Israël. Il est mis en œuvre par le Réseau des femmes israéliennes, le Centre Adva et Shatil, en concertation avec la Commission pour l'égalité des chances en emploi (EEOC, Equal Employment Opportunities Commission). En Israël, les femmes perçoivent en moyenne 60-70% du salaire des hommes, pour un travail identique ou similaire. En encourageant les politiques, les pratiques et les réglementations qui contribueront à lutter contre les discriminations salariales fondées sur le sexe, le projet entend sensibiliser le grand public et les acteurs clés du secteur public et privé et développer leurs connaissances et leurs compétences sur les moyens permettant de réaliser l'égalité salariale. Le projet devrait réellement contribuer à réduire l'écart salarial entre les hommes et les femmes et participer de cette façon à davantage d'égalité et d'équité au sein de la main d'œuvre israélienne

**Garantir le droit à des conditions de travail décentes :** le projet « Leur droit à un travail décent » vise à améliorer la situation des femmes arabes et éthiopiennes sur le marché du travail, en particulier en faisant respecter leurs droits dans le

domaine du travail et en favorisant l'accès à l'emploi direct des nombreuses femmes travaillant en sous-traitance ou au contrat. Les femmes arabes et éthiopiennes sont souvent confrontées à d'autres formes de discrimination et à l'insécurité liée à leur statut de travailleuse sous contrat. Le projet défend leur droit à un emploi sûr et décent et lutte contre l'exploitation pour que les femmes arabes et éthiopiennes puissent retrouver leur dignité et voir leur pouvoir renforcé.

### **Promouvoir une répartition équitable des ressources publiques :**

Le Centre Adva Centre, Injaz – le Centre pour une gouvernance locale arabe professionnelle et l'Union des conseillers locaux sur le statut des femmes coopèrent dans le cadre de ce projet pour améliorer la gouvernance des autorités locales. Les partenaires examinent à cette fin l'impact des budgets et des programmes sur la vie des femmes et des filles. L'activité clé du projet consistera à mobiliser les femmes de 20 localités pour qu'elles participent activement à l'élaboration des politiques municipales en les familiarisant aux procédures budgétaires et d'élaboration des politiques et en les encourageant, par le biais d'une formation et de l'apport d'expertise, à devenir des agents de l'égalité au sein de leurs communautés. ●

## 5<sup>e</sup> rencontre euro-algérienne des écrivains, sous le signe de l'évasion littéraire

*La littérature et l'évasion, un voyage dans le monde de l'écriture et de la lecture*

Ils écrivent et nous font voyager dans des mondes sans frontières géographiques, religieuses ou idéologiques. Nous les lisons et cela nous fait rêver et nous fait découvrir la beauté d'univers inventés de toutes pièces. Pour eux comme pour nous l'évasion passe par les mots. Pour la cinquième année consécutive, des écrivains algériens et européens\* se sont rencontrés à Alger pour parler de leurs expériences dans le monde vaste de l'écriture.

Le rendez-vous littéraire, désormais inscrit dans le paysage culturel algérien, s'est tenu les 5 et 6 mars derniers à l'hôtel El Djazair et a regroupé des écrivains de différents horizons pour débattre du thème de La littérature et de l'évasion.

Ainsi une vingtaine d'écrivains s'est retrouvée l'espace d'un moment très littéraire pour échanger avec l'assistance, constituée essentiellement d'universitaires, d'éditeurs, de libraires et d'amoureux du livre, leurs expériences d'écrivains et de lecteurs.

Dans son allocution d'ouverture, Marek Skolil Ambassadeur/ Chef de Délégation, a expliqué que le choix du thème La littérature et l'évasion permettait «d'échapper aux lourdeurs quotidiennes et aux soucis de l'époque, un thème que nous espérons rassembler et porteur d'ouverture, d'inspiration et d'espoir en ces temps marqués par des crises et des crispations de toutes sortes. Il s'agit de parler de la littérature comme d'un moyen de dépassement du réel, aussi bien pour les écrivains que pour les lecteurs à travers leurs voyages intérieurs et extérieurs les entraînant au-delà de toutes les frontières géographiques, idéologiques ou mentales».

La rencontre a été axée sur trois ateliers-conférences: «La réalité à travers la fiction: transcender le réel pour conquérir la liberté», «Le roman comme voyage à travers soi : introspective ou évasion?», «Écrire pour vivre plusieurs vies à la fois.»



*Nadia Sebkhî, Jonas Lackfi et Amin Zaoui*



*L'Ambassadeur Marek Skolil, Hamid Grine et Abderrahmane Ali Bey*



C'est l'écrivain roumain, Nicolae Prelipceanu, qui ouvrira les débats à travers sa communication : *La littérature comme évasion, l'évasion comme délivrance*. L'écrivain reviendra sur son parcours et sur l'ouverture que l'écriture lui a offert dans un contexte politique sclérosé. L'algérien Habib Ayyoub fera pour sa part un tour d'horizon dans le monde de la littérature d'évasion en rendant hommage à des écrivains nobélisés à l'image de Vargus Llosa, Naguib Mahfoud, Gabriel Garcia Marquez...

La jeune écrivaine Tchèque, Petra Hulova, a évoqué pour sa part tous les paradoxes que la littérature englobe, Jonas Lackfi a parlé de la révolte, nostalgie et du relativisme de l'époque post-dictatoriale en Hongrie l'algérien Amine Zaoui a plongé l'assistance dans l'attente de Godot.

La suite de la rencontre a été marquée par des voyages réels et imaginaires racontés par Ruth Pleyer, Maissa Bey, Jaoudet Guessouma, Raffaele Nigro, Mohamed Magani, Vassilis Aleksakis, Akli Tadjer et autres écrivains algériens et européens. Dans une ambiance chargée de découverte et d'échange, le public a submergé les intervenants de questions aussi bien sur leurs interventions que sur leurs œuvres.

Devant un large parterre d'écrivains, universitaires, étudiants, sociologues, psychologues, juristes les intervenants ont évoqué la complexité qui caractérise la question identitaire et ont évoqué leurs expériences ou celles d'autres écrivains dont le message humaniste dépasse les frontières: géographiques, linguistiques, religieuses et culturelles.

Ainsi, chaque intervenant a expliqué son approche littéraire de la question identitaire, sociologique ou linguistique. La sociologue Fatma Ousedik mettra la lumière sur la relation entre l'identité et le lieu ou plus exactement le hors lieu. L'écrivain britannique évoquera son expérience de fermier-écrivain, sa relation avec la terre espagnole qui l'a accueilli et qui nourrit ses écrits; Amara Lakhous expliquera ses motivations d'écrire en arabe et en italien, un bilinguisme qui lui permet de se faire comprendre de part et de l'autre de la méditerranée. Eleni Torossi reviendra quant à elle sur son exil en Allemagne et Mohamed Kacimi se lancera dans une lecture du printemps arabe, et toutes les prémices du changement.



L'écrivain grec Vasilis Alexakis



D'autres écrivains parleront de langue, de terre natale ou d'adoption, de poésie, cosmopolitisme et bien d'autres détails qui constituent une identité et font qu'elle soit celle qui permet à l'Homme de se reconnaître dans l'autre. Une identité qui se conjugue au plurielle en dépit de toutes les particularités qui l'alimentent

\* Algérie: Maissa Bey, Kaouther Adimi, Habib Ayyoub, Akli Tadjer, Hamid Abdelkader, Jaoudet Guessouma, Hamid Grine, Mohamed Magani, Amin Zaoui; Ruth Pleyer (Autriche), Christine Bechet (Belgique), Juan Vicente Piqueras (texte lu par M<sup>me</sup> Raquel Romero (Espagne), In Koli Jean Bofane (France) Vassilis Aleksakis (Grèce), Janos Lackfi (Hongrie), Raffaele Nigro (Italie), Nicolae Prelipceanu (Roumanie), Petra Hulova (R.Tchèque)

-Modérateurs Nadia Sebkhî et Abrous Outoudert. ●

## Conférence-débat à ENSJSI à l'occasion de la remise du prix Nobel de la Paix 2012 à l'UE Les étudiants algériens et l'intégration européenne et maghrébine



Ambassadeurs : Michal Radlicky (Pologne), Aloisia Wörgetter (Autriche), Gabriel Busquets (Espagne), Frédéric Meurice (Belgique) et Marek Skolil (Chef de Délégation de l'UE)

La remise du Prix Nobel de la Paix 2012 à l'Union Européenne, le 10 décembre dernier a été une occasion pour les étudiants de l'Ecole Nationale Supérieure de Journalisme et des Sciences de l'Information (ENSJSI) de mieux approcher l'intégration européenne. À la faveur d'une conférence-débat organisée conjointement par la Délégation et l'ENSJSI, sur le thème: *l'UE peut-elle servir d'exemple à l'intégration du Maghreb*?

À cette occasion, l'ambassadeur/Chef de Délégation de l'UE, M. Marek Skolil et ses homologues: M<sup>me</sup> Aloisia Wörgetter et MM Frédéric Meurice, Gabriel Busquets et Michal Radlicki respectivement ambassadeurs de la République d'Autriche, des Royaume de Belgique et d'Espagne et de la République de Pologne ont exposé le rôle de l'intégration européenne dans l'instauration la paix, la stabilité et la prospérité en Europe. Tout en soulignant les particularités de leur pays respectif ainsi que

leurs expériences dans le processus d'intégration européenne, les orateurs ont évoqué leurs visions de la construction européenne proposée par quatre Etats membres ayant vécu des transitions et un contexte post-1945. Les ambassadeurs de l'UE ont expliqué comment des nations, aussi différentes dans leurs composantes politiques, économiques, et culturelles sont arrivées à bâtir une union stable et prospère, malgré les difficultés. Ils ont voulu également rappeler l'ensemble des potentialités d'un Maghreb uni et renforcé, tant pour l'Afrique du Nord et le Monde Arabe mais aussi pour l'ensemble du bassin méditerranéen.

Suite aux différentes interventions, les étudiants ont eu l'occasion de débattre avec leurs hôtes de l'évolution de l'intégration européenne, de la situation économique et de l'avenir de l'Union. Ils ont également ouvert le débat concernant le rôle de l'UE, la consolidation de l'Union du Maghreb Arabe et les enjeux communs entre les rives Nord et Sud de la Méditerranée. Les étudiants ont pu aussi discuter avec les Ambassadeurs sur





différents sujets d'actualité, tels que la stratégie européenne pour le Nord-Mali, la situation quant aux accords de libre circulation des personnes et sur la capacité de l'UE à établir une relation équitable avec le Maghreb ainsi que les programmes d'échanges pour les étudiants.



Cette conférence est la première d'un cycle de rencontres que la Délégation de l'UE en Algérie compte organiser, afin de renforcer le dialogue avec les différents acteurs de la société et de mieux faire connaître le fonctionnement de l'Union européenne. ●

## Un album de photos en hommage au patrimoine culturel de la Méditerranée



Un livre photos réalisé dans le cadre du programme financé par l'UE, EuroMed Héritage, vient d'être publié afin d'illustrer la place que le patrimoine culturel occupe parmi les sociétés contemporaines.

Intitulé Regards croisés – Patrimoine vivant en Méditerranée, l'ouvrage, dont

le lancement a eu lieu à Amman, Beyrouth et Marseille, résulte de la contribution de photographes d'âges divers et originaires de différents coins de la Méditerranée et qui nous livrent leur vision du patrimoine matériel et immatériel tel qu'il émane de multiples contextes culturels des pays méditerranéens. De

transmission intergénérationnelle, ce patrimoine reflète l'esprit des peuples et des communautés, ainsi que leurs systèmes séculaires de valeurs et de croyances. Il recèle les témoignages d'un passé riche, diversifié et parfois conflictuel.

Financé par l'UE à hauteur de 17 millions d'euros répartis sur quatre ans, EuroMed Héritage IV contribue à l'échange d'expériences en rapport avec le patrimoine culturel, crée des réseaux et promeut la coopération avec les pays partenaires de la Méditerranée. Il s'emploie à amener les populations locales à s'approprier leur patrimoine culturel et à favoriser l'accès à l'éducation et à la connaissance du patrimoine culturel. Ce programme vient à l'appui d'un cadre pour l'échange d'expériences, de canaux de diffusion de bonnes pratiques et de perspectives nouvelles, visant à développer un environnement culturel institutionnel. ●

# الفهرس

الفصل الأول 2013 - رقم 23

## الافتتاحية

### ■ كلمة البعثة

### التعاون بين الاتحاد الأوروبي والجزائر

- مسابقة في الكتابة حول موضوع "هل يمكن اعتبار الاتحاد الأوروبي مرجعية في مجال إدماج المغرب العربي؟" التعاون بين الاتحاد الأوروبي والجزائر
- مجلس الشراكة السابع للاتحاد الأوروبي - الجزائر بروكسل: تعميق الحوار والتشاور
- السيدة آشتون تعلن مساندة الاتحاد الأوروبي للجزائر المفوض فولر يقترح تعزيز التعاون ضد الإرهاب
- زيارة السيد جيل دو كيركروف. منسق الاتحاد الأوروبي من أجل مكافحة الإرهاب إلى الجزائر
- زيارة رئيس اللجنة الاقتصادية والاجتماعية الأوروبية. ستيفان نيلسون. إلى الجزائر
- ملتقى حول تميمين المنتجات الزراعية الجزائرية: فرصة جديدة لتطوير المبادلات بين الاتحاد الأوروبي والجزائر في المجال الزراعي.
- ملتقى حول "تحديث مصالح التشغيل في الوكالة الوطنية للتشغيل"
- برنامج دعم الماء وتصفية المياه: ملتقى حول تصفية المياه الحضرية المستعملة: الأجازات والتحديات المنتظرة
- توأمة بين خبراء أوروبيين وجزائريين لمساعدة تعزيز قدرات المركز الوطني لبحوث التنمية - وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية
- التعاون الجامعي الأوروبي الجزائري: أيام إعلامية Tempus و Erasmus Mundus.

### التعاون الإقليمي

- الاتحاد الأوروبي يجدد مسانده لإدماج البلدان المغاربية
- الجزائر تؤكد تمسكها بتطوير نشاطات الاتحاد من أجل المتوسط
- نحو استراتيجية جديدة لخدمة التراث الثقافي المتوسطي
- ملف خاص: اقتراحات الاتحاد الأوروبي لحل أزمة الساحل
- برنامج أوروميد الثالث للشرطة: الفساد الدولي في جدول أعمال الملتقى التكويني حول التعاون الأورو متوسطي

### الاتحاد الأوروبي

- النمو والتشغيل: أولويتنا برنامج عمل 2013 للمفوضية الأوروبية
- تصريح الممثلة السامية. السيدة كاترين آشتون. عن اليوم العالمي للمرأة. 8 مارس 2013

### الشرق الأوسط

- الاتحاد الأوروبي يخصص 25 مليون أورو. 14 منها لمساعدة المكتب الأمي للاجئين على خلق مناصب شغل جديدة في قطاع غزة وإعانة الأسر الفلسطينية المحتاجة.
- لضمان دعم متواصل للسلطة الفلسطينية. استعرض الاتحاد الأوروبي المرحلة الأولى من خطته لإعانة السكان الفلسطينيين لسنة 2013
- تصريح الاتحاد الأوروبي عن موقفها من الوضع في سوريا
- 3 مشاريع دعم للنساء في إسرائيل

### أصداء

- اللقاء الأوروبي الجزائري الخامس للكتاب
- ندوة في المدرسة الوطنية العليا للصحافة وعلوم الإعلام حول منح جائزة نوبل للسلام 2012 للاتحاد الأوروبي
- كتاب مصوّر يستعرض التراث الثقافي في حوض المتوسط.



## رئيس بعثة الإتحاد الأوروبي

الجوار الجديدة المقترحة للشركاء في المنطقة. يهدف هذا النموذج الجديد من الشراكة التي أطلقها الاتحاد الأوروبي مع جيرانها في الجنوب، إلى التقارب السياسي والاقتصادي بين بلداننا من أجل توسيع وتعزيز منطقة الاستقرار والازدهار والديمقراطية المشتركة بين ضفتي المتوسط.

### التعاون بين الاتحاد الأوروبي والجزائر

حقق التعاون بين الاتحاد الأوروبي والجزائر منذ فترة وتيرة تقدم جيدة. كما أن تجسيد البرامج الموكبة التي يتولى تمويلها الاتحاد الأوروبي يسير على ما يرام ويساهم في تحديث البلد. من الواضح أن الهدف الرئيسي في بلد مثل الجزائر، التي تتمتع بموارد طبيعية ومالية معتبرة، لا يخص تمويل مشاريع تنمية. بقدر ما يتمثل في دعم إصلاحات هيكلية من شأنها أن تساعد على دعم التسيير وتنويع وجهازها الإنتاجي وتحديثه ضمن إطار اقتصاد السوق. لأن الاقتصاد المفتوح والتنافسي هو وحده الكفيل بتوفير آفاق ومستقبل لعشرات الملايين من الجزائريين والجزائريات الذين سيأتون إلى الحياة. ومن جهة أخرى، نثمن التقدم الذي أحرزته علاقتنا وحوارنا السياسي، الذي تأكد خلال اللقاءات الثنائية الأخيرة وبفضل القرار الذي اتخذته الجزائر في الالتزام ببحث خطة عمل مشتركة في إطار السياسة الأوروبية للجوار.

### مساندة الاتحاد الأوروبي لمشروع إدماج البلدان المغاربية

في شهر ديسمبر الأخير، أصدر الاتحاد الأوروبي بيانا وققه كل الممثلة السامية والمفوض فول. جدد فيه الاتحاد الأوروبي مساندة للإدماج الإقليمي للبلدان المغاربية. انطلاقا من تجربة الاتحاد الأوروبي الخاصة التي تمتد لأزيد من نصف قرن، يعتبر البيان بأن الإدماج الإقليمي يساعد على التقارب بين الشعوب ويضمن الأمن والاستقرار والرخاء الدائم للبلدان المعنية. ومن المعروف أن بلدان المغرب العربي تعد من أقل البلدان اندماجا بالرغم من إمكانياتها المرتفعة. وحسب خبراء الاقتصاد، إن اندماج الدول المغاربية من شأنه أن يرفع من الناتج الداخلي الخام في كل بلد بنسبة 1 إلى 2 بالمائة سنويا، وذلك بالتسريع من وتيرة النمو وتشجيع خلق مناصب شغل جديدة. وفي إستراتيجيته، قدّم الاتحاد الأوروبي اقتراحات ملموسة لدعم التعاون المغاربي وتعميقه وفق حاجيات ورغبات دول وشعوب المنطقة.

وسعيا منها لتشجيع البحث في عملية الإدماج المغاربي والنظر في مدى الاستفادة من تجربة الاتحاد الأوروبي. بادرت بعثة الاتحاد الأوروبي في الجزائر بتنظيم مسابقة في الكتابة حول هذا الموضوع، موجه للطلبة الشباب الجزائريين. وستمنح للفائزين جوائز رمزية. بمناسبة الاحتفال باليوم الأوروبي الذي يصادف التاسع ماي، على أن تنشر أحسن مساهمة في رسالتنا.

### ماريك سكوليل

السفير/رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي



تزامن حلول عام 2012 بالأحداث الأساسية التي وقعت في الموقع الغازي بين أمناس. ولقد سارع الاتحاد الأوروبي إلى إدانة هذا العمل الإرهابي وأعرب عن مساندة للجزائر على لسان السيدة كاترين آشتون، الممثلة السامية للاتحاد المكلفة بالشؤون الخارجية وسياسة الأمن. ومن جهته، تحدث المفوض فول، المكلف بالتوسيع والسياسة الأوروبية للجوار، هاتفيا مع وزير الشؤون الخارجية، مراد مدلسي، ليعبر له عن التضامن الأوروبي. بهذه المناسبة، صرح المفوض قائلا: "لقد جددت التزامي بتعزيز التعاون مع الجزائر حول المسائل ذات الاهتمام المشترك، لاسيما ما يتعلق بالأمن في منطقة الساحل والصحراء. فعلى خلفية التدخل الدولي من أجل استرجاع السلم والأمن والوحدة الترابية لمالي، جاء هجوم "تيقنتورين" ليذكر الجميع بأن الأمن في عالمنا "المعولم"، وبصرف النظر عن المسؤوليات والصلاحيات الوطنية، أصبح تحديا يتجاوز الحدود وشرطا أساسيا للتعاون الدولي". على هذا الصعيد، قام السيد دو كيركوف، منسق الاتحاد الأوروبي لمكافحة الإرهاب، بزيارة إلى الجزائر في فيفري المنصرم، أكد خلالها من جديد على إرادة الاتحاد الأوروبي ودولها الأعضاء في تعميق الحوار والتعاون مع الجزائر في هذا المجال.

### عامان من التقلبات في العالم العربي

عامان بعد ميلاد الحركات الشعبية المتتالية التي هزت المنطقة والعالم العربي، يواصل الاتحاد الأوروبي دعمه للشعوب والبلدان التي اختارت بمسقة وبأمال تقاسمها ملايين من المواطنين، طريق التغيير واستعادة مصيرها الذي صادته أنظمة فشلت في مهمتها، كما أنه يدعم الإصلاحات السياسية والاقتصادية في هذه الدول التي تمر بمرحلة انتقالية، وذلك بتشجيع المشاركة الفعالة للمجتمع المدني واحترام المبادئ الديمقراطية (دولة القانون، حقوق الإنسان...)، التي من دونها لن تكون هناك التنمية المستدامة والمدمجة التي يتمناها أولئك الذين قرروا الأخذ بمصير بلدانهم بأيديهم. لهذا خصص المجلس الأوروبي المنعقد في شهر فيفري الماضي حيزا كبيرا للتطورات الأخيرة في بلدان جنوب المتوسط، بالتذكير بسياسات



# مسابقة في الكتابة حول موضوع ”هل يمكن اعتبار الاتحاد الأوروبي مرجعية في مجال إدماج المغرب العربي؟“

- معايير التقييم: التقيد بالموضوع، تميز وانسجام الأفكار والتحليل، ومستوى الكتابة.
- تتولى لجنة مؤلفة من 5 أشخاص على تقييم المساهمات المرسلّة. وتتألف هذه اللجنة من أستاذين جامعيين وممثلين عن سفارات الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي المنتدبين في الجزائر وممثل عن بعثة الاتحاد الأوروبي.
- تنشر أسماء الفائزين يوم 30 أبريل 2013 عبر الصحافة.

- تسلّم ثلاث جوائز للفائزين، بمناسبة اليوم الأوروبي المصادف للتاسع ماي.

**الجائزة الأولى:** رحلة إلى بروكسل تستغرق أربعة أيام لاكتشاف المؤسسات الأوروبية، على أن يُنشر النص في جريدة ”ليبرتي“.

**الجائزة الثانية:** لوحتان إلكترونيتان لفائزين

**الجائزة الثالثة:** ثلاث مجموعات كتب لثلاثة فائزين

4- تخصّص جوائز تشجيعية للمشاركين (قمصان، قبعات، كرات)

لمزيد من المعلومات، الرجاء الاتصال بـ:

<http://eeas.europa.eu/delegations/algeria/index.fr.eu>

بمناسبة منح جائزة نوبل للسلام 2012 للاتحاد الأوروبي، تنظم بعثة الاتحاد الأوروبي بالجزائر مسابقة موجهة للشباب الجامعي الجزائري حول موضوع ”هل يمكن اعتبار الاتحاد الأوروبي مرجعية لإدماج الدول المغاربية؟“ وحدد يوم 15 أبريل المقبل كآخر أجل لإرسال المساهمات، وفي 9 ماي يتم تسليم الجوائز للفائزين بمناسبة اليوم الأوروبي.

وفيما يلي الشروط الخاصة بالمشاركة والجوائز المقررة:

## قواعد المشاركة:

• المسابقة مفتوحة للطلبة الجزائريين من مختلف الجامعات الجزائرية، الذين تتراوح أعمارهم بين 18 و25 سنة.

• يجب تقديم النصوص المقترحة في شكل مقالة مكتوبة بإحدى هذه اللغات: الفرنسية، العربية أو الانكليزية.

• ترسل النصوص في 5 أوراق، بحجم أقصاه 20 ألف إشارة (بخط Times New Roman، فاصل 1,5) بحساب الفراغات.

• اشتراط إرسال النص في شكل وورد Word، لتسهيل الفهم.

• إرفاق عناوين المراجع وكل الكتب والوثائق وغيرها من المصادر المستعملة والواردة (بصفة مباشرة أو غير مباشرة) في النص، على أن ترفق في صفحة الملحقات.

• تُرسل المساهمات قبل تاريخ 15 أبريل 2013، إلى العنوان التالي:

delegation-algeria@eeas.europa.eu

## مجلس الشراكة السابع للاتحاد الأوروبي - الجزائر ببروكسل: تعميق الحوار والتشاور

حول التفكيك التعريفي الخاص بالمنتجات الصناعية. من خلال اتفاقية تراعي المصالح المتبادلة. لكنه يوصي دائما بضرورة تحسين مناخ الأعمال. وبوجه أخص فيما يتعلق بالشروط المطبقة على الاستثمارات الأوروبية المباشرة. ذلك أن التخفيف من قاعدة 49 بالمائة المشترطة على جميع الاستثمارات الأجنبية المباشرة من شأنه أن يسهل أيضا المناقشات الثنائية التي تم استئنافها في شهر مارس 2012 ببروكسل في إطار دخول الجزائر في منظمة التجارة العالمية.

كما نوه الاتحاد الأوروبي على التقدم المحرز في مجال التعاون التقني والمالي وفي ترقية الانسجام الاجتماعي. ولقد تجسد التزام الاتحاد الأوروبي بمؤازرة الجزائر في عملية الإصلاحات بالتوقيع على برامج جديدة في مجالات الثقافة والتشغيل والشببية والنقل. وعلى إقرار برنامج هام في مجال البيئة عمّا قريب. كما رحّب الاتحاد الأوروبي بمشاركة الجزائر الفعالة في البرامج الأورومتوسطية.

يعد الحوار والتعاون في مجال الهجرة من أولويات الاتحاد الأوروبي. وفي هذا السياق. جدد رغبته في تعميق الحوار مع الجزائر. في إطار مقارنة الاتحاد الأوروبي الشاملة. بالإشارة إلى أن مثل هذا النوع من الحوار يشمل مسألة الهجرة والتنقل بشكل عام. وفي هذا الصدد. شدد الاتحاد الأوروبي على ضرورة تعميق التعاون مع الجزائر في مجال التنقل والتعامل مع حركات الهجرة. بما في ذلك مكافحة الهجرة غير الشرعية واستقبال المهاجرين المرشحين.

في ظل هذا النشاط الحيوي من الطرفين. نوهت الجزائر بانعقاد اجتماعات عام 2012 لمختلف الهيئات المختصة في متابعة وتقييم مدى تطبيق اتفاقية الشراكة. منها اجتماع الدورة الثانية للجنة الشراكة واجتماعات اللجان الفرعية: "الحوار السياسي. الأمن وحقوق الإنسان". "العدالة والقضايا الداخلية" ومجموعة العمل حول الشؤون الاجتماعية التي سمحت بوضع تقييم لمستوى التعاون وتحديد آفاق استئنافه. ومن جهة أخرى. أعربت عن تمنياتها لبرمجة لجان فرعية ابتداء من مطلع السنة الجارية. تخص "الصناعة والتجارة والخدمات". و"الزراعة والصيد البحري". "مجتمع الإعلام والبحث والإبداع والسمعي البصري. والتربية والثقافة". "النقل والطاقة والبيئة" و"التعاون الجمركي".

وبهذا تمنى الجزائر تعزيز علاقات التعاون والشراكة مع الاتحاد الأوروبي ضمن رؤية تضامنية تراعي توازن المصالح.



انعقد مجلس الشراكة السابع للاتحاد الأوروبي-الجزائر يوم 6 ديسمبر الماضي ببروكسل. وبهذه المناسبة. ثمن الطرفان تعزيز العلاقات الثنائية والديناميكية الجديدة التي انطلقت. ولقد أكد الاتحاد الأوروبي على إرادته لتطوير علاقة ثنائية متينة مع الجزائر. مبنية على الاحترام المتبادل والتضامن. لكون الجزائر شريكا هاما للاتحاد الأوروبي الذي يلعب دورا محوريا في الفضاء الأورومتوسطي والشراكة بين أفريقيا والاتحاد الأوروبي. وفي هذا السياق. يحرص الاتحاد الأوروبي على تكثيف وتعميق الحوار السياسي على أعلى مستوى. مع الجزائر حول القضايا ذات الاهتمام المشترك.

ولقد هنا الاتحاد الأوروبي الجزائر على القرار الذي اتخذتها للمشاركة في السياسة الأوروبية للجوار المحددة. مع التشديد على ضرورة استشارة المجتمع المدني والقطاع الخاص. في هذا المجال. من أجل ضمان عملية إدماجية ناجحة. كما حث الحكومة والبرلمان على دعم عملية الإصلاحات القائمة على المبادئ الديمقراطية واحترام حقوق الإنسان وأولوية القانون. كما تمنى الاتحاد الأوروبي من عملية الإصلاحات أن تفرز نتائج ملموسة. بما يستجيب لمتطلبات الشعب الجزائري وضمان حقوقهم الأساسية ورفع التحديات الاجتماعية والاقتصادية.

### العلاقات الاقتصادية والتجارية والقطاعية

فيما يخص البعد التجاري. رحّب الاتحاد الأوروبي بنتائج الاستشارات

## الهجوم الإرهابي في عين أميناس: السيدة أشتون تعلن مساندة الاتحاد الأوروبي للجزائر



وفي بيان منفصل، قدم رئيس المجلس الأوروبي هيرمان فان رومبوي تعازيه قائلا: "إنني أدين الأعمال المروعة التي قام بها الإرهابيون في الجزائر وأسف بشدة للنهية المأساوية للرهائن الأبرياء الذين يوجد من بينهم مواطنون أوروبيون".

أعربت الممثلة السامية للشؤون الخارجية والسياسة الأمنية للاتحاد الأوروبي باسم الدول 27 للاتحاد الأوروبي عن تعاطفها لأسر ضحايا الهجوم الإرهابي الذي وقع في مجمع الغاز في الجزائر.

وأكدت أشتون في تصريح "أود أن أعرب عن دعمي للسلطات الجزائرية وللحكومات على سقوط قتلى وجرحى. إن هذه الأحداث تدل مرة أخرى على التهديد الذي تشكله الجماعات المتطرفة العنيفة في شمال أفريقيا وجميع أنحاء العالم. وسنواصل العمل عن كثب مع شركائنا الدوليين لمكافحة الإرهاب".

## المفوض فولر يقترح تعزيز التعاون ضد الإرهاب



منطقة الساحل / الصحراء". وجاءت تصريحاته بعد تلك التي أدلت بها الممثلة السامية للشؤون الخارجية والسياسة الأمنية للاتحاد الأوروبي ونائبة رئيس المفوضية الأوروبية كاثرين أشتون في 17 و 20 يناير / كانون الثاني

حدث المفوض الأوروبي المكلف بالتوسيع وسياسة الجوار الأوروبية ستيفان فول أمس مع وزير الخارجية الجزائري مراد مدلسي للتعبير عن تعاطفه مع أسر الضحايا الجزائريين الذين سقطوا خلال الهجوم الإرهابي في عين أميناس. كما ابدي المفوض دعمه للسلطات الجزائرية والتزامه بمكافحة الإرهاب وتخريب الرهائن المحتجزين من قبل الجماعة الإرهابية.

وأوضح المفوض في تصريح "لقد أكدت التزامي بتعميق التعاون مع الجزائر بشأن القضايا ذات الاهتمام المشترك. لا سيما الأمن في

## زيارة السيد جيل دو كيركوف، منسق الاتحاد الأوروبي من أجل مكافحة الإرهاب في الجزائر

وأثناء محادثاته مع المدير العام للشرطة القضائية، أوضح هذا الأخير بأن الجزائر طورت كثيرا أقدارها العملية، وبأنها أنشأت مركزا للبحوث القانونية والقضائية، وأن الشرطة القضائية الجزائرية تساهم اليوم في تكوين عناصر الشرطة في عدد من دول الساحل. مشيرا إلى ضرورة تطوير القدرات البوليسية في البلدان الإفريقية. ولقد أعرب المدير العام عن استعداده للتعاون مع الاتحاد الأوروبي في مجال مكافحة الهجرة غير الشرعية.

وخلال محادثاته مع مدير المركز الإفريقي للدراسات والبحوث حول الإرهاب، السفير ماديرا، اطلعه هذا الأخير على مهام التقييم التي يقوم بها المركز على إجراءات مكافحة الإرهاب مكيدانيا في عدة دول إفريقية. كما قدمت وحدة التكامل والاتصال التابعة للمركز الإفريقي للسيد دو كيركوف تقييما للوضع الأمني الإقليمي في دول الساحل.

وفي صبيحة يوم 27 فيفري، قدم السيد دو كيركوف عرضا في المركز الإفريقي في إطار "ورشة عمل حول محاربة التطرف، في إطار مذكرة روما لمنتدى Global Counter Terrorism Forum حول الممارسات المفيدة لإعادة تأهيل وإدماج المتطرفين المتبئين العنف".

قام المنسق المكلف بمكافحة الإرهاب في الاتحاد الأوروبي، السيد جيل دو كيركوف، بزيارة عمل إلى الجزائر امتدت من 26 إلى 28 فيفري، وكان مرفوقا برئيس قسم المغرب العربي في المصلحة الأوروبية للعمل الخارجي، السيد مانفريدو فانتي وبمستشارته السيدة كريستيان هون.

وكان في استقبال السيد دو كيركوف مستشار الرئيس لمكافحة الإرهاب، السيد رزاق بارة، والمدير العام للشرطة القضائية والسفيرة ماديرا، منسق مكافحة الإرهاب في مركز الإفريقي للدراسات والبحوث حول الإرهاب، ومسؤول وحدة التكامل والاتصال التابعة للمركز.

وكانت الأوضاع الإقليمية والدولية في صلب المحادثات التي أجراها السيد دو كيركوف، سواء مع محدثيه الجزائريين والأفارقة. كما ناقش الطرفان فرص تعزيز التعاون في مجال مكافحة الإرهاب، وقام الطرف الجزائري بشرح إستراتيجية وأعمال المجموعات المسلحة في منطقة الساحل، وأطلع الضيوف على المساعدة الإنسانية التي يقدمها للاجئين، ومن جهته، اطلع السيد دو كيركوف محدثيه بالإستراتيجية الجديدة التي ينتهجها الاتحاد الأوروبي في الساحل، والتي تشمل بعدا هاما في مكافحة الإرهاب، يتعين تنفيذه.

## زيارة رئيس اللجنة الاقتصادية والاجتماعية الأوروبية، ستيفان نيلسون، إلى الجزائر



أجرى السيد ستيفان نيلسون، رئيس اللجنة الاقتصادية والاجتماعية الأوروبية، في زيارته للجزائر، محادثات مع نظيره من المجلس الاقتصادي والاجتماعي، السيد محمد الصغير بابس، كما استقبل من طرف الوزير الأول، السيد عبد المالك سلال، الذي أكد له تقارب وجهة نظره إزاء مشاركة المجتمع المدني في تطوير العلاقات بين الاتحاد الأوروبي والجزائر، والتقى أيضا بمسؤولين سامين جزائريين آخرين، من بينهم وزير الفلاحة، السيد رشيد بن عيسى.

ولقد سمحت هذه اللقاءات بتبادل الرؤى فيما يخص دعم المجتمع المدني في الجزائر، في إطار حوار مشترك، وكذا في كيفية تعزيز دوره في التعاون بين الاتحاد الأوروبي والمنطقة المغاربية، وبالتعاون مع المجلس الاقتصادي والاجتماعي الجزائري. ستعكف اللجنة الأوروبية على بحث سبل تعزيز مساهمة المجتمع المدني في العلاقات بين الاتحاد الأوروبي والجزائر، لاسيما فيما يخص تطبيق خطة عمل السياسة الأوروبية للجوار.



تجدر الإشارة إلى أن العلاقة بين اللجنة الاقتصادية والاجتماعية الأوروبية والمجلس الاقتصادي والاجتماعي الجزائري علاقة قديمة، سواء على الصعيد الثنائي أو من خلال المنتديات الإقليمية مثل الشراكات الأورومتوسطية (أوروميد EUROMED)، واتحاد المجالس الاقتصادية والاجتماعية (UCESA) ومنتدى الأوساط الاقتصادية والاجتماعية ACP-UE.

كما تباحث الطرفان سبل التعاون للموسسة مثل تنظيم ملتقيات مشتركة، خاصة فيما يتعلق بموضوع التشريعات المعمول بها في الجزائر الخاصة بالجمعيات وكذا دور ومسؤوليات المجتمع المدني. كما اقترح تنظيم ملتقى آخر حول موضوع البطالة وإدماج الشباب في المجتمع ودخولهم سوق العمل في كل من أوروبا والجزائر، ومن المواضيع المقترحة الأخرى في الحوار بين المجلس الاقتصادي والاجتماعي الجزائري واللجنة الأوروبية، نذكر أيضا إشكالية الأمن الغذائي.

وشملت المحادثات دور المجالس الاقتصادية والاجتماعية ضمن إطار التعاون "أوروميد" والاتحاد من أجل الشراكة المتوسطية، تحضيراً للقمّة القادمة للمجالس الاقتصادية والاجتماعية والمؤسسات المعادلة لها.

## ملتقى حول تهمين المنتجات الزراعية الجزائرية

كان تهمين المنتجات الزراعية الجزائرية في صلب أشغال ملتقى أقيم يومي 10 و11 ديسمبر بمستغانم، حول الزراعة البيولوجية وتهمين المنتجات الزراعية من خلال العلامات المميزة.

رشيد بن عيسى، وزير الفلاحة والتنمية الريفية والمدير العام للفلاحة والتنمية الريفية في اللجنة الأوروبية، السيد سيلفا رودريغيز،

ولقد تميز الملتقى الذي نظم بالشراكة بين وزار الفلاحة والتنمية الريفية والاتحاد الأوروبي، بالتعاون مع ولاية مستغانم، بحضور السيد

إلى توصيات تهدف إلى رسم خطة عمل لتثمين المنتجات الزراعية في الجزائر والتأكيد على أهمية هذا الموضوع في التعاون مع الاتحاد الأوروبي.

ولقد أكد هذا الحدث على الإرادة المشتركة لتطوير العلاقات والمبادلات بين الجزائر والاتحاد الأوروبي في المجال الفلاحي. وسمح على أساس تجارب ملموسة ومن خلال تبادل التجارب بين المتدخلين والمحترفين، بالتوصل



## ملتقى حول "تحديث مصالح التشغيل في الوكالة الوطنية للتشغيل"



نظم مشروع دعم قطاع التشغيل في الجزائر يوم 21 جانفي الماضي، أول ملتقياته الوطنية، شارك فيه قرابة مائة ممثل من قطاع العمل: وزارات، الوكالة الوطنية للتشغيل ووكالات مقاولة وشركاء اجتماعيون.

يعتبر التشغيل أولوية وطنية ويشكل محور السياسة التنموية في الجزائر التي أدرجت في عام 2006، تحديث الوكالة الوطنية للتشغيل، التي هي أداة ضبط وتسيير لسوق العمل بامتياز، ضمن المحاور الأساسية في برنامجها. دعما لهذه الجهود، وقع الاتحاد الأوروبي مع الحكومة الجزائرية في ديسمبر 2010، على معاهدة لتطبيق مشروع "دعم قطع التشغيل في الجزائر" (PASEA)، الذي تم بالشراكة مع الوكالة الوطنية للتشغيل، وبميزانية إجمالية تقدر بـ15.34 مليون أورو. 14.1 منها مولة من طرف الاتحاد الأوروبي ومساهمة من الوكالة الوطنية للتشغيل في حدود 1.24 مليون، ولقد انطلق المشروع في شهر جوان 2012.

الهدف العام للبرنامج هو دعم الوكالة الوطنية للتشغيل في الجهود التي تقوم بها لتحسين مستوى تدخلها في سوق التشغيل، من أجل تسيير أفضل للتوازن بين العرض والطلب.

أجهزة الإعلام الآلي وينشر عبر طرق الاتصال الحديثة والفعالة، لاسيما عبر بوابات إلكترونية على شبكة الإنترنت.

يتمحور المشروع حول ثلاث محاور تتمثل في: التجهيز بفضل منظمة إعلامية وطنية، الاحترافية بفضل برنامج تطوير الكفاءات للمستشارين والمسيرين، والإعلام بفضل عرض خدمات يتم عن طريق



وتركزت أشغال المنتدى على العمل الذي تؤديه الوكالة الوطنية للتشغيل منذ 2006 لتحديث عرض خدماتها، بتسليط الضوء على مهنة الوساطة وعلى أهمية النظام الإعلامي كأداة تحليل لسوق العمل. ولقد عرضت الورشات الجارية حول هذين الجانبين، الأعمال والنتائج المقررة في إطار مشروع الاتحاد الأوروبي-الجزائر. كما سمح المنتدى بالنظر في تجربة الوكالات الخاصة للتشغيل في الجزائر. وكذا الوكالات التي توفر الخدمات العمومية للتشغيل في البلدان الشريكة للجزائر.

## برنامج دعم الماء وتصفية المياه

بإقرار عدة عمليات تكوينية ودعم لمركز التكوين المتخصص في تصفية المياه ولمدرسة تسيير الموارد المائية بوهران.

• تحديث عمليتي تسيير واستغلال أنظمة التصفية بإقامة نظام التسيير عن بعد ومنظومة إعلامية جغرافية.

• تطوير تسيير عمليتي جمع وتحليل النفايات، بتعزيز وتأهيل تجهيزات المخبر المركزي للقياسات والتحليل التابع للديوان الوطني للتطهير وكذا توسيعه.

حضر المنتدى أكثر من مائة مشارك جاؤوا من مختلف القطاعات المعنية، وحظي بتغطية إعلامية وتغطية تلفزيونية (إذاعة، صحافة يومية...)

بعد كلمات الترحيب، ألقى أربع محاضرات من قبل السيد مدير التطهير وحماية البيئة، ومثلون عن المديرية العامة للديوان الوطني للتطهير، ومديرية برنامج EAU II والمصالح التابعة لبعثة الاتحاد الأوروبي، سمحت بتقديم عرض حال واف وشرح أهم آليات التعاون بين الاتحاد الأوروبي والجزائر، خاصة في مجال الدعم المالي القطاعي.

في إطار برنامج دعم قطاع المياه وتصفية المياه المستعملة - EAU II، نُظِمَ منتدى حول موضوع تصفية المياه الحضرية المستعملة يوم 30 جانفي 2013 بفندق "هيلتون" بالجزائر العاصمة، بحضور السيد حسين نسيب، وزير الموارد المائية والسيد ماريك سكولي، السفير الأعلى لبعثة الاتحاد الأوروبي بالجزائر.

يهدف المنتدى إلى عرض الإنجازات المحققة في قطاع تصفية المياه المستعملة والأعمال المنجزة في إطار برنامج - EAU II، الذي يرمي إلى دعم الإستراتيجية الجزائرية في مجال حماية الموارد المائية والمساهمة في الحد من انتشار الأمراض المعدية عبر المياه.

### يشمل برنامج EAU II خمسة جوانب أساسية:

• تحسين الإطار الاستراتيجي والتخطيطي والتنسيقي، خاصة بإجازة دراسة حول مكافحة الفيضانات وإعداد مخطط وطني توجيهي لتصفية المياه.

• دعم حسن الأداء والشفافية في التخطيط المالي.

• تعزيز القدرات التقنية لهيئات الحماية، عمومية كانت أو خاصة.

### برنامج نموذجي

يندرج برنامج الدعم لقطاع المياه وتصفية المياه في إطار التعاون مع الاتحاد الأوروبي. وكبرنامج نموذجي في الجزائر، يستعمل لأول مرة آلية الدعم المالي القطاعي مترابطة مع المساعدة التكميلية المخصصة أساسا لتجديد المساعدة التقنية وعقد صفوفات دراسات وتخطيط وتوريد للأجهزة المخبرية.





### المعطيات الأساسية لبرنامج دعم قطاع المياه وتصفية المياه EAU II

مساهمة الاتحاد الأوروبي: 30 مليون أورو (دعم مالي 20 مليون أورو ومساعدة تكميلية 10 ملايين أورو).

مساهمة الجزائر: 1 مليار دينار (ما يعادل 10 ملايين أورو)

مدة الإجازة: 48 شهر

الجهات المستفيدة: وزارة الموارد المائية، وبالأخص مديرية التطهير وحماية البيئة وكذا الديوان الوطني للتطهير.

## توأمة من أجل تنمية قطاع الصيد البحري والموارد الصيدية

في إطار برنامج تطبيق اتفاقية الشراكة (P3A II)، الذي يتولى تمويله الاتحاد الأوروبي، نظم في يوم 4 فيفري 2013، ملتقى الإطلاق الرسمي لتوأمة "مرصد القطاعات الزراعية والصناعات الغذائية".

- متابعة أفضل لديناميكية مختلف القطاعات التي تعد أولوية مثل البطاطس والحليب.
- ضمان شفافية تسير الأسواق، لاسيما بنشر المعلومات الخاصة بالأسعار.
- مساعدة وتسهيل القرارات العمومية بخصوص ضبط الأسواق الزراعية والغذائية.

هذه التوأمة التي تشرف عليها شركة مختلطة فرنسية إيطالية، مدتها عامان، وتهدف إلى دعم السياسة الجزائرية في مجال الإصلاح الزراعي والريفي التي شرعت فيها وزارة الفلاحة والتنمية الريفية، من خلال تعزيز المنظومة الإعلامية الاقتصادية وإنشاء مرصد للقطاعات الزراعية داخل المعهد الوطني للبحوث الزراعية.

من شأن هذا المرصد أن يسمح على المدى القريب:

- بإطلاع أوسع على القطاعات الزراعية والغذائية من خلال رصد وتحليل البيانات المسجلة.

## دعم الاتحاد الأوروبي لقطاع الصيد البحري



في إطار المرحلة الثانية للبرنامج التطبيقي لاتفاقية الشراكة (P3A)، سيتولى الاتحاد الأوروبي تمويل خمسة عشر عملية توأمة، ولقد انطلقت التوأمة الأولى، الخاصة بدعم مركز البحث التابع لوزارة الصيد البحري والموارد الصيدية، في شهر جويلية 2012، تدوم سنتين وبمبلغ يقدر بـ 1.140.000 أورو، وترمي هذه التوأمة التي يشرف عليها شركة مختلطة فرنسية إيطالية بالتعاون مع الجزائر، إلى تحقيق أربعة أهداف:

- دراسة وتوصيات بخصوص الإطار القانوني والمؤسساتي للمركز الوطني للبحث من أجل تطوير الصيد البحري وتربية الأسماك.
- التسيير الأنسب للوسائل البشرية والمادية التي يتوفر عليها المركز.

وتجدر الإشارة إلى أن البعثات الأولى للخبراء الأوروبيين شملت تشخيص الوسائل والهيكل التابعة للمركز الوطني للبحث من أجل تطوير الصيد البحري وتربية الأسماك. وعلاقته مع باقي الهيئات الوطنية ومساعدتها في إعداد وتنظيم عمليات التقييم الخاصة بمخزونات الصيد.

وفق الشروط التي تتطلبها أية إستراتيجية بحث.

• تحسين نوعية المعلومات العلمية والتقنية.

• دعم التعاون العلمي مع المنظمات الإقليمية المختصة في الصيد والتنمية المستدامة وحماية الطبيعة في حوض البحر المتوسط.

## دعم جديد من الاتحاد الأوروبي لتنويع الاقتصاد في قطاع الصيد البحري بالجزائر. برنامج DIVECO II

• ترقية واثمين قطاعات الإنتاج بمتابعة التسيير المستدام للموارد. وتحسين نوعية المنتجات والتوزيع والتسويق.

• تعزيز قدرات المنظمات المهنية مثل غرف الصيد البحري وتربية الأسماك.

يندرج هذا البرنامج ضمن البرنامج الإرشادي الوطني الخاص بالجزائر للفترة 2011-2013. الذي يحدد مجموع التدخلات التي يمولها الاتحاد الأوروبي في الجزائر. ويندرج كلية في تنمية الصيد البحري والموارد الصيدية المقررة في خطة عمل الحكومة الجزائرية التي تمت المصادقة عليها في أول أكتوبر 2012.

بولىها الاتحاد الأوروبي لتنويع الاقتصاد الجزائري.

يهدف برنامج DIVECO II، إلى دعم التنمية المستدامة للصيد البحري وتربية الأسماك. ويأتي تكملة لبرنامج الدعم الحالي لتنويع الاقتصاد في قطاعات الزراعة والصناعات الغذائية والسياحة (DIVECO I).

يساعد برنامج DIVECO II وزارة الصيد البحري والموارد الصيدية فيما يلي:

• تعزيز قدرات التأطير والتسيير للمؤسسات العمومية.



أكدت المصادقة في ديسمبر 2012 على برنامج بقيمة 15 مليون أورو لصالح قطاع الصيد البحري وتربية الأسماك. على الأهمية التي

## التعاون الجامعي الأوروبي الجزائري: أيام إعلامية Erasmus Mundus و Tempus



عرضا عن التعاون بين الجزائر والاتحاد الأوروبي. واستعرض البرامج التي تم تنفيذها في مجال التعليم العالي. لاسيما Erasmus و Tempus

نظم المكتب الوطني Tempus الجزائر (NTO) يوما إعلاميا حول عروض برامج Tempus و Erasmus Mundus (EM). بالتعاون مع الندوة الإقليمية لجامعات الوسط (CRUC) بالمكتبة الجامعية لجامعة امحمد بوقرة بومرداس. يوم الاثنين 17 ديسمبر 2012. يهدف هذا اللقاء الذي يندرج في إطار تعزيز التعاون بين جامعات دول الجوار الجنوبية ونظيراتها في دول الاتحاد الأوروبي. إلى إطلاع المسؤولين الجامعيين الجزائريين والراغبين في الاكتتاب لمستجدات إعلان العروض Tempus والمميزات الأساسية لبرنامج Erasmus Mundus الذي نشر إعلانه في أواخر ديسمبر 2012. وأثناء الافتتاح. اعتبرت الأستاذة شريفي. عميدة جامعة بومرداس ورئيسة الندوة الإقليمية لجامعات الوسط بأن "هذا اليوم فرصة لتثمين التعاون بين الجامعات الجزائرية ونظيراتها في المنطقة وفي الاتحاد الأوروبي. ولتمتين علاقات الشراكة القائمة بينها."

وقدم السيد بنزار سيغارا. مسير برامج بعثة الاتحاد الأوروبي بالجزائر.



الجزائر في إطار برنامج Tempus. يتولى تمويلها الاتحاد الأوروبي في حدود أقصاها 90 بالمائة، وبنسبة لا تقل عن 10 بالمائة من طرف الجامعات الشريكة. كما تناول المتدخل بالتفصيل أهم خصائص برامج Erasmus Mundus.

من جهة أخرى، نظمت ورشتان متوازيتان حول "إعداد ملفات الترشيح للإعلان السادس لعروض Tempus" مع متعهدي المشاريع وحول "الصعوبات المسجلة في إنجاز مشاريع Tempus" مع المنسقين الوطنيين للمشاريع، من تنشيط السيدة فال كزانوفا، والسيد دحو غلاب، من مكتب Tempus الجزائر والسيد روفيو وين سطاعلي (مساعد مدير مكتب الجزائر) على الترتيب. ولقد سمحت هذه الورشة الأخيرة بمعرفة الأسباب والصعوبات التي تعترض المسؤولين في التسيير المالي للمشاريع، ولكن أيضا بصياغة اقتراحات ملموسة لتحسينه في إطار البرنامج الجديد (Erasmus for All (E4A الذي من المقرر أن ينطلق عام 2014.

حضر هذه الفعاليات حوالي مائة مشارك: ممثلون عن الاتحاد الأوروبي ووزارة التعليم العالي والبحث العلمي، ونواب مديري جامعات للعلاقات الخارجية لـ 35 جامعة وعدد كبير من متعهدي المشاريع.

Mundus. بعده قام باستعراض أ. طابري وأ. بن آشنهو من جامعتي بومرداس ومستغانم على الترتيب. باستعراض نتائج المشروعين الجارين "العلاقات بين الجامعة والمؤسسة" و"Electronics and Optics E-learning for embedded Systems".

أما المنسق الوطني Tempus لمكتب المغرب، السيد فؤاد عمور، فتطرق للدور الهام الذي تلعبه مشاريع Tempus في تحديث برامج التعليم وتكوين المكوّنين في المغرب، داعيا إلى تحفيز التعاون بين الجامعات الجزائرية والمغربية.

ومن جهتها، استعرضت ممثلة الوكالة التنفيذية "التربية، السمعي البصري والثقافة" المكلفة بمشاريع Tempus المنجزة في الجزائر، السيدة إيفا فال كزانوفا، نتائج الإعلان الخامس لعروض Tempus وخصائص الإعلان السادس. وشددت على المستجدات منها الزيادة المعبرة للميزانية التي ستمنح لدول الضفة الجنوبية من المتوسط (41.7 مليون أورو) ودعت الجامعيين لاقتراح مزيد من المشاريع.

وكشف السيد فيليب روفيو، المكلف بتنسيق البرامج في بلدان جنوب المتوسط، أنه تم تمويل أربعين مشروعا خلال العشر سنوات الأخيرة في

## نشاطات متابعة لمشاريع Tempus بجامعة البليدة

شامل حول إصلاح نظام "أل أم دي". يشجع استعمال تكنولوجيايات الإعلام والاتصال كأدوات اتصال وتبادل حديثة.

ولقد أعد هذا البرنامج على أربع مراحل محددة:

- إقامة فضاء عمل رقمي (يسمح بالاستعمال الموحد لمجموع الخدمات الرقمية).

- صياغة أرضية تسيير مدمجة لنظام "أل أم دي" متكونة من عدة وحدات.

- تطوير أرضية نموذجية للبطاقات الإلكترونية متعددة الخدمات، من أجل تحفيز مسعى تحديتي شامل.

- تكوين مكونين على تسيير نظام "أل أم دي". خاصة في استعمال الأرضية الرقمية المطوّرة.

جسّدت المرحلة الأولى المخصصة لتبادل الخبرات في مجال إصلاح نظام "أل أم دي"، بتنظيم ورشات وملتقيات. كما أجريت زيارات استكشافية ودراسية لجامعات فالنسيان، كاديكس ونورتامبريا الشريكة، أما المرحلة الثانية، فخصصت لإقامة الفضاء الرقمي للعمل.



في إطار نشاطاته العادية، انتقل نائب مدير المكتب الوطني Tempus (NTO) في العام الماضي لجامعة البليدة، للإشراف على متابعة مشروع "المنظومة الإعلامية والتسيير الرقمي للمؤسسات الجزائرية العليا في نظام أل أم دي (LMD)". هذع العملية التي تزامنت مع تنظيم الملتقى حول موضوع "نظام أل أم دي، والتسيير والقيادة والوسائل". تمت في أواخر أكتوبر 2012، وكانت فرصة للالتقاء بين جميع الشركاء الجزائريين والأوروبيين.

يندرج هذا المشروع في إطار "الإستراتيجية العشرية للتنمية"، التي أفرتها وزارة التعليم العالي الجزائرية، من أجل المساهمة في أحسن تطبيق لإصلاح نظام "أل أم دي". ويهدف إلى تطوير نظام إعلامي

# الاتحاد الأوروبي يجدد مساندته لإدماج البلدان المغاربية

أصدر الاتحاد الأوروبي اليوم مجموعة من الاقتراحات التي ترمي إلى دعم سياسة الدول المغاربية الخمس في جهودها الرامية إلى توثيق التعاون وتعميق التكامل الإقليمي. ووردت هذه الاقتراحات في وثيقة مشتركة صدرت عن الممثلة السامية كاترين أشتون والمفوضية الأوروبية استجابة للتغيرات الجارية في بلدان جنوب البحر الأبيض المتوسط.

وأوضح بيان صحفي أنه على الرغم من الإمكانيات التنموية والروابط الثقافية واللغوية المشتركة، فإن المغرب العربي (الجزائر، ليبيا، موريتانيا، المغرب وتونس) تعد إحدى المناطق الأقل تكاملاً في العالم. وقد أظهرت عدة دراسات أن إزالة العراقيل في المنطقة يمكن أن يعود بفوائد اقتصادية كبيرة من شأنها أن تساهم في الجهود المشتركة لمواجهة عدم الاستقرار والاستجابة لعدد من التحديات الإقليمية عن طريق تعزيز التنمية الاقتصادية والاجتماعية، ومكافحة تغير المناخ، بحماية البيئة وتطوير طاقة نظيفة ومستدامة.

وخلال الإعلان عن الوثيقة، أكدت الممثلة السامية للشؤون الخارجية والسياسة الأمنية للاتحاد الأوروبي كاترين أشتون: "إن المغرب العربي منطقة تزخر بإمكانات بشرية واقتصادية وثقافية كبيرة، ونشيد بالدعوات التي وجهها الشركاء في المنطقة من أجل توثيق التعاون وتعميق التكامل بينهما، وسوف تعود هذه التطورات بالفائدة على مواطني ضفتي البحر الأبيض المتوسط. وتهدف هذه الوثيقة المشتركة التي ناقشناها مع الشركاء خلال زيارتي الأخيرة لبلدان المغرب العربي، إلى دعم شركائنا في جهودهم الرامية إلى المضي قدماً بالتكامل المغاربي. وتندرج ضمن استجابة الاتحاد الأوروبي

للمستجدات الأخيرة التي شهدتها المنطقة". وأضاف المفوض المكلف بالتوسيع وسياسة الجوار الأوروبية. ستيفان فول بأن هذه الوثيقة تستجيب لدعوات الجهات الفاعلة العامة والخاصة لبلدان المغرب العربي من أجل تحقيق تقدم في مجال التكامل. "لقد اقترحنا مجموعة واسعة من التدابير بهدف دعم الجهود المبذولة في هذا المجال، والإقرار بأن تحديد حجم وتيرة التكامل يعود للشركاء في المغرب العربي أنفسهم".

مذكراً بصفة خاصة بالخبرة الواسعة التي اكتسبها الاتحاد الأوروبي في مجال التكامل والاندماج، وشدد على أنه "بناء على هذه التجربة، نعتقد أن جهود التكامل داخل المنطقة المغاربية لن تجلب منافع حقيقية لسكان المنطقة فحسب، ولكن، في نهاية المطاف للاتحاد الأوروبي نفسه. ونتطلع إلى مناقشة هذه الاقتراحات مع حكومات البلدان المعنية، ومع الممثلين الاقتصاديين والمجتمع المدني".

وتعتبر الطاقة من بين مجالات توثيق التكامل بين بلدان المغرب العربي. وأكد المفوض المكلف بشؤون الطاقة غونتر اوتينجر: "إن الطاقة تؤدي دوراً هاماً في التنمية العامة للمنطقة، ونسعى من خلال خطة الطاقة الشمسية للمتوسط إلى مساعدة شركائنا".

وتدخل الوثيقة المشتركة في إطار الاستجابة الشاملة للاتحاد الأوروبي للأحداث الأخيرة التي شهدتها منطقة جنوب البحر الأبيض المتوسط، وتدلل على التزامه الكبير تجاه المنطقة، وتأتي أيضاً لاستكمال الدعم الكبير الذي يقدمه الاتحاد الأوروبي حالياً لبلدان المغرب العربي من خلال سياسة الجوار الأوروبية سواء على شكل معونات ثنائية أو إقليمية

## الجزائر تؤكد تمسكها بتطوير نشاطات الاتحاد من أجل المتوسط

الخارجية، مراد مدلسي بشأن تعزيز العلاقات بين الجزائر والاتحاد من أجل المتوسط.

وأكد وزير الخارجية الجزائري مراد مدلسي، والأمين العام للاتحاد من أجل المتوسط فتح الله السجلماسي على أهمية تطوير أنشطة الاتحاد من أجل المتوسط المبنية على أساس تنفيذ مشاريع ملموسة، وتعزيز التعاون الإقليمي وشبه الإقليمي وفق مفهوم الهندسة

أكدت السلطات الجزائرية دعمها القوي لتطوير أنشطة الاتحاد من أجل المتوسط على الصعيدين الإقليمي والشبه الإقليمي، وذلك في أعقاب زيارة عمل استغرقت يومين للأمين العام للاتحاد من أجل المتوسط فتح الله السجلماسي إلى الجزائر في نهاية شهر ديسمبر/ كانون الأول 2012.

وأجرى الأمين العام للاتحاد من أجل المتوسط خلال هذه الزيارة محادثات مكثفة مع رئيس الوزراء عبد المالك سلال، ووزير الشؤون

القطاعية للاتحاد من أجل المتوسط من أجل ضمان التنفيذ السريع للمراحل القادمة.

وتم تنظيم ندوة دراسية في مقر وزارة الخارجية الجزائرية قدم خلالها الأمين العام للاتحاد من أجل المتوسط السجل ماسي إسماعيل علاوة ، المدير العام لأوروبا بوزارة الخارجية، وصبرية بوقدم، المنسقة الجزائرية للاتحاد من أجل المتوسط إلى ستين من كبار المسؤولين من الإدارات القطاعية المختلفة، إلى جانب عرض أنشطة الاتحاد من أجل المتوسط وعلى وجه الخصوص تقييم التقدم المسجل في المشاريع الحالية وكذلك آفاق تعزيز التعاون بين الاتحاد من أجل المتوسط والجزائر

القابلة للتغيير. وأشادا بأفاق تنفيذ أهم مشاريع الاتحاد من أجل المتوسط في عام 2013.

وركز الأمين العام للاتحاد من أجل المتوسط على دور الجزائر كفاعل رئيسي في منطقة البحر الأبيض المتوسط وأهمية مشاركته النشطة في الاتحاد من أجل المتوسط لإعطاء دفع جديد للتعاون الإقليمي وشبه الإقليمي. كما أكد على ضرورة تسريع التكامل الإقليمي في جنوب البحر الأبيض المتوسط بصفة عامة وفي المغرب العربي بشكل خاص.

وتصدرت قطاعات النقل، والطاقة والمياه، والاقتصاد المناقشات بين الطرفين. كما أجرى الأمين العام للاتحاد من أجل المتوسط لقاءين هامين مع نسيب حسين، وزير الموارد المائية، وعمار تو، وزير النقل.

وتم اتخاذ قرارات لمتابعة هذه الاجتماعات من طرف زيارات الوفود

## نحو استراتيجية جديدة لخدمة التراث الثقافي المتوسطي

• التراث مجال متعدد التخصصات، لهذا ينبغي التعامل معه من مختلف أوجه التنمية، لاسيما في مجالات السياحة والطاقة والبيئة.



كيف يمكن إدماج التراث في سياسات التنمية؟ وكيف يمكنه أن يشكّل مصدرا من مصادر التشغيل؟ وكيف يمكنه أن يتحوّل إلى عامل من عوامل ترقية المواطنة؟

هي عيّنة من الأسئلة التي عكف عليها الخبراء الذين شاركوا في الندوة الختامية "أورميدي للإرث" في أواخر جانفي بمدينة فاس المغربية، من أجل إعداد الوثيقة النهائية والتوصيات التي خرجوا بها بخصوص مستقبل التراث الثقافي في المنطقة الأورومتوسطية.

ولقد ساعد تحليل نقدي للمكاسب والتحديات المنجزة على التوصل إلى جملة من الأفكار البناءة التي ستقام عليها الأعمال المستقبلية، مثل:

- الحفاظ على التراث بفضل تبيّنه من طرف المواطنين.
- استغلال التراث كعامل محدد لتنمية المجموعات المحلية من خلال المهارات المكتسبة (لاسيما منها التقليدية)، وبفضل خلق مناصب شغل.

العملية وتزامنا معها). بالتفاعل مع الجامعات والمدارس المتخصصة (انظر EPA) والتربية (التكوين والبحث)، وبالشراكة مع القطاع الخاص.

صرح رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي في المغرب، السفير إنديكو لاندابورو، في كلمته الترحيبية بالندوة، قائلا: "يملك التراث الثقافي إمكانات هائلة في مجال التنمية الاقتصادية والبشرية. وإذا كانت الأزمة الاقتصادية التي يعاني منها الاتحاد الأوروبي والعالم بصفة عامة، قد حذت من الموارد المسخرة لدعم برامج التعاون، إلا أن قضية التراث الثقافي جديرة بأن نستمر في الدفاع عنها. مثلما يجب أن يظل التراث مندرجا في جدول أعمال الاتحاد الأوروبي والدول الشريكة المتوسطة."

أثناء الندوة، توّج أكثر من مائة خبير في "برنامج" أورو ميد للإرث" على ستة أفواج عمل لمناقشة المسائل الهامة التي تطرقوا لها.

• يجب أن يساعد التراث على عقد علاقات شراكة منظمة تنظيما جيدا بين القطاعين الخاص والعام (التمويل والتسيير). وعلى وضع برامج خاصة باستقلالية المؤسسات المتوسطة والصغيرة، بمشاركة فعالة للمنظمات غير الحكومية والسكان ووسائل الإعلام.

• يفترض ترمين التراث وضع مقارنة إقليمية شاملة ودقيقة حول البعد والمسائل الاجتماعية وحول مشاكل السكن.

• طوّرت الدول الشريكة قدراتها ويتعين عليها الآن اتخاذ المبادرة للذهاب إلى أبعد مدى، مع إبقاء دعم ووساطة الاتحاد الأوروبي في إطار الشراكة الأوروبية المتوسطة.

لقد أطلقت عملية جديدة تهدف إلى إدماج التراث في سياسات التنمية، بغية تحسين مستوى حياة السكان. وتبرز هذه العملية مدى حاجة المقاربة الأفقية، بتدخل مختلف الوزارات و(أو) السلطات (قبل

## ملف خاص:

# اقتراحات الاتحاد الأوروبي لحل أزمة الساحل



صادق الاتحاد الأوروبي على مقارنة شاملة لمواجهة الأزمة في منطقة الساحل. ففي شهر مارس 2011، رحّب المجلس بتقديم الاتحاد الأوروبي لإستراتيجية من أجل الأمن والتنمية في منطقة الساحل. تقوم على الفرضيات القائلة بأن التنمية والأمن مرتبطان فيما بينهما ارتباطا وثيقا ويمكنهما أن يتدعم أحدهما بالآخر. وبأن الأزمة المعقدة التي تعصف بالساحل تستلزم حلا إقليميا. وفي يوم 23 جويلية، صادق المجلس على التوصيات التي ترمي إلى الإسراع في تطبيق هذه الإستراتيجية.

المرتبطة بالتنمية والأمن. والمقدرة بـ167 مليون أورو. وتتمحور هذه المشاريع حول أربعة محاور:

• التنمية. الحكم الراشد وتسوية النزاعات الداخلية.

• العمل السياسي والدبلوماسي.

• الأمن ودولة القانون.

• وأخيرا، مكافحة التطرف العنيف والتوجه الراديكالي.

منذ اندلاع المعارك في بادية عام 2012 في شمال مالي، ظهرت مجموعات من مشارب شتى، أغلبها مرتبطة بالقاعدة ارتباطا صريحا، استطاعت

لقد أعرب الاتحاد الأوروبي عن انشغاله بتدهور الوضع السياسي والأمني والإنساني وأحوال حقوق الإنسان في منطقة الساحل منذ بداية عام 2000. هذا الوضع زاد تأزم بفعل عواقب الأزمة الليبية مع أنه كان موجودا قبل هذه الأزمة.

في هذا الصدد، تبيّنت أهمية إستراتيجية الاتحاد الأوروبي للأمن والتنمية في منطقة الساحل، التي بدأ سريانها في موريتانيا والنيجر ومالي، من أجل دعم انسجام المقاربة التي تعتمدها الاتحاد الأوروبي لمواجهة الأزمات. ولقد خصص الاتحاد أكثر من 660 مليون أورو للمنطقة برسم الصندوق الأوروبي العاشر للتنمية (2007-2013). كما سخر الاتحاد في إطار إستراتيجيته لمنطقة الساحل، موارد مالية إضافية للمشاريع

بالاشتراك مع الأمم المتحدة. كما أنه يقيم علاقات عمل متينة مع المجموعة الاقتصادية لبلدان غرب أفريقيا ومع الجزائر وموريتانيا.

**بعثة مدنية " EUCAP الساحل - بجر" تندرج في إطار سياسة الأمن والدفاع المشترك (PSDC)**

في جويلية 2012، أرسل الاتحاد الأوروبي بعثة مدنية أطلق عليها اسم " EUCAP الساحل"، هدفها مكافحة الإرهاب والإجرام المنظم. وستسعى البعثة خلال فترة عملها التي تستغرق عامين، إلى ما يلي:

- توفير الإرشادات والمساعدة لتطبيق الجانب الأمني من الإستراتيجية النيجرية للأمن والتنمية على المستوى الوطني، بالتعاون مع متدخلين آخرين.

- دعم التنسيق الإقليمي والدولي في مجال مكافحة الإرهاب والإجرام المنظم.

(ج) تعزيز دولة القانون بفضل تطوير القدرات في مجال التحقيق الجنائي وإعداد برامج تكوين ملائمة.

(د) تحسين مستوى أداء قوات الأمن النيجرية (الدرك، الحرس الوطني والشرطة الوطنية) على المدى الطويل.

(هـ) المساعدة على إحصاء وبرمجة وتطبيق البرامج في المجال الأمني.

خصصت للبعثة ميزانية سنوية بقيمة 8.7 مليون أورو. وهي تعتمد في أفق ديسمبر 2012، على خمسين خبيرا دوليا، بوليسيا وعسكريا. تحت إشراف قائد البعثة، العقيد فرانسيسكو اسبينوزا نافاس. علما بأنه تم وضع آلية تنسيق بين البعثة والوزارات المختصة، تحت وصاية الوزير الأول.

وسيولى اهتمام خاص للجهود المشتركة فيما يخص مشاريع أخرى، ثنائية أو مشاريع الاتحاد الأوروبي الممولة من طرف الصندوق الأوروبي للتنمية، أو آلية الاستقرار للمفوضية الأوروبية أو من طرف دول أعضاء في الاتحاد الأوروبي.

في إطار التعاون الإقليمي بين قوات الأمن النيجرية والمالية والموريتانية في مكافحة الإرهاب والإجرام المنظم، وكذلك في إطار البحث عن إمكانية اقتراح مبادرات جديدة بطلب من السلطات الوطنية المعنية، تم تعيين ضباط اتصال في باماكو ونواكشوط.

**اقترح حل للأزمة الغذائية وانعدام الأمن الغذائي على المدى الطويل في منطقة الساحل**

يعاني الساحل الغربي من أزمة أمن غذائي مزمنة، ناجمة عن ضعف

أن تمدد من نفوذها وتنشئ مناطق لجوء لنشاطات إرهابية وإجرامية. ولقد أجبرت أعمال العنف 446 ألف مالي للهروب من ديارهم، وزادت من تعقيد الأزمة الغذائية. بحيث أن المجاعة باتت تهدد أكثر من 18 مليون شخص في كامل منطقة الساحل. وهذا السياق، رصدت اللجنة الأوروبية مبلغا بقيمة 172 مليون أورو من الميزانية التي تخصصها للمساعدة الإنسانية، وأطلقت شراكة دولية للصمود في الساحل (التحالف العالمي من أجل مبادرة صمود - AGIR).

فيما يخص الوضع في مالي، أكد مجلس الشؤون الخارجية في توصياته الأخيرة على عزم الاتحاد الأوروبي على:

- استئناف تعاونه تدريجيا في التنمية الذي تم تجميده مؤقتا بعد انقلاب 21 مارس 2012، وهذا فور المصادقة على خارطة طريق مقبولة تمكن من تحقيق هذه الأهداف، تبعا للخطوات الملموسة المنجزة.

- تقديم دعم مالي للبعثة الدولية المتواجدة في مالي لمساعدة هذا البلد، تحت وصاية أفريقية من خلال الآلية المسماة "تسهيل السلم من أجل إفريقيا".

- إرسال بعثة مختصة في التكوين العسكري EUTM مالي، من مهامها المساهمة في تكوين قدرات القوات العسكرية المالية، وكذا توفير تمارين وإرشادات في مجالي القيادة والمراقبة، والسلسلة اللوجستية والموارد البشرية، وكذا في مجال القانون الإنساني الدولي، وحماية المدنيين وحقوق الإنسان. علما بأن البعثة لن تشارك في العمليات القتالية. ذلك أن الاتحاد الأوروبي مصمم على المساهمة بفعالية في عملية انتقال سلمي ومقبول. وفي البحث عن حلول دائمة للأزمة الأمنية في شمال مالي وفي منطقة الساحل بشكل عام، بالتنسيق الوثيق مع جهات إقليمية ودولية أخرى.

**الجهود الدبلوماسية البذولة بالتعاون مع جهات وطنية وإقليمية ودولية**

يواصل الاتحاد الأوروبي جهوده الدبلوماسية التي يبذلها بالتعاون مع الجهات الوطنية والإقليمية والدولية المعنية بإيجاد تسوية للأزمة في منطقة الساحل، كما أقام حوارا دائما في أعلى المستويات مع السلطات المكلفة بإدارة المرحلة الانتقالية في مالي.

يؤيد الاتحاد الأوروبي دعم التنسيق الدولي في هذا الصدد، ويعتبر أن بإمكان المبعوث الخاص للأمن العام للأمم المتحدة، رومانو برودي، أن يلعب دورا هاما في هذا المسعى.

يجدر الذكر أن الاتحاد الأوروبي عضو أساسي في المجموعة الدولية لمساندة ومتابعة الوضع في مالي، التي يرأسها الاتحاد الإفريقي

• الفوارق الاقتصادية الإقليمية (بين بلدان الساحل والبلدان الساحلية) وضعف الصمود أمام الهزات الاقتصادية الخارجية (مثل أزمة أسعار المواد الغذائية عام 2008) كل ذلك يساهم في هشاشة الساحل بشكل محسوس. يُستنتج من ذلك أن أزمة الأمن الغذائي في الساحل هي قبل كل شيء مشكلة عوائد وليست مشكلة إنتاج. فبلد مثل السنغال، الذي يستورد قرابة النصف من المواد الغذائية اللازمة للاستهلاك، يعاني من أزمة أمن غذائي أخف من تلك التي يعاني منها النيجر. مثال آخر، النقص العام في الاستفادة من أبسط وسائل العلاج لأسباب اقتصادية، هو السبب الأكبر في سوء التغذية الذي يعاني منه أطفال ما دون الخامسة والنساء الحوامل أو المرضعات.

• ضعف المالية العامة والمؤسسات الوطنية في بعض البلدان يمنع من إيجاد حلول ملائمة أمام الأزمات المتراكمة التي تعصف بالمنطقة. غير أن المبالغ الهائلة التي سخرتها الجهات المانحة، لاسيما المفوضية الأوروبية، ساهمت في تحسين الوضع قليلا في السنوات الأخيرة.

إن الخطر الداهم والطابع المتكرر للأزمة التي تمس منطقة الساحل، تستدعي حلا فوريا لمساعدة السكان المحتاجين وفي نفس الوقت إستراتيجية على المدى الطويل للحد من الأخطار المزمنة الناجمة عن أزمة الأمن الغذائي وتحسين قدرة السكان على الصمود.

المساعدة الإنسانية، رصدت المفوضية مبلغا إجماليا بقيمة 337 مليون أورو كمساعدة إنسانية في عام 2012 لمواجهة الأمة التي تمر بها منطقة الساحل.

لدعم قدرة بلدان المنطقة على مواجهة الوضع الحالي، صادق الاتحاد الأوروبي على خطة من ثلاث مراحل قائمة على تنسيق وثيق بين الوكالات الدولية المختصة في المساعدة الإنسانية وفي المساعدة من أجل التنمية، وبين الحكومات الوطنية، هذه المراحل الثلاثة الرئيسية وجدولها الزمني، سنة 2012، تتمثل في: "التخفيف والإعداد" (نوفمبر 2011- فيفري 2012)، "التدخل العاجل" (مارس - سبتمبر 2012) و"التقويم/دعم القدرة على الصمود" (بعد سبتمبر 2012).

مشروع الاتحاد الأوروبي من أجل التنمية على المدى الطويل، إضافة إلى المساعدة الإنسانية، يشرف الاتحاد الأوروبي على برامج تنموية، مولة من ميزانيتها ومن الصندوق الأوروبي للتنمية، فهناك مشاريع بمبالغ تفوق 200 مليون أورو مقرر أو جارية في بوركينا فاصو، ومالي والنيجر وموريتانيا وتشاد، وبسبب تفاقم الأزمة الغذائية، قررت المفوضية الأوروبية تخصيص 164.5 مليون أورو إضافية، ستوزع بين ستة بلدان من غرب إفريقيا: موريتانيا (13 مليون أورو)، بوركينا فاصو (17 مليون أورو)، مالي (15 مليون أورو)، النيجر (42.5 مليون أورو)، تشاد (35 مليون أورو).



الإنتاج الوطني وارتفاع أسعار المواد الغذائية في الأسواق الدولية، أو لفائض في الإنتاج الزراعي المحلي الذي يتسبب في تذبذبات سريعة للأسعار. إلا أن بعض المناطق تعاني من أزمة أمن غذائي بشكل دائم. أما نسبة سوء التغذية الحادة في بلدان الساحل (بوركينا فاصو، تشاد، مالي، موريتانيا والنيجر)، فهي دائما فوق حد الخطر المعترف به دوليا، وهي 10 بالمائة، وحسب التقديرات، يؤدي سوء التغذية أو مسبباته المباشرة إلى موت 226 ألف طفل في المعدل سنويا، سواء كان هناك نزاع أو لم يكن.

وبالنسبة لعدد كبير من دول الساحل، بما في ذلك في شمال بعض البلدان الساحلية من أفريقيا الغربية، كانت الأزمة 2012 عواقب أخطر مما كان من قبل.

هناك عوامل كثيرة تفسر الصعوبات التي وجدت لضمان تمويل غذائي كافي وعوائد مقبولة في مناطق الساحل، نذكر منها:

• تغير المناخ وتدهور الأنظمة البيئية يسببان في عدم انتظام سقوط الأمطار.

• النمو الديمغرافي هو من الأكثر ارتفاعا في العالم (يتضاعف سكان الساحل في المعدل في كل 25 سنة)، مما يزيد من الضغط على الموارد الطبيعية والتمويل الغذائي.

• الفقر المزمن، يحتل بلدان الساحل آخر المراتب في الترتيب الأممي للتنمية البشرية لعام 2011 (من مجموع 187 بلد مصنّف في القائمة، يحتل النيجر المركز الـ186، وبوركينا فاصو المرتبة الـ181، والتشاد المرتبة الـ183، ومالي المرتبة الـ175، وموريتانيا المرتبة الـ159).



أورو). وأخيرا السنغال (5 ملايين أورو). إضافة إلى مبادرات أخرى لفائدة غرب أفريقيا (38 مليون أورو).

يعتزم الاتحاد الأوروبي مواصلة وتكثيف العمل الذي تقوم به في المنطقة: دعم الصمود، مكافحة الأسباب الرئيسية لسوء التغذية، تحسين إدارة الأسواق الإقليمية، وتعزيز القدرة إقليمية ووطنيا على الحد من أخطار الكوارث.

وضمن هذا السعى، تستمر بعثة الاتحاد الأوروبي التكوينية في عملها.

## برنامج أروميد الثالث للشرطة: الفساد الدولي في جدول أعمال الملتقى التكويني حول التعاون الأورو متوسطي

• مختلف مستويات وجوانب الفساد في العالم. يمكن قياس المستوى بوسائل مختلفة. من بينها إجراء دراسات استقصائية من طرف منظمات غير حكومية متخصصة في هذا المجال والتي تعكس مشاعر المواطنين في بلد أو آخر. ورغم أن هذه الاستطلاعات يمكن تتعرض للانتقادات فإنها تسمح بتحديد الاتجاهات وإجراء مقارنات.

• الطرق المختلفة للكشف عن أعمال الفساد والخلفية القانونية الدولية (اتفاقيات الأمم المتحدة ومنظمة التعاون والتنمية الاقتصادية).

• أهمية التعاون الدولي من أجل القيام بتحقيقات فعالية في هذا المجال وضرورة مراقبة أحسن للنظام المصرفي.

يهدف يوروميد للشرطة الثالث إلى تعزيز القدرات المهنية لخدمات الشرطة / قوات الأمن لدول جنوب المتوسط. إلى جانب تطوير التعاون الدولي في مجال الشرطة بين الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي ودول جنوب البحر الأبيض المتوسط. وكذلك بين دول جنوب البحر الأبيض المتوسط في حد ذاتها. وذلك في مجال مكافحة الجوانب الرئيسية للجريمة المنظمة (الإرهاب، تهريب المخدرات، الاتجار بالبشر، الجريمة المالية، جرائم الإنترنت، الاتجار بالأسلحة، التهريب والتزوير، والمخاطر الناجمة عن الأحداث الكبرى، وغيرها). وثمة هدف آخر على المدى الطويل يتمثل في خلق شبكة للشرطة المحترفة من أجل تحسين التعاون وتبادل الممارسات الجيدة والخبرات



عقد مشروع يوروميد للشرطة الثالث الممول من طرف الاتحاد الأوروبي ندوته التدريبية السادسة حول موضوع "مكافحة الفساد الدولي" في كوفنتري، المملكة المتحدة، في شهر ديسمبر / كانون الأول الماضي. وحضر هذا اللقاء 23 ممثلا من سبع دول من جنوب البحر الأبيض المتوسط وهي الجزائر، مصر، إسرائيل، الأردن، لبنان، المغرب والسلطة الفلسطينية.

وتناولت الحلقة الدراسية المواضيع التالية :

• تأثير الفساد.

## النمو والتشغيل:

# أولويتنا برنامج عمل 2013 للمفوضية الأوروبية

في مجالات مثل الرسم على القيمة المضافة والفوترة وتشجيع اتفاقيات الشراكة بين القطاعين الخاص والعام في ميادين البحث.

• **ضمان ربط أوروبا** بتحرير قطاع الطاقة، وترقية الاستثمار في التدفق العالي وتحديث وسائل النقل واللوجستك.

• **دعم التشغيل** بتعزيز الخدمات العمومية الخاصة بالتشغيل وبتشجيع الإدماج الاجتماعي.

• **حسن استعمال الطاقة والموارد والبيئة**. باعتماد سياسات نمو مستدامة تسمح بالاستجابة للاحتياجات في الطاقة ومواجهة التغيرات المناخية وتحسين نوعية الهواء وتسيير النفايات.

• **بناء أوروبا آمنة**. بإنشاء نيابة أوروبية مكلفة بمتابعة التجاوزات والمخالفات الخاصة بالأموال الأوروبية. وذبك بمكافحة تهريب الأسلحة النارية وبدعم الامتيازات التي توفرها المواطنة الأوروبية.

• **الدفاع عن المصالح والقيم الأوروبية** على الساحة الدولية. بالتوقيع على اتفاقيات تجارية جديدة. وبإقامة تعاون محددة مع دول جوار الاتحاد الأوروبي. وبمواصلة العمل في مجال المساعدة من أجل التنمية. الذي يحتل فيه الاتحاد الأوروبي المركز الأول عالمياً.

كما تسهر المفوضية على التطبيق الفعلي للإجراءات المتخذة.

وستبدأ بالعمل بالتنسيق مع البرلمان الأوروبي والمجلس. وكذا مع البرلمانات الوطنية والجهات المعنية للتوصل إلى نتائج ملموسة لفائدة مواطني الاتحاد الأوروبي.



عرضت المفوضية أولوياتها لسنة 2013. وتمثل في عودة الاتحاد الأوروبي للانفعال بالنمو وإنعاش التشغيل.

ويبقى الهدف الأساسي لم يتغير. وهو الخروج من الأزمة الاقتصادية وإعادة الاتحاد الأوروبي على سكة النمو المستدام. يتضمن برنامج العمل مجموعة من العمليات التي تسعى إلى تحفيز القدرة التنافسية وإصلاح النظام المالي وتعزيز الاتحاد.

ويصبو إلى تحقيق الأهداف التالية:

• **دعم الاستقرار والشفافية وحماية المستهلكين** في المجال المالي. في إطار مشروع من أجل **اتحاد اقتصادي ونقدي حقيقي**.

• **تحفيز القدرة التنافسية** بفضل السوق الموحدة وتنسيق السياسة الصناعية: التقليل من التكاليف التي تتحملها المؤسسات



# تصريح الممثلة السامية، السيدة كاترين أشتون، عن اليوم العالمي للمرأة، 8 مارس 2013

ومنع جميع أشكال العنف ضد النساء والفتيات على هامش الدورة 57 للجنة الأمم المتحدة لوضع المرأة.

إن العنف ضد النساء والفتيات في جميع أنحاء العالم أصبح ظاهرة عالمية. والاتحاد الأوروبي يعمل بلا كلل للتوصل إلى اتفاق واسع النطاق ضد جميع أشكال العنف ضد المرأة.

على مدى العقد الماضي، دعم الاتحاد الأوروبي أكثر من 100 مشروع لمنع العنف ضد النساء والفتيات. تبلغ قيمتها الإجمالية 80 مليون أورو. ويشمل هذا البرنامج الذي يتولى تمويله الاتحاد الأوروبي دعم المجتمع المدني والجامعات والسلطات المحلية في عملها اليومي لمكافحة العنف ومساندة الضحايا.

الآن الأوان للتسريع في تحقيق المساواة بين الجنسين. بتوحيد قوانا من أجل بناء المستقبل لجميع الرجال والنساء في السلم والرخاء.

العالم، حيث يعتبر الأولياء أن البنات تشكل عبئا ماليا ثقيلا عليهم. فيما يمارس البعض حرق الزوجات بالنار، لمعاقبة النساء التي يعتبر مهرهن قليلا أو عند الرغبة في استبدال زوجة بزوجة جديدة. ويمس قطع الأعضاء التناسلية عند النساء حوالي 140 مليون فتاة وامرأة في العالم. وتموت امرأة في كل دقيقة أثناء الولادة.

تشير الإحصائيات أن 50 مليون طفل من مجموع 72 مليون غير متدرسين في العالم هم فتيات. وفي 47 بلد أفريقي من أصل 54، للفتيات حظوظ تقل عن 50 بالمائة لإتمام دراستهن. وينتج عنه أن النساء يمثلن ثلثي مجموع السكان الذين يعيشون تحت خط الفقر. وتشير المنظمة الدولية للعمل أن 12.3 مليون شخص في العالم يستعملون بشكل دائم كيد عاملة إجبارية، بما في ذلك الاسترقاق الجنسي. أغلبيتهم من النساء.

من الوسائل الأكثر فعالية لوضع حد لمعاناة النساء، وتحفيز النمو الاقتصادي وتشجيع التنمية الخاصة بالعنصر النسوي. الاستثمار في التربية. وبعتراف العديد من المنظمات، من البنك العالمي إلى غولدمان ساتش، إن استقلالية النساء والفتيات يعد السلاح الأكثر فعالية لمحاربة الفقر والتطرف في العالم. وحسب كبير الخبراء

أدلت كاترين أشتون، الممثلة السامية للاتحاد الأوروبي للشؤون الخارجية والسياسات الأمنية ونائبة رئيس المفوضية، اليوم بالتصريح التالي:

”اليوم نحتفل باليوم العالمي للمرأة. تسعى النساء في جميع أنحاء العالم جاهدات لبناء مستقبل بلا دهن ومجتمعاتهن وأسرهن. وتناضل جميع النساء من أجل الحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية. من دون خوف ولا عنف.

أينما أسافر، التقيت بنساء شجاعات يكافحن من أجل حقهم في لعب دور مساوي لدور الرجل، لمستقبل الديمقراطية في بلدانهم. وهن مصدر إلهام لي. وللنساء في الاتحاد الأوروبي وللنساء في جميع أنحاء العالم. وأغتنم هذه الفرصة لأحييهن اليوم.

اليوم، يجتمع أكثر من 5 آلاف شخص في نيويورك لمناقشة القضاء

في يوم 8 مارس من كل سنة، نحتفل باليوم العالمي للمرأة. إنه لمن دواعي السرور أن نلمس حجم الإنجازات التي حققت في ظرف مدة تزيد عن القرن قليلا. منذ الاحتفال الأول بعيد المرأة عام 1909، في تحسين وضع المرأة والفتيات. ومع ذلك، هي دائما فرصة للتذكير بالمظالم الكثيرة التي تشكو منها النساء في مجتمعاتنا.

يعد العنف والانتهاكات التي تتعرض لها النساء من أكبر تحديات هذا القرن، وهي تشكل ظاهرة عالمية تعبر الحدود والأجيال. لهذا خصص عيد المرأة لهذه السنة، للتنديد بأشكال العنف التي تمارس ضد النساء والفتيات. نعرف أن لجنس الطفل في كثير من المجتمعات تأثير حاسم على سلامته البدنية وعلى حظوظ تدرسه، بل وحتى على متوسط عمره.

في الصين، تموت عشرات الآلاف من البنات الرضع كل سنة، بسبب نقص في التغذية أو في العلاج. وفي غالب الأحيان، لا يوليهن أولياؤهن نفس الاهتمام الذي يولوه للبنين. وفي الهند، تبين الأرقام أن الوضع هناك غير مختلف: فنسبة الوفيات عند الفتيات ما بين سنة وخمس سنوات تفوق نسبة الوفيات عند الذكور من نفس السن بنحو 50 بالمائة. ولا يزال قتل البنات معمولا به في عدة أصقاع من

لن يتحقق الاستقرار والتنمية على المدى الطويل، إلا إذا تمت تسوية إشكاليات العنف والتمييز الجنسي والحرمان من الخدمات الصحية ومن التعليم. إن مئات المشاريع والمبادرات التي يمولها الاتحاد عبر العالم، تندرج ضمن مسعانا التنموي والوقائي الشامل.

إننا نعمل جاهدين على الرفع من نسبة مشاركة المرأة في الحياة السياسية والاجتماعية. بإصدار مثلا بطاقات تعريف للميوني امرأة مصرية. كما أن المشاريع الاستثمارية الصغيرة في إفريقيا وآسيا وفرت وسائل عيش جديدة لآلاف من الأشخاص. وساهمت في محو الخلفيات الاجتماعية السلبية إزاء النساء والفتيات. وبفضل استثمارات الاتحاد الأوروبي في مدارس جديدة ومراكز تربية غير رسمية بباكستان. صار 60 بالمائة من الطلبة المسجلين في هذه المؤسسات فتيات.

في السنوات العشر الأخيرة، دعم الاتحاد الأوروبي 100 مشروع مخصص مباشرة لمكافحة العنف على النساء والفتيات. بمبلغ قيمته 80 مليون أورو. وهناك أيضا البرنامج الأوروبي "دافني" مثلا، الذي يقدم مساعدة مالية للجامعات والمجتمع المدني والسلطات المحلية في عملها اليومي لمحاربة العنف ومساعدة الضحايا.

ولكن حتى في الدول المتقدمة، لا يزال الطريق طويلا. النساء يتحصلن اليوم على أكثر من 50 بالمائة من الشهادات الجامعية ويحتلن مراتب أفضل في دفعاتهن من زملائهن الذكور. في حين، لا نجد سوى 21 بالمائة من النساء ضمن قائمة تضم 500 من أكبر القادة المسيرين في آخر ترتيب نشرته مجلة "فورتيون". فلو تشارك المرأة في الحياة العملية بنفس المستوى في الولايات المتحدة. وفي منطقة الأورو وفي اليابان، سيزيد بلا شك الناتج الداخلي الخام فيها بشكل لافت ويكون برقمين.

وعليه، يتجلى أن استقلالية الفتيات والنساء لا يشكل فقط واجبا أخلاقيا، وإنما يشكل أيضا حلا لعدد من التحديات الصعبة التي نواجهها لتحفيز التنمية والسلام. سواء بدفع النمو الاقتصادي أو بالحد من النزاعات ومن الإرهاب على الصعيد العالمي. والجميع في كل الحالات سيستفيد من ترقية المرأة. لهذا السبب علينا أن ندافع عن قضية النساء والفتيات، ليس فقط اليوم وإنما كل يوم.

الاقتصاديين سابقا في البنك العالمي، لاري سامرز، "إن الاستثمار في تربية الفتيات يمكن أن يكون الشكل الاستثماري الأكثر مردودية في البلدان السائرة في طريق النمو."

وفي كثير من البلدان الفقيرة، نجد أن النساء هن اللواتي يشكلن المورد الرئيسي غير المستغل. وليس النفط أو المعادن النفيسة. وتوفر النساء 66 بالمائة من الإنتاج العالمي الإجمالي و50 بالمائة من الإنتاج الغذائي. وبالرغم من ذلك، لا يكسبن سوى 10 بالمائة من المداخيل العالمية ولا يملكن سوى 1 بالمائة من الأملاك العقارية. ولو كانت للنساء نفس القدرة على استغلال الموارد الزراعية، لانخفض عدد الأشخاص الذين يعانون الفقر بـ100 إلى 150 مليون سنويا. ومن المعلوم أيضا أن النساء ينفقن أموالهن بعقلانية أكبر. بحيث يبنين دراسات أنهن يستثمرن الجزء الأكبر من عوائدهن في التربية وفي شراء الغذاء لأسرهن ومجموعاتهم.

لكل شخص الحق في نفس الفرص للاستفادة من التربية ومن الخدمات الصحية ونفس الفرص للمشاركة الفعلية في الحياة السياسية والاجتماعية. بالإضافة إلى أن المساواة بين الجنسين تعتبر عاملا أساسيا لتسوية النزاعات وتذليل الصعوبات الاقتصادية. وإن الإدماج الكامل والكلي للنساء في المجتمع وفي الاقتصاد عنصر حاسم لتقييم نجاح انتقال المجتمعات عبر العالم. وعنصر أساسي لتعميق الديمقراطية.

نقدّر جميعا حجم الكفاءات المهذورة الناجمة عن رفض أي مجتمع لكسر حاجز الفوارق. لأن كل هذه المهندسات والعلميات والطبيبات والراقصات المفترضات اللواتي لم يكتب لهن أن يحققن حلمهن. هي بمثابة مآسي شخصية بقدر ما هي خسائر للمجتمع برمته.

لتربية الفتيات والإدماج الكامل والكلي للنساء في الحياة السياسية والاجتماعية والاقتصادية أثر أيضا على استقرار مجتمعاتنا. لهذا السبب، يجب أن تكون المساواة بين الجنسين في صلب المناقشات المقررة في إطار التنمية لما بعد 2015. فينبغي على النساء أن يستفدن من مبدأ المساواة بين الجنسين والتنمية، على أن يكون مبنيا على الحقوق. مثلما تبينه الأرقام الواردة أدناه.

## الاتحاد الأوروبي يخصص 25 مليون أورو، لمساعدة المكتب الأمي للاجئين على خلق مناصب شغل جديدة في قطاع غزة وإعانة الأسر الفلسطينية المحتاجة.

من أجل تدفق السلع وتنقل الأشخاص الأمر الذي سيسمح بإعادة الإعمار والانتعاش الاقتصادي في غزة.

وأكد مدير العمليات في الأونروا في غزة روبرت تيرنير: "سوف تساعد هذه المساهمة المالية في التخفيف من آثار الأزمة الاقتصادية الطويلة الأمد على عائلات اللاجئين الفلسطينيين المعوزين من خلال توفير فرص عمل قصيرة الأجل ودخل تشتد الحاجة إليه لأكثر من 10.000 فرد". "وعلى مستوى أوسع، فإن هذا الضخ النقدي على الاقتصاد المحلي سيوفر أيضا دعما حيويا للصناعة في القطاع الخاص، مما يساهم في النمو الاقتصادي في قطاع غزة."

يعتبر الاتحاد الأوروبي أكبر جهة مانحة متعددة الأطراف لتقديم المساعدات الدولية للاجئين الفلسطينيين. وبين عامي 2000 و 2012 قدم الاتحاد الأوروبي وحده، باستثناء الدول الأعضاء، أكثر من 2 مليار يورو كدعم للأونروا. وقد سمح هذا التمويل بتحقيق التنمية البشرية للاجئين الفلسطينيين الأكثر عزوا في غزة والضفة الغربية، والأردن، ولبنان وسوريا. الأونروا وكالة تابعة للأمم المتحدة تأسست في عام 1949 بموجب قرار من الجمعية العامة وأنيطت إليها مهمة توفير المساعدات والحماية لنحو 5 ملايين لاجئ فلسطيني مسجل

أعلن الاتحاد الأوروبي عن تقديم مساهمة مالية بقيمة 14 مليون يورو لصالح برنامج خلق فرص العمل لوكالة الأمم المتحدة لإغاثة وتشغيل اللاجئين الفلسطينيين (الأونروا) — المكتب الميداني في غزة. وسيتم خلال هذه المساهمة الأوروبية توفير أكثر من 5.000 وظيفة للاجئين الفلسطينيين من أجل دعم الأونروا والشركاء في تقديم الخدمات الأساسية للمجتمع على نطاق واسع.

وسوف يدعم العمال في برنامج خلق فرص العمل خدمات الوكالة في مجالات حيوية تتضمن التعليم والصحة والتخلص من النفايات الصلبة وخدمات الإغاثة. وبالإضافة إلى ذلك، سيتم توفير أكثر من 6.000 فرصة عمل خلال السنوات الثلاث القادمة من أجل دعم القطاع الخاص والمساهمة في النمو الاقتصادي في غزة. وسوف تساهم هذه الوظائف في التخفيف من الاعتماد على المعونات، علاوة على توفير خبرة مهنية قيمة.

ويتم توفير هذه المساهمة من خلال أداة إستراتيجية تابعة للاتحاد الأوروبي تعرف باسم أداة الاستقرار تم تصميمها للاستجابة للالتزامات في جميع أنحاء العالم. وسوف توفر هذه الموارد المالية فرص عمل لمجموع 7.270 من العمال غير المهرة و3.712 من العمال المهرة (بما في ذلك أصحاب المهن والحرفيين).



وصرح ممثل الاتحاد الأوروبي السيد جون غات — راتر: "إن دعمنا الجديد هو استجابة مباشرة لارتفاع نسبة البطالة في قطاع غزة وآثارها الاقتصادية الوخيمة. ومن خلال توفير موارد مالية لازمة لصالح برنامج خلق فرص العمل للأونروا — حيث توجد شراكة قوية وطويلة بين الأونروا والاتحاد الأوروبي — يمكننا توفير إغاثة فورية للعديد من العائلات المحرومة. وتؤكد مساهمتنا هذه على دعمنا لتطلعات المواطنين الفلسطينيين في غزة في عيش حياة طبيعية. والعمل وتوفير لقمة العيش لعائلاتهم. وقد كان الاتحاد الأوروبي واضحا جدا فيما يتعلق بالضرورة الماسة لفتح المعابر بالكامل

## الاتحاد الأوروبي يساهم بمبلغ 11 مليون يورو لمساعدة الأسر الفلسطينية الفقيرة



ويتم دفع هذه المبالغ عبر شبكة البنوك المحلية.

ويتم توجيه معظم مساعدات الاتحاد الأوروبي للسلطة الفلسطينية عبر آلية بيغاس. الآلية المالية التي أطلقت في عام 2008 لدعم خطة الإصلاح والتنمية للسلطة الفلسطينية (2008 — 2010) والخطة الوطنية الفلسطينية اللاحقة (2011 — 2013). وإلى جانب مساعدة السلطة الفلسطينية في تغطية جزء هام من المصاريف الجارية، تدعم الأموال الأوروبية برامج هامة للإصلاحات والتنمية في وزارات رئيسية من أجل مساعدة السلطة الفلسطينية على الإعداد إقامة دولة تتماشى مع الخطة المقترحة من طرف رئيس الوزراء سلام فياض في شهر أغسطس / آب 2009. ومنذ شهر فبراير / شباط 2008، تم صرف 1.4 مليار يورو عبر برامج الدعم المالي المباشر لآلية بيغاس. وبالإضافة إلى ذلك، وفر الاتحاد الأوروبي مساعدات للشعب الفلسطيني عبر الأنزوا ومجموعة واسعة من مشاريع التعاون

بلغت مساهمة الاتحاد الأوروبي الأخيرة لمساعدة السلطة الفلسطينية على دفع المخصصات الاجتماعية للعائلات الفلسطينية الفقيرة والمحرومة في الضفة الغربية وقطاع غزة حوالي 11 مليون يورو. وسوف يستفيد من هذه المساهمة التي تم الإعلان عنها خلال الأيام الأخيرة من عام 2012 والتي توجه عبر آلية بيغاس، 54.900 أسرة فلسطينية في أمس الحاجة إليها. ويعيش أكثر من نصف السكان المعينين في قطاع غزة.

وتعيش العائلات المستفيدة التي تم خديدها بالتعاون مع وزارة المالية للسلطة الفلسطينية في فقر مدقع وتلقى مساعدة في إطار برنامج وطني للتحويلات النقدية تديره وزارة الشؤون الاجتماعية الفلسطينية — و يهدف إلى توفير شبكة أمان أساسية للفلسطينيين الأكثر فقرا وحرمانا في الضفة الغربية وقطاع غزة، من خلال التحويلات النقدية والمساعدات العينية.

وصرح ممثل الاتحاد الأوروبي السيد جون غات — راتر: ”هذه هي المساهمة الأخيرة للاتحاد الأوروبي لهذا العام بالنسبة لبرنامج التحويلات النقدية لوزارة الشؤون الاجتماعية للسلطة الفلسطينية من أجل مساعدة الأسر الفلسطينية الأكثر حرمانا. إنه ثمرة عام من التعاون مع الوزارة، وليس هو الأخير لأننا انتهينا من عمل مشترك طويل الأمد من أجل تطوير نظام عادل، وشامل وفعال للحماية الاجتماعية في الأراضي الفلسطينية المحتلة. وهذا العمل الهام لبناء المؤسسات — الذي سيستمر — يقترن مع المساهمات المنتظمة لدفع المخصصات الاجتماعية مثلما تم اليوم. أود أيضا أن أشكر جميع الجهات المانحة — وهي النمسا وبلجيكا وسويسرا — على دعمها لهذا البرنامج على مدار العام ووضع ثقتها في آلية بيغاس لتوجيه أموالها“.

## لضمان دعم متواصل للسلطة الفلسطينية، استعرض الاتحاد الأوروبي المرحلة الأولى من خطته لإعانة السكان الفلسطينيين لسنة 2013

يتضمن القرار جانبيين: الجانب الأول يتمثل في غلاف بقيمة 60 مليون أورو مخصصة للآلية ”PEGASE“ التي تدعم خطة التنمية الوطنية الفلسطينية من خلال مساعدة السلطة الفلسطينية لتمويل العجز في ميزانيتها وتنفيذ برنامجها الإصلاحي والوفاء بالتزاماتها إزاء الموظفين والمتقاعدين والمواطنين الأكثر احتياجا.

قرّر الاتحاد الأوروبي تقديم الجزء الأول من خطته لمساعدة السكان الفلسطينيين في عام 2013 إلى بداية السنة لضمان الدعم المستمر للسلطة الفلسطينية و ل مكتب الأمم المتحدة للإغاثة واللاجئين الفلسطينيين في الشرق الأدنى (الأنزوا)، والذي يوفر خدمات أساسية للشعب الفلسطيني.



وضمن سير عمل الإدارة وتقديم أهم الخدمات العامة للسكان. وهذا الجانب من شأنه أن يساعد السلطة الفلسطينية على دفع رواتب ومنح التقاعد في الفصل الأول من عام 2013.

أما الجانب الثاني فيتمثل في تخصيص مبلغ أولي قدره 40 مليون أورو لميزانية الأونروا العادية لعام 2013 لدعم التعليم والصحة والمساعدة الإنسانية والخدمات الاجتماعية. التي يتكفل بها الأونروا لفائدة اللاجئين الفلسطينيين في الضفة الغربية وقطاع غزة والأردن وسوريا ولبنان.

## تصريح الاتحاد الأوروبي عن موقفها من الوضع في سوريا

لا يزال الاتحاد الأوروبي منشغلا أيما انشغال بالانتهاكات الواسعة النطاق والمنهجية لحقوق الإنسان والقانون الإنساني الدولي التي قد تشكل. وفقا للجنة التحقيق الدولية المستقلة. جرائم ضد الإنسانية وجرائم حرب بالمفهوم الذي يعنيه قانون روما الأساسي للمحكمة الجنائية الدولية.

قرّر المجلس الأوروبي في فيفري الماضي تمديد كل العقوبات التي أقرها الاتحاد الأوروبي ضد النظام السوري لمدة ثلاثة أشهر. وتزامنا مع ذلك. قرّر تعديل الحظر المفروض على الأسلحة للسماح بتقديم معدات غير قاتلة ومساعدة تقنية لحماية المدنيين.

وسوف يواصل المجلس الأشغال الجارية لتقييم ولرابعة نظام العقوبات ضد سوريا من أجل دعم المعارضة ومساعدتها إذا اقتضى الحال كذلك.

### تذكير

عبرّ الاتحاد الأوروبي عن إدانته الشديدة لأعمال القمع العنيفة ضد احتجاجات المعارضة للنظام التي بدأت في مارس 2011. وأدانت بشدة الانتهاكات المتعددة لحقوق الإنسان. داعيا إلى وضع حد لأعمال العنف الرهيبة وغير المقبول. وإلى انسحاب الجيش السوري من المدن المحاصرة. وإلى الشروع في إصلاحات ديمقراطية حقيقية. وفتح حوار وطني حقيقي ونزيه وشامل.

في ظل استمرار العنف والقمع. قرر الاتحاد الأوروبي اتخاذ إجراءات تقييدية لتكثيف الضغط على حكومة الرئيس السوري بشار الأسد. في المجموع. تم اتخاذ 19 سلسلة من الإجراءات التقييدية منذ بداية الأزمة (انظر الملحق للاطلاع على ملخص لهذه الإجراءات). ولقد طالب الاتحاد الأوروبي الرئيس الأسد باستمرار بالتخلي عن السلطة للسماح بانتقال سلمي. وفقا لخطة العمل التي اعتمدها جامعة الدول العربية.

في ماي 2011. جمد الاتحاد الأوروبي مشروع اتفاقية الشراكة التي تم التفاوض بشأنه مع سوريا وعلقت برامج التعاون الثنائي بين الاتحاد الأوروبي والحكومة السورية المزمع تنفيذها في إطار الآلية الأوروبية للجوار والشراكة ENPI/MEDA. كما علقت المفاوضات الأوروبية بمشاركة السلطات السورية في البرامج الإقليمية وعلق البنك الأوروبي للاستثمار جميع القروض والمساعدة التقنية إلى سوريا.

من جانب آخر، ينسق الاتحاد الأوروبي بشكل وثيق مع المجتمع الدولي لتكثيف الضغط على الحكومة السورية لوضع حد للاضطهاد والعنف.

وأعرب الاتحاد الأوروبي عن مساندته الكاملة للجهود التي يقوم بها الممثل الخاص المشترك للأمم المتحدة وجامعة الدول العربية، الأخضر الإبراهيمي، لتسهيل البحث عن حل سياسي سلمي للأزمة. وشدد على ضرورة استهداف العمل الدولي والإقليمي لحل الأزمة السورية، ويستمر في حث أعضاء مجلس الأمن الأممي لتحمل مسؤولياتهم والاتفاق على موقف موحد لدعم السيد الإبراهيمي.

### 3 مشاريع دعم للنساء في إسرائيل

يدعم الاتحاد الأوروبي حالياً ثلاثة مشاريع تهدف إلى ترقية المساواة بين الرجال والنساء وتعزيز سلطة المرأة في إسرائيل.

في سوق العمل، خاصة بفرض احترام حقوقهن في ميدان العمل وتشجيع حصول النساء الكثيرات اللواتي يعملن بنظام الوكالة أو المتعاقدات على مناصب شغل قارة. لأن النساء العربيات والإثيوبيات عادة ما يواجهن أشكال أخرى من التمييز وانعدام الأمن مرتبطة بوضعيتهم كعاملات متعاقدات، فالمشروع يدافع عن حقهن في منصب آمن ومحترم ويحارب الاستغلال، من أجل أن تستعيد النساء العربيات والإثيوبيات كرامتهن ويدعمن بذلك مراكزهن.

**ترقية التوزيع العادل للموارد العمومية:** يتعاون المركز "أدفا" ومركز "إجاز" والمركز من أجل إدارة محلية عربية مهنية مع اتحاد المستشارين المحليين حول وضعية المرأة. في إطار هذا المشروع من أجل تحسين إدارة السلطات المحلية، يبحث الشركاء في هذا الصدد أثر الميزانيات والبرامج على حياة النساء والفتيات. أما النشاط الرئيسي للمشروع فسيتمثل في تجنيد نساء من عشرين بلدية للمشاركة بفعالية في إعداد السياسات البلدية وتدريبهن على الإجراءات المالية وتلك الخاصة بإعداد السياسات وبتشجيعهن، من خلال عملية تكوين ونقل خبرة، على أن يصبحن أعوان مساواة في مجتمعهن.

ويتعلق الأمر بالمشاريع التالية:

**فرض تكافؤ أجور اليد العاملة الإسرائيلية:** يهدف هذا المشروع الذي سينجز على مدى ثلاث سنوات إلى الحد من الفوارق في الأجور بين الرجال والنساء في إسرائيل. وتشرف عليه كل من شبكة النساء الإسرائيليات ومركز "أدفا وشاتيل"، بالتنسيق مع لجنة تكافؤ الفرص في الشغل (EEOC, Equal Employment Opportunities Commission). تتقاضى النساء في إسرائيل في المتوسط ما بين 60 و70 بالمائة من أجور الرجال، لنفس العمل نفسه لعمل مائل. بتشجيع السياسات والممارسات والقوانين التي تساهم في محاربة التمييز الجنسي الملاحظ في منح الأجور، يسعى المشروع لتحسيس الجمهور العريض والقوى الفاعلة في القطاعين العام والخاص وتطوير معارفهم ومهاراتهم في الوسائل التي تساعد على تحقيق التكافؤ في الأجور. من المتوقع أن يساهم المشروع في التقليص من الفارق في الأجور بين الرجال والنساء ويساعد بهذه الطريقة على تحقيق المساواة والإنصاف لدى اليد العاملة الإسرائيلية.

**ضمان الحق في شروط عمل محترمة:** يهدف مشروع "الحق في عمل محترم" إلى تحسين وضعية النساء العربيات والإثيوبيات

# اللقاء الأوروبي الجزائري الخامس للكتاب الأدب والهروب بالخيال، رحلة في عالم الكتابة والقراءة



يكتبون ويسافرون بنا إلى عوالم بلا حدود جغرافية أو دينية أو إيديولوجية. عندما نقرأهم نحلم ونكتشف جمال عوالم خيالية. والحلم بالنسبة لهم ولنا يمر عبر الكلمات. للسنة الخامسة على التوالي. التقى كتاب جزائريون وأوروبيون x بالجزائر العاصمة للحديث عن تجاربهم في عالم الكتابة الشاسع.

ولقد جرى الموعد الأدبي، الذي أصبح مندرجا في المشهد الثقافي الجزائري. يومي 5 و6 مارس الماضي في فندق "الجزائر". وضم أدباء من مشارب شتى لمناقشة موضوع "الأدب والهروب بالخيال".

التقى حوالي عشرين كاتباً هنا في لحظة أدبية خالصة لتبادل الأفكار مع الجمهور المتكوّن أساساً من جامعيين وناشرين ومستعري مكتبات وعشاق الكتب. وليستعرضوا تجاربهم في الكتابة والقراءة.



في كلمته الافتتاحية، أكد السفير ماريك سكوليل رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي، أن "اختيار موضوع "الأدب والهروب بالخيال" جاء من الحاجة إلى نوع من الفرار نحو عالم جميل وسحري وهذا بفعل كل الأزمات التي يمر بها عالمنا اليوم. من زاوية أن الأدب وسيلة لتجاوز الواقع. بالنسبة للكتاب والقراء معاً. من خلال رحلات داخلية وخارجية تقودنا ما وراء الحدود الجغرافية والإيديولوجية والذهنية".

اللقاء الخامس المخصص للكتاب الجزائريين والأوروبيين سيتم فيه التطرق إلى ثلاثة محاور وهي: "الواقع من خلال الخيال. تجاوز الواقع المعيشي لأجل الظفر بالحرية" و"الرواية كرحلة عبر الذات: تقوقع أم هروب" و"الكتابة من أجل أن نعيش حياة متعددة".



الكاتب الروماني نيكولا بريلبسينو هو من افتتح النقاش من خلال مداخلة: "الأدب كحلم، والحلم كتحرر". وتطرق خلالها لمسيرته والانفتاح الذي أتاحت له القراءة في ظرف سياسي خانق. أما الجزائر حبيب أيوب، فقدّم لمحة عن أدب الهروب بالخيال عبر العالم، مشيداً بأدباء كبار في هذا المجال من أمثال فارغاس يوزا ونجيب محفوظ وغازسيا ماركيز.

أما الأديب التشيكي الشاب، بيتر هولوفوفا، فتحدث عن كل المفارقات التي يشملها الأدب، فيما تطرق جانوس لأكفي للثورة والنوستالجيا والنسبية في زمن ما بعد الدكتاتورية في المجر. وغاص أمين الزاوي بالجمهور في انتظار غودو.



وتميّزت بقية اللقاء برحلات واقعية وخيالية رواها روث بلاير، ومايسة باي وجودت قسومة، ورفائيل نيغرو ومحمد مغاني وفاسيلي أليكساكيس، وأكلي طاجر وغيرهم من الكتاب الجزائريين والأوروبيين. في جو مفعم بالاكنتشاف والتبادل، أمطر الجمهور المتدخلين بالأسئلة عن مداخلاتهم وعن أعمالهم.

أمام جمهور مشكّل من أدباء وجامعيين وطلبة وعلماء اجتماع وعلماء نفس وقانونيين، أشار المتدخلون للتعقد الذي يميّز مسألة الهوية، واستعرضوا تجاربهم وتجارب غيرهم من الأدباء الذين تتجاوز رسالتهم الإنسانية الحدود الجغرافية واللغوية والدينية والثقافية.

قدّم كل متدخل مقارنته الأدبية الخاصة لقضايا الهوية والمجتمع واللغة. وسلطت عالمة الاجتماع فاطمة أوصديق الضوء على العلاقة القائمة بين الهوية والمكان، أو تحديدا خارج المكان. واستعرضت الكاتبة البريطانية تجربته كامرأة كاتبة، وقام عمارة لخص بشرح دافعه للكتابة بالعربية والإيطالية، وهي الازدواجية التي سمحت له بأن يفهمه القارئ من كلتي ضفتي المتوسط. أما إيليني توروسي فتناولت قصة منفاها في ألمانيا، فيما قدّم محمد قاسمي قراءة عن الربيع العربي وكل إرهاصات التغيير.

وحدّث كتّاب آخرون عن اللغة وعن أرض الوطن والوطن بالتبني، وعن الشعور وتعايش الأجناس، وكل التفاصيل التي تشكل هوية، وتسمح للإنسان بأن يتبنى هوية أخرى. هوية تُكتب دائما بصيغة الجمع بالرغم من كل الخصوصيات التي تغذيها.

خوان فيسنت بيكراس - نص قرأه راكيل روميرو، (إسبانيا)، إن كولي جان بوفان (فرنسا)، فاسيليس الياكسيس (اليونان)، وجانوس لاکفي (المجر)، وهي رافاييل نيغرو (إيطاليا)، نيكولاي بريليسينو (رومانيا)، بيترا هولنفا (جمهورية التشيك).

× إدارة اللقاء: نادبة سبخي وعبروس أوتودرت

× من الجزائر: مايسة باي، كوثر عظيمي، حبيب أيوب، أكلي طاجر، حميد عبد القادر، جودت قسومة، حميد قرين، محمد مغاني، أمين الزاوي، روث بلاير (النمسا)، كريستين بيثني (بلجيكا).



# ندوة في المدرسة الوطنية العليا للصحافة وعلم الإعلام حول منح جائزة نوبل للسلام 2012 للاتحاد الأوروبي الطلبة الجزائريون والاندماج الأوروبي والمغربي

أربع دول الأعضاء عاشت مراحل انتقالية في فترة ما بعد 1945. مع الإشارة إلى خصوصيات كل بلد وتجاربهم في عملية الاندماج الأوروبي. وأوضح سفراء الاتحاد الأوروبي كيف أن أمثا مختلفة في تركيباتها السياسية والاقتصادية والثقافية. توصلت إلى بناء اتحاد مستقر ومزدهر. رغم الصعوبات.

ولم يفت على المتدخلين التذكير بجميع الإمكانيات التي يتوفر عليها مغرب مؤحد ومعزز. سواء لمنطقة شمال إفريقيا والعالم العربي وأيضا لحوض البحر الأبيض المتوسط بأسره.

في أعقاب مختلف المداخلات. كانت للطلبة فرصة المناقشة مع ضيوفهم حول تطور الاندماج الأوروبي. والوضع الاقتصادي ومستقبل الاتحاد. كما فتحوا النقاش حول دور الاتحاد الأوروبي. وتعزيز اتحاد المغرب العربي والرهانات المشتركة بين الضفتين الشمالية والجنوبية للبحر الأبيض المتوسط.



كان تسليم جائزة نوبل للسلام 2012 للاتحاد الأوروبي. في 10 ديسمبر الماضي. فرصة لطلبة المدرسة الوطنية العليا للصحافة وعلم الإعلام لخصر مفهوم الاندماج الأوروبي. وكان ذلك أثناء ندوة نظمتها بعثة الاتحاد الأوروبي بالاشتراك مع المدرسة الوطنية العليا للصحافة حول موضوع: "هل يمكن أن يكون الاتحاد الأوروبي نموذجا للاندماج المغربي؟"

بهذه المناسبة. استعرض السفير ورئيس بعثة الاتحاد الأوروبي. السيد ماريك سكويل ونظرائه. السيدة أليزيا فورغيترو والسادة فردريك موريس. غابرييل بوسكيتس وميشال رادليكي. وهم على الترتيب. سفراء جمهورية النمسا وملكتي بلجيكا وإسبانيا وجمهورية بولونيا. دور الاندماج الأوروبي في إحلال السلام والاستقرار والرخاء في أوروبا. وشرح المتدخلون رؤاهم عن البناء الأوروبي الذي اقترحتة



تعد هذه الندوة الأولى من سلسلة من اللقاءات التي تعتزم بعثة الاتحاد الأوروبي في الجزائر تنظيمها من أجل تعزيز الحوار مع مختلف الجهات الفاعلة في المجتمع والتعريف بطريقة عمل الاتحاد الأوروبي.



وناقش الطلبة مع السفراء في قضايا شتى. مثل الإستراتيجية الأوروبية في شمال مالي. والتطورات الخاصة باتفاقيات حرية حركة الأشخاص وفي قدرة الاتحاد الأوروبي على إقامة علاقة عادلة مع البلدان المغاربية وكذا برامج التبادل بين الطلبة.

## كتاب مصوّر يستعرض التراث الثقافي في حوض المتوسط.

مختلف البيئات الثقافية السائدة في بلدان البحر الأبيض المتوسط . ذلك أن هذا التراث المتوارث جيلا عن جيل. يعكس روح الشعوب والمجتمعات. وكذا أنظمتها القيمة التقليدية ومعتقداتها. وينطوي على شهادات عن ماضي غني ومتنوع ومتوتر في بعض الأحيان.

يساهم برنامج التراث الأوروبي المتوسطي الرابع " EuroMed Heritage IV " الذي يموله الاتحاد الأوروبي بمقدار 17 مليون أورو على مدى أربع سنوات. في تبادل الخبرات المتعلقة بالتراث الثقافي. وخلق شبكات. وتعزيز التعاون مع البلدان المتوسطية الشريكة. ويساعد السكان المحليين على استعادة تراثهم الثقافي. وتشجيع تعليم ومعرفة التراث الثقافي. ويأتي هذا البرنامج لدعم إطار عمل لتبادل الخبرات. وقنوات لنشر الطرق العملية الصحيحة وأفاق جديدة لتطوير بيئة ثقافية مؤسس.

صدر حديثا كتاب مصوّر تم إنجازه في إطار البرنامج الممول من طرف الاتحاد الأوروبي. "أوروميد تراث". يعني بتصوير المكانة التي يحتلها التراث الثقافي في المجتمعات المعاصرة.



هذا الكتاب الذي صدر في ثلاثة مدن هي عمان وبيروت ومرسيليا. يحمل عنوان: " نظرات متقاطعة - التراث الحي في منطقة البحر الأبيض المتوسط ". يعد ثمرة لمساهمة مصوّرين من أعمار مختلفة ومن شتى أنحاء المتوسط. يقدمون لنا فيه رؤيتهم عن التراث المادي وغير المادي مثلما هو مستقى من

## القائمة الدبلوماسية للدول الأعضاء في الإتحاد الأوروبي في الجزائر

**سفارة اليونان**  
60، نهج بوقرة-الأبيار  
الهاتف: 021 92 12 28 - 021 79 79 16  
الفاكس: 021 69 81 86



**سفارة ألمانيا**  
165، طريق سفنجة - الجزائر العاصمة  
الهاتف: 021 74 19 41 - 021 74 31 83  
الفاكس: 021 74 05 02



**سفارة هنغاريا**  
18، شارع أولفيس-المرادية  
الهاتف: 021 69 79 75 - 021 69 79 77  
الفاكس: 021 69 81 86



**سفارة النمسا**  
طريق عبد القادر غديوش - حميدة  
الهاتف: 021 69 10 34 - 021 69 10 91  
الفاكس: 021 69 12 32 - 021 69 12 31



**سفارة إيطاليا**  
18، شارع أو إيدير أملال-الأبيار  
الهاتف: 021 92 23 30 - 021 92 28 28  
الفاكس: 021 92 59 86



**سفارة بلجيكا**  
22، طريق يوسف طاهيبي - الأبيار  
الهاتف: 021 92 24 46 - 021 92 43 20 - 021 92 26 20  
الفاكس: 021 23 95 23



**سفارة هولندا**  
طريق الشيخ إبراهيمي-الأبيار  
الهاتف: 021 92 28 28 - 021 92 28 30  
الفاكس: 021 92 29 35



**سفارة بلغاريا**  
13، نهج العقيد بوقرة - الأبيار  
الهاتف: 021 23 01 21 - 021 23 00 14  
الفاكس: 021 23 05 33



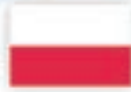
**سفارة البرتغال**  
7، شارع محمد خويدي-الأبيار  
الهاتف: 021 92 53 14 - 021 92 40 76  
الفاكس: 021 92 53 13



**سفارة إسبانيا**  
طريق محمد شعيمان - الأبيار  
الهاتف: 021 92 27 89 - 021 92 27 52 - 021 92 27 13  
الفاكس: 021 92 27 19



**سفارة بولندا**  
104، حي البناء - دالي إبراهيم  
الهاتف: 021 91 77 83 - 021 91 77 82  
الفاكس: 021 91 78 04



**سفارة فرنسا**  
طريق عبد القادر غديوش - الأبيار  
الهاتف: 021 69 24 88  
الفاكس: 021 69 13 69



**سفارة رومانيا**  
24، شارع ارنزي أبري - حميدة  
الهاتف: 021 69 34 89 - 021 60 08 71  
الفاكس: 021 69 36 42



**سفارة فنلندا**  
10، شارع الأزرق - المرادية  
الهاتف: 021 69 29 25  
الفاكس: 021 69 16 37



**سفارة السويد**  
شارع أديف بلكم - حميدة  
الهاتف: 021 54 83 33  
الفاكس: 021 54 83 34



**سفارة بريطانيا**  
3، شارع قائد حسين سليمان  
(سابقا، شارع قليبسن) حميدة  
الهاتف: 000 085 0770



**سفارة جمهورية التشيك**  
03، طريق زرياب - تيليملي  
الهاتف: 021 23 00 56  
الفاكس: 021 23 01 33 - 021 23 01 03



مسؤولة النشر لورا بايزة ورئيسة البعثة

شارك في هذا العدد:

ستيفان دوفو، سيلفيا فافرت، مهدي غش، سوفي هوي غريش، عبد الرزاق خيار، وهيبه لبرش،

ليتيسيا ريفاقوردا، بيرنار سيفارا

بعثة الاتحاد الأوروبي في الجزائر

منطقة بن واضح، نهج 11 ديسمبر 1960 الأبيار - الجزائر العاصمة

الهاتف: 021 92 36 81 (0)213 الفاكس: 021 92 36 81 (0)213

البريد الإلكتروني: delegation-algeria@eeas.europa.eu الموقع الإلكتروني: http://eeas.europa.eu/delegations/algeria

الصور  
لويذة سيد عمي

# الاتحاد الأوروبي



مجلة مندوبية الاتحاد الأوروبي في الجزائر



زيارة رئيس اللجنة الاقتصادية والاجتماعية الأوروبية، ستيفان نيلسون، إلى الجزائر

★ مسابقة في الكتابة حول موضوع "هل يمكن اعتبار الاتحاد الأوروبي مرجعية

في مجال إدماج المغرب العربي؟"

★ الهجوم الإرهابي في عين أميناس

★ التعاون بين الإتحاد الأوروبي والجزائر في ميدان التشغيل